

UNIVERSITE DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA
COOPÉRATION RURALE
EN DANEMARK

THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR

GEORGES DESBONS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1916

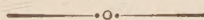
LA
COOPÉRATION RURALE
EN DANEMARK



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA
COOPÉRATION RURALE
EN DANEMARK



THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR

GEORGES DESBONS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1916

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Brémond, Doyen, professeur de Droit administratif.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
Perreau, professeur de Procédure Civile (suppléé).
Moye, professeur de Droit international public.
Rist, professeur d'Économie politique (suppléé).
Morin, professeur de Droit civil.
Bridrey, professeur de Droit romain.
Ricol, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.
Donnedieu de Vabres, agrégé, chargé d'un cours de Droit criminel (suppléé).
Perrot, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.
Chauvin, professeur suppléant d'Economie politique.
Dubois, chargé des fonctions d'agrégé. (Droit constitutionnel).
Becqué, chargé de cours suppléant de Droit criminel.
Vigié, Doyen honoraire.
Laborde, professeur honoraire.
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Charmont , <i>président</i> .	
Brémond .	} <i>assesseurs.</i>
Chauvin .	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
COOPÉRATION RURALE
EN DANEMARK

CHAPITRE PREMIER

LA COOPÉRATION ET LA PROSPÉRITÉ AGRICOLE
DU DANEMARK

Le Danemark est une nation paysanne

A peine plus grand que la Bretagne — sa superficie correspond à 7,22 0/0 de la surface de la France — le Danemark forme la transition entre l'abrupte Scandinavie et la plaine septentrionale de l'Europe.

Il se compose de la presqu'île de Jutland et d'une série d'îles : Seeland, Fionie, Langeland, Falster, Bornholl, Mœn, Samsœ, dans la Baltique ; Fanœ, Manœ, dans la mer du Nord ; Anholt, Lessœ, dans le Cattégat.

Géologiquement et géographiquement, dans toute son étendue, il est voué à l'agriculture.

Son climat — cause première de toute évolution économique, selon Montesquieu — est particulière-

ment tempéré, grâce aux vents dominants du sud et au voisinage de la mer. L'hiver ne dure guère que trois mois et demi — sauf, toutefois, dans la région septentrionale de Jutland où, très rigoureux, il se prolonge davantage. La température moyenne annuelle est de 6°5. Autour de Copenhague, elle s'élève même à 7°5, alors que, sous la même latitude et en d'autres contrées, une moyenne de 1°5 est courante.

La granitique île de Bornholm exceptée, la terre danoise — presque exclusivement composée de dépôts quaternaires répartis en très épaisses couches au-dessus de formations préglacières — n'a guère de zones complètement arides. Dans les îles du littoral et sur la côte orientale du Jutland, un fertile sol d'argile recouvre la marne : par sa conformation, il offre même d'excellents abris contre les vents froids. Les sables de la région la moins prospère — la côte orientale, semée d'étangs voilés de roseaux mouvants, bordés de mousse et de bruyères roses comme les roses de France — ne s'opposent plus à des plantations qui commencent à devenir productives. De nombreuses fermes, coquettes dans leur multicolore parure de briques, s'élèvent sur ce cimetière de géants où, il y a trente ans encore, quelques maigres taillis de chênes, derniers vestiges des forêts disparues, émergeant à travers d'innombrables tumuli, ne parvenaient pas à rompre une monotonie de désert.

Le territoire est plat, entremêlé de vallées et de

collines. Aucune montagne ne se dresse sur cette étendue de 38.971 kilomètres carrés. Malgré leur nom, les Alpes de Fionie ne sont que des ondulations. Les deux plus hauts sommets danois, l'Ejersbavnehøj et l'Himmelsberg, atteignent à peine l'un 180, l'autre 192 mètres d'altitude.

D'ailleurs, malgré les brillantes qualités de sa race, comment pourrait-il être essentiellement industriel ce pays qui ne possède ni combustibles : le bois des forêts est une réserve vite épuisée ; — ni minerais : les gisements d'ambre, de craie, de kaolin, de ciment et de granit constituent sa seule fortune souterraine ! Sans doute, Copenhague, Odense — son ancienne capitale — et quelques autres cités abritent des usines. Mais son actif industriel ne se résume-t-il pas aux papeteries de Strandmøllen et de Silkeborg, aux fabriques de sabots de cette dernière ville, à celles de gants dits « de Suède » de Randers et d'Horsens et de lainages du Jylland, aux fonderies et aux ateliers de construction de machines de Frederiksværk, aux poteries de Jydepotter, aux céramiques de Kähler, aux porcelaines de la Manufacture Royale ?

La plupart de ces entreprises — les fabriques de gants, de lainages, de papiers — dérivent de la production campagnarde ; la poterie artistique, qui soulève l'admiration des collectionneurs, n'est elle-même qu'un perfectionnement de la poterie domestique. Les autres — les manufactures de machines, par exemple — ont parmi leurs principales fonc-

tions la satisfaction des besoins actuels de la technique rurale.

L'industrie danoise, dans son ensemble, est une simple auxiliaire du travail des champs.

Le Danemark achète à l'étranger les produits manufacturés nécessaires à l'entretien de ses 2.757.076 habitants indiqués par dernier recensement (1^{er} février 1911). Il lui cède en échange les denrées issues de sa culture et de son élevage.

C'est la nation agricole par excellence.

* * *

La prospérité générale résultant de celle du paysan, le gouvernement a toujours cherché à aider celle-ci et à la provoquer. Il s'est, d'ailleurs, servi de systèmes bien divers.

L'année 1788 est la date capitale de l'histoire agraire.

Avant cette époque, le Danemark était une région très pauvre. Sa seule richesse, l'agriculture, se trouvait enchaînée par une réglementation étouffante qui tuait à l'avance toute tentative d'amélioration. Dans un cadre social minutieusement distribué et hiérarchisé, chacun avait sa place, ses attributions et ne pouvait s'en évader. Le propriétaire, en tant que membre de la collectivité, avait une tâche déterminée à remplir. En tant que maître du sol, il jouait au souverain dans son domaine. Il résultait de cet état de choses la stagnation de la

technique agricole, l'oppression des travailleurs de la terre, leur pauvreté (1).

Certes, cette organisation autoritaire, legs des siècles passés, avait eu son utilité. Pour réaliser l'œuvre de mise en valeur qui s'imposait à une civilisation économiquement peu avancée, pour remplacer d'épaisses forêts par des cultures fécondes, pour substituer des champs verdoyants à des marais malsains, l'individu était impuissant : ses propres forces ne suffisaient pas. Son activité isolée ne pouvait qu'errer à l'aventure, se dépenser en vain. Il fallait une direction sévère, une forte organisation, une rigoureuse distribution des rôles. Par ailleurs, si les communications étaient possibles par le cabotage de port à port, à l'intérieur les chemins manquaient. Les routes — quand elles existaient — ne desservaient pas tous les bourgs : la vie se concentrait dans le village qui formait un tout complet, subvenant lui-même à tous ses besoins. La difficulté des échanges déterminait l'impossibilité des approvisionnements. L'intérêt de l'Etat exigeait l'obligation au travail pour tous ceux qui avaient charge de nourrir leurs contemporains. Une année de repos et le blé manquait ! La famine dressait son spectre ! On s'explique dès lors pour quelles raisons solides le paysan était lié à la terre.

(1) Voir Falbe-Hansen « Stavnbaandslösningen og Landboreformerne ». Copenhague, 1889, vol. I, p. 59.

Mais, lentement, l'homme des champs tendait à s'approprier la terre qu'il fécondait de son labeur.

Les pouvoirs publics sentirent la nécessité de prendre la direction de ce mouvement d'émancipation, obéissant bien moins, d'ailleurs, à des considérations morales qu'à des prévisions économiques et financières. Il était indispensable de garantir au rural un droit non seulement sur les produits de sa terre, mais sur la terre elle-même parce que, le travail libre étant toujours plus fructueux que le travail serf, déterminer le paysan à arracher à la nature le maximum de subsistances — le sentiment de propriété le permettait — c'était assurer l'existence de la nation ; en outre, laisser le cultivateur jouir du fruit de ses sueurs, ne pas entraver l'amélioration de son sort, c'était lui donner l'aisance et, par suite, rendre possible la création de nouvelles taxes, de nouveaux cens ; c'était garantir le rendement des impôts futurs, alimenter les caisses de l'Etat, accroître la fortune du Prince.

Ces raisons — auxquelles s'ajouta l'influence du mouvement libéral français au XVIII^e siècle — vinrent, en 1781, favoriser le partage des terres et, en 1788, grâce au ministre Bernstorff, si justement célèbre par ses larges idées, briser le *Staaensbaand* — l'astreinte au domicile obligatoire — qui liait le paysan au service du propriétaire.

Dès ce moment, la ligne de conduite des hommes d'Etat était fixée. Elle se maintint invariable : restreindre le nombre des non-possédants, créer des

petits propriétaires nouveaux, protéger les petits propriétaires existants.

Une longue série d'actes réalisa cette politique : loi de 1819 s'opposant à l'émiettement du sol et assignant à chaque parcelle les limites indispensables à l'existence d'une famille ; loi de 1850 supprimant toutes les corvées ; loi de 1861 et de 1872 facilitant l'acquisition par les fermiers des domaines qu'ils exploitent ; lois garantissant au tenancier le remboursement d'une partie des sommes qu'il avance en passant le bail ; lois sur la chasse, la péréquation de l'impôt, la protection des cultures et des chemins, l'écoulement des eaux stagnantes.

L'évolution inexorable, qui place la terre libérée aux mains de ceux qui la travaillent, s'est déroulée sans heurt au cours du XIX^e siècle : sur 1.647.350 campagnards, il n'y a plus que 125.000 ouvriers et domestiques.

Le propriétaire paysan, maître de son sol, est aujourd'hui la cellule vitale de la nation.

L'évolution économique de l'Agriculture détermine une série d'expérimentations coopératives qui réussissent.

L'agriculture s'est transformée depuis la fin du XVIII^e siècle. L'extension des voies de communications, la création de nouveaux moyens de transport, l'utilisation pratique de la vapeur et de l'électricité ont internationalisé le marché économique.

Le cultivateur danois est mis en concurrence non seulement avec les grands propriétaires, ses voisins, disposant des dernières créations de la science agricole, mais encore avec les producteurs de régions lointaines et extraordinairement fécondes puisque presque vierges.

Pour assurer l'écoulement de ses récoltes, il lui faut vendre bon marché et, par conséquent, réduire ses frais généraux de production; pour réaliser un gain appréciable, il lui faut se rattraper sur la quantité et, par suite, augmenter le rendement de son domaine (1).

C'est, du reste, à ce double but que tend aujourd'hui toute la science rurale.

Dans les dernières années du règne du populaire Frédéric V, c'est-à-dire vers 1760-1766, le fumier, la cendre, les détritux organiques et les plantes marines représentaient encore les seuls engrais en usage, et la charrue était presque aussi rudimentaire que celle chantée, il y a onze siècles, par les bardes des rois Hemmingius, Riugo Siwardus et Klak.

La situation a radicalement changé. Les savants les plus illustres se sont faits les auxiliaires, les

(1) Voir : Georges Desbons, *Le Crédit agricole* (Librairie des Sciences politiques et sociales, Rivière, éditeur, Paris, 1912 ; *Capitalisme et Agriculture* (même éditeur Paris, 1913) et articles de la *Revue socialiste, coopérative et syndicale* (XXVII^e et XXVIII^e années).

guides du paysan : l'agronomie contemporaine est le fruit des travaux d'Humphry Davy, de Liebig, de Malaguti, de Chaptal qui, par leurs ouvrages respectifs : *Elements of agricultural chemistry*, *Lettres sur la chimie* et *Lois naturelles de l'agriculture*, *Chimica agraria*, *Chimie appliquée à l'agriculture*, ont, depuis longtemps déjà, fait de la pratique agricole une expérimentation chimique vérifiée ; — des recherches des Boussingault, des Ville, des Solari ; — des capitales observations des Berthelot, des Hellriegel, des Wilfarth, des Winogradsky sur l'action des bactéries dans la fixation de l'azote ; — des études des Pasteur, des Schloësing, des Frank, des Muntz, des Deherain, des Saussure, des Cantoni ; — et aussi de l'immortelle découverte de la loi de sélection par Darwin.

La cultivateur en arrive à calculer à l'avance la quantité d'acide phosphorique, de chaux, de potasse, d'azote que devra contenir la récolte qu'il se propose d'obtenir. Sous forme d'engrais, il la confie à la terre et celle-ci la lui rend en une moisson richement nutritive par un de ces miraculeux phénomènes qui obligeaient Pasteur à rentrer dans son oratoire dès qu'il sortait de son laboratoire.

A côté du rural qui retrace un sillon dans le sol sans cesse éventré, labourent, invisibles, les ingénieurs qui, par les machines qu'ils lui ont construites, lui assurent une économie de main-d'œuvre, — les géologues qui étudient et analysent son terrain, — les chimistes qui lui procurent les éléments

substantiels qui peuvent manquer à ce terrain, — les bactériologues qui lui offrent le moyen de prévenir et de guérir les maladies des plantes et des bêtes, — les zootechniciens qui, dirigeant ses sélections, l'aident à se procurer des animaux adaptés à leur rôle.

Mais ces machines perfectionnées, ces engrais et ces semences de choix, ces races épurées coûtent cher. Il faut beaucoup d'argent à l'agriculture, et le campagnard, livré à lui-même, se trouve généralement hors d'état de le tirer de ses seules ressources. Le crédit seul peut donc le lui procurer. Le paysan n'emprunte plus comme consommateur. Il emprunte comme producteur — comme artisan de la richesse nationale.

Aussi, dès la promulgation de la libérale Constitution du 5 juin 1849, l'initiative privée s'attachait-elle à organiser ce crédit. Elle s'applique plus encore à le développer méthodiquement dans la suite, désireuse d'assurer au Danemark, épuisé par une guerre glorieuse malgré la défaite, la prospérité de sa principale source de revenus : l'agriculture.

Son raisonnement fut simple.

Il est impossible de laisser chaque agriculteur emprunter isolément le capital dont il a besoin : ce serait le livrer sans défense à l'arbitraire rapacité des usuriers et le vouer à une ruine fatale. Il importe de constituer un crédit collectif qui, avec

le maximum de sécurité pour le prêteur, assurera le minimum de frais pour l'emprunteur.

Le cultivateur vivant ignoré au fond de son village ne peut obtenir de prêts que des personnes le connaissant : le crédit doit donc être local. En outre, pour éviter que ses concitoyens ne trompent la banque dans les renseignements qu'ils sont appelés à fournir sur le compte de l'emprunteur, leur responsabilité sera le gage de leur sincérité : le crédit doit donc être mutuel.

Associations locales et mutuelles, voilà le principe arrêté et mis en pratique.

Unis, offrant leur garantie collective, les cultivateurs trouvent aisément des capitaux : leur responsabilité, soutenue par la valeur constante de leurs domaines, confère aux prêts consentis par autrui la sécurité de placements de pères de famille.

Le problème du crédit était résolu. Le temps allait apporter, avec sa réalisation intégrale, les fruits de cette solution.

* * *

Le pasteur Sonne prêchait un jour sur les vertus chrétiennes. Il prononçait leur éloge enthousiaste lorsque, tout à coup, un de ses auditeurs, un ouvrier, l'interrompit. « La vertu est bien belle, s'écria-t-il, mais elle ne nourrit pas. Un morceau de pain ferait mieux notre affaire. » Un horizon nouveau s'ouvrit sur-le-champ à la débordante activité

de Chr. Sonne. Sous une forme brutale, ce travailleur venait d'exprimer la même idée que Karl Marx déclarant que l'activité humaine tout entière tendait, au fond, à la solution du problème de la faim; que Montesquieu disant que la politique humaine n'a d'autre but que d'assurer aux citoyens une subsistance, une nourriture, un vêtement convenables et un genre de vie qui ne soit pas contraire à la santé (1); que Xénophon, reproduisant la pensée de Platon et subordonnant la prospérité de l'Etat à la quantité de produits alimentaires livrés par la terre (2).

C'est, en effet, une œuvre de défense sociale que procurer aux hommes — et en particulier aux pauvres gens — la possibilité de tirer le maximum de profit de leurs faibles ressources, d'assurer le meilleur emploi de leurs revenus.

Chr. Sonne se voua à cette tâche avec une ardeur d'autant plus irrésistible que la cession, après une lutte désespérée, du Slesvig-Holstein — l'Alsace danoise — était d'hier et qu'une amélioration portée au sort matériel de la population devait cicatriser les blessures de la guerre, donner une impulsion féconde à la prospérité nationale.

Thisted — ville sacerdotale du pasteur — vit se fonder, en 1866, la première coopérative danoise de

(1) Cf. *Esprit des Lois*, livre XXIII, ch. XXIX.

(2) Cf. *Economiques*, ch. IV, § 4 et ch. V.

consommation qui devait servir de modèle à une multitude d'autres.

Son principe était celui des Equitables Pionniers de Rochdale. Les ménages s'associent et achètent en gros les marchandises dont ils ont besoin. Ces marchandises sont déposées dans un magasin appartenant à la société. Chacun s'y fournit, au prix de détail, selon ses nécessités domestiques. Les bénéfices sont, en fin d'année, remis aux associés, au prorata de leurs achats. Les consommateurs économisent ainsi la différence entre les prix d'achat en gros et de vente globale au détail qui, dans le processus ordinaire, serait restée dans la caisse des intermédiaires. Le cultivateur qui, par suite de l'évolution économique, vend de plus en plus ce qu'il produit pour acheter ce qu'il consomme, est ainsi à même d'abord d'épargner sur son alimentation, ses vêtements, ou, ce qui revient au même, d'être mieux nourri et entretenu avec une dépense identique ; — en second lieu, de réduire ses frais de production, ce qui équivaut à avoir de meilleurs auxiliaires de son travail sans la moindre augmentation de déboursés.

La coopération de consommation permet donc la production économique et intensive exigée par l'état du marché.

* * *

De temps immémorial, les céréales sont considérées comme la richesse des campagnes. Cérès entra

dans l'Olympe pour avoir, en cultivant le blé la première, donné la fortune aux hommes et, depuis, la déesse de l'Agriculture n'a pas quitté sa couronne d'épis.

Existe-t-il, en effet, d'autres produits désirés, demandés et consommés avec autant de constance? Ils répondent aux plus élémentaires des besoins de l'homme civilisé.

Leur producteur semble donc toujours assuré de les écouler avec profit. Voilà toute l'explication du zèle déployé pour les faire jaillir de terre par le rural ignorant des lois économiques.

Fidèle à la tradition, le Danois leur consacrait ses soins. Il vivait dans une modeste et douce quiétude, leur ayant affecté plus du quart de la surface du pays, quand, subitement, en 1880, les Etats-Unis d'Amérique, favorisés par l'extrême fertilité d'un sol encore neuf, commencèrent à jeter leurs formidables stocks sur le marché européen.

Lutter? Impossible.

La vieille terre d'Europe ne retrouve sa fécondité que grâce aux progrès continus de la science, à force de labours sans cesse plus profonds, d'engrais chaque jour perfectionnés, de travaux longs et minutieux; elle exige des dépenses progressives et souvent répétées. Avec une prodigalité démesurée, au contraire, la terre d'Amérique livre les réserves que les siècles ont accumulées dans son sein.

Ailleurs, dans une conjoncture analogue, les pay-

sans auraient déserté leurs villages pour renforcer la masse des ouvriers urbains. Mais en Danemark, comment réaliser pareil exode ? Où aller ? Quatorze villes seulement possèdent une population supérieure à dix mille habitants. Où trouver du travail ? L'industrie n'est pas encore bien éloignée de l'état embryonnaire.

Il ne s'agissait plus d'une crise passagère et banale. La situation présentait une extrême gravité. Une véritable expropriation se dessinait.

Que faire ? Recourir au protectionisme ? Cette solution eût été défendable si le Danemark avait consommé toute sa production de céréales. En effet, si le quintal produit par lui revenait à 20 francs et si celui de provenance américaine valait, rendu à Copenhague, 15 fr. 75 centimes, il lui suffisait d'établir sur ce dernier un droit d'entrée de cinq francs pour qu'il fût écarté du marché national. Mais ce n'était pas le cas. Le Danemark se servait, au contraire, de la majeure partie de ses récoltes pour payer à l'étranger les marchandises manufacturées qu'il ne fabriquait pas et dont il avait besoin. Ses céréales étaient surtout destinées au marché international. Le protectionnisme n'avait donc, en l'espèce, aucune valeur — pas plus d'ailleurs qu'un système de primes d'exportation qui, sans grever l'Etat d'une charge formidablement lourde, ne pouvait permettre à l'agriculture danoise la lutte contre l'agriculture américaine.

C'est pourquoi — tandis que l'industrie était

très efficacement protégée — aucun mouvement d'opinion ne se produisit en faveur de droits agraires.

Poussés par l'instinct de conservation, sentant que, pour eux, la source de vie et de richesse gît dans le sol, voyant qu'une spécialisation dans la production est déterminée par l'internationalisation du marché, œuvre de la vapeur et de l'électricité, les Danois comprirent de suite qu'une nouvelle orientation de la production agricole s'imposait: le moindre retard entraînait fatalement la ruine de la classe paysanne et, par suite, celle de la nation elle-même.

Une décision fut vite prise: à la culture des céréales succédait celle des plantes destinées à l'alimentation du bétail. L'effort de chacun devait porter sur la production et le commerce du lait, du beurre et de la crème qui, déjà, sans jamais avoir été l'objet de soins particuliers, donnaient des résultats assez satisfaisants.

La sélection et une nourriture mieux surveillée allaient bien permettre aux vaches de fournir un lait excellent; mais extraire de ce lait un beurre *vendable à l'étranger* présentait de très sérieuses difficultés.

Il ne fallait plus se contenter du barattage antique, en vue d'une consommation familiale ou locale! Il importait de concurrencer, chez une clientèle internationale, des entreprises cosmopolites qui, avec leurs installations ingénieuses, fournissaient

une marchandise mieux travaillée, arrivaient à diminuer sans peine le prix de revient en raison de leur énorme production, et à réduire le prix de vente avec d'autant plus de commodité que, grâce à leurs chiffres d'affaires, elles réalisaient un large gain sur la quantité.

Meilleure qualité, bon marché, tels étaient les deux facteurs du succès de ces grandes laiteries.

Pour ne pas succomber dès la première phase de la lutte, les producteurs danois étaient obligés de se soumettre à la loi de concentration des entreprises, de se munir d'un outillage adapté aux progrès de la technique et, selon l'expression consacrée, d'opérer en gros.

Se trouvaient-ils en mesure de se plier à ces exigences ?

C'étaient surtout des petits propriétaires, des petits exploitants, des *husmænds*, et cela augmentait la gravité de la situation.

Avec de gros exploitants, des *gaardmænds*, le problème se résolvait sans trop de gêne : leurs capitaux permettaient l'installation de laiteries modèles et l'étendue de leurs domaines rendait aisée la grande production.

Mais que faire avec de modestes cultivateurs ?

Malgré l'aptitude innée du Danois à accepter la discipline d'une association, le cultivateur se trouvait encore isolé, comme tout campagnard crouissant au stade de la production autonome. Or, si l'union fait la force, la solitude engendre une fai-

blesse fatale, surtout quand il s'agit d'engager une action sur ce redoutable champ de bataille, le marché international.

Le rural manquait d'autant plus d'argent, — l'arme capitale, celle qui assure toutes les victoires, — qu'un bouleversement de l'économie et du commerce agricoles venait de le priver de sa principale source de revenus. Pour traiter le lait, il ne pouvait guère s'offrir le luxe d'une crèmerie à vapeur... Que lui porterait-il en effet? A peine quelques centaines de litres chaque année. Ce n'était pas précisément le moyen de réaliser la production à prix réduits.

D'ailleurs, construire des établissements modèles, fabriquer un beurre de choix et pas cher ne suffisait pas. Il fallait vendre ce beurre, et, pour le vendre, lui conférer une marque. Autrement dit, à des compétences agricoles spéciales devaient se joindre des capacités commerciales. Où, quand le petit cultivateur en avait-il acquises? D'habitude, pour écouler sa marchandise, il s'adressait à un négociant qui la lui achetait pour la revendre ensuite, ou il allait s'installer au marché de la ville voisine et y attendait tranquillement la venue des ménagères. Vouloir l'obliger à conquérir de haute lutte un marché international paraissait une folie.

Quelle occasion pour des rêveurs aigris de maudire l'organisme économique et d'offrir au travailleur les plans d'une nouvelle société où, subitement et à jamais tiré d'embarras, il serait le plus heureux des hommes!

Cette occasion était d'autant plus favorable que le Danemark voyait se dérouler une grave lutte politique qui devait se prolonger jusqu'en 1889 et dont l'âpreté se manifestait par des troubles dans la rue, la tentative d'assassinat du ministre inamovible Estrup, champion des grands propriétaires conservateurs, la dissolution du Folkething — Chambre des députés — la condamnation de son président à six mois de prison pour résistance à l'autorité, et celle du vice-président pour crime de lèse-majesté.

Le Danois se laisse bien, parfois emprisonner dans un mysticisme douloureux. Mais, avant tout, il est pratique. Il aime les certitudes concrètes et ne s'énivre pas d'abstractions.

A part quelques rares exceptions, les socialistes les plus avancés sont eux-mêmes des hommes de réalisations immédiates. Le Danemark n'avait eu ni un Saint-Simon, ni un Fourier, ni un Cabet, ni un Proudhon, ni un Karl Marx, ni un Engels, ni un Lassalle. Un homme modeste et clairvoyant, Chr. Sonne, lui avait cependant donné une précieuse indication en fondant, sur le modèle de Rochdale, ses coopératives de consommation.

Certes, le boni réparti par la coopération de consommation constituait déjà une économie, une épargne appréciable. Mais les disciples des Equitables Pionniers savaient que leurs maîtres, dans les méditations de la ruelle du Crapaud, ne séparaient pas le consommateur du producteur. Tous

deux étaient appelés à participer aux bienfaits de la coopération. L'intermédiaire, qu'il soit vendeur ou acheteur, voilà l'ennemi ! Que les consommateurs et les producteurs le condamnent à disparaître ! Tel était le mort d'ordre.

Sonne — président de la « *Faellesforeningen for Danmarks Husholdsforeninger* » (Association centrale des Sociétés de ménage du Danemark), qui, malgré sa courte carrière, rendit de signalés services en préparant l'avenir coopératif national — avait suscité un vif mouvement en faveur du nouveau mode d'organisation de la consommation et de la production. Des concours puissants s'étaient offerts à lui. L'idée avait marché. La coopération de consommation progressait dans les campagnes et y réussissait fort bien.

Pourquoi ne pas essayer de solutionner le problème en suspens par la coopération de production ?

Pourquoi chaque possesseur de vaches ne porterait-il pas le lait qu'il recueillait à une laiterie établie à frais communs ? L'outillage perfectionné serait ainsi possible et aussi une production en gros. Des spécialistes — véritables guides de l'entreprise — se chargeraient de l'écoulement de la marchandise, au nom des producteurs réunis. Cette séparation de la direction et du labeur manuel rendrait l'œuvre plus une, plus agissante, plus disciplinée, garantirait mieux le travail productif de tous. La bonne qualité aidant, la marque s'impose-

rait vite et obtiendrait bien une place sur le marché.

L'expérience fut décidée. Les prêts consentis par les coopératives de crédit facilitèrent ses débuts. Elle devait réussir.

Constatation importante: une nécessité angoissante et urgente détermina seule la naissance de la coopération danoise de production — type de la coopération rurale. Ses propagandistes ne semblent pas avoir songé, comme certains de leurs confrères de France, à modifier radicalement la structure économique du monde. Loin de là. Tandis que les militants français et anglais aspiraient à rendre la coopération maîtresse du commerce, puis de l'industrie, et enfin de l'agriculture, les Danois prenaient un chemin inverse: ils commençaient par l'agriculture.

En tous pays, on a vu — et on voit encore souvent — des coopératives pousser au hasard des circonstances locales et poursuivre, sans ordre, des buts différents, cherchant à soustraire leurs membres aux exactions d'un groupe de commerçants, ou à fonder des réunions de famille, ou à organiser des institutions de prévoyance, ou à distribuer des dividendes, ou à améliorer l'existence par un surcroît de revenus, ou même à soutenir un parti politique.

La coopération danoise de production, elle, est fille naturelle d'une crise. Elle se présentait, au début, comme un simple remède à un mal dange-reux. Le remède, produisant son effet, continua à

servir avec d'autant plus de facilité qu'il ne bouleversait rien, ne guérissait pas en tuant.

Guère révolutionnaire, en effet, la coopération rurale !

Qu'est-elle, sinon le renouvellement sur des bases modernes de l'union laborieuse qui groupait les ruraux dans la société d'autrefois, avec cette différence qu'elle n'est plus un agrégat imposé et servile, que la liberté est son essence et qu'au seigneur, unique bénéficiaire de la production et de la consommation en commun, elle substitue la collectivité de ses membres, et, en dernière analyse, chaque membre en particulier ?

Elle obtint un succès brillant — nous l'analyserons dans un chapitre ultérieur — un succès tel qu'en 1887, lors de l'interdiction par l'Allemagne de l'importation des pores vivants sous le fallacieux prétexte d'une épidémie, en réalité par protection de ses éleveurs, on en vint tout naturellement à chercher dans la coopération le moyen d'annihiler l'effet désastreux de cette mesure. « L'Allemagne boycotte nos pores vivants, suggéra M. P. Bojsen. Tuons-les. L'abatage, dans les établissements industriels privés, coûterait trop cher et prélèverait une dîme trop importante sur le prix de vente. Organisez-vous, producteurs. En commun, édifiez des abattoirs coopératifs. Outillez-les bien et la mesure prise par notre voisine ne nous causera aucun préjudice. » On écouta le conseil. Quelques semaines après, un abattoir coopératif s'ouvrit à

Horsens. Ses résultats ne déçurent probablement pas ses fondateurs puisque, en onze mois, le Danemark s'enrichit de six établissements similaires.

Le mode d'organisation qui assurait le développement de l'industrie laitière et sauvait l'industrie porcine risquait fort — n'est-il pas vrai? — de favoriser l'essor du commerce des œufs.

Une fois de plus, on le mit à contribution.

Personne ne songea à s'en repentir.

*
*
*

Voici quelle était, au 15 juillet 1909, — c'est-à-dire peu de temps après la première expérimentation coopérative — la place que tenaient les principales catégories de la forme « production » dans l'activité agricole du Danemark.

Laiteries

	Propriétés	ninaux
Affiliés aux coopératives	154.602	1.059.359
Affiliés aux laiteries exploi- tées en commun	12.536	113.834
Non affiliés	12.667	98.953
Sans renseignement	2.568	9.828
Totaux	182.373	1.281.974

Abattoirs

Affiliés aux coopératives	86.510	926.886
Non affiliés aux coopératives.	95.242	523.241
Sans renseignement	6.583	17.695
Totaux	188.335	1.467.822

Sociétés d'exportation de bestiaux

	Propriétés	Animaux
Affiliés aux coopératives	8.303	193.923
Non affiliés aux coopératives.	172.608	2.043.410
Sans renseignement	2.710	16.649
Totaux	183.621	2.253.982

Sociétés d'exportation d'œufs

Affiliés aux coopératives ..	48.172	3.008.059
Non affiliés aux coopératives.	216.619	8.269.086
Sans renseignement	23.071	538.638
Totaux	287.862	11.815.783

Sociétés d'élevage de chevaux

Affiliés aux coopératives	23.191	148.090
Non affiliés aux coopératives.	136.285	377.659
Sans renseignement	4.114	9.269
Totaux	163.590	535.018

Sociétés d'élevage de bestiaux

Affiliés aux coopératives	29.777	532.955
Non affiliés aux coopératives.	151.134	1.704.378
Sans renseignement	2.170	16.649
Totaux	183.621	2.253.982

Sociétés d'élevage de porcs

	Propriétés	Animaux
Affiliés aux coopératives	6.824	94.412
Non affiliés aux coopératives.	174.928	1.355.715
Sans renseignement	6.583	17.695
Totaux	188.335	1.467.822

Actuellement, à côté des 190.000 membres des 1.300 coopératives rurales de consommation, 1.200 laiteries coopératives groupent 170.000 adhérents; 100.000 agriculteurs entretiennent une quarantaine d'abattoirs coopératifs; 52.000 forment neuf coopératives d'exportation d'œufs; 9.000 confient la vente de leurs bestiaux à des coopératives *ad hoc*; tous les propriétaires, tous les fermiers, tous les exploitants tendent à devenir coopérateurs.

La coopération est un article de foi pour les agriculteurs danois. Une laiterie coopérative recueille la traite de leurs vaches. Une coopérative d'exportation centralise les œufs de leurs poules. Un abattoir coopératif tue et sale leurs porcs. Les étalons, les verrats, les taureaux des coopératives d'élevage couvrent leurs juments, leurs truies, leurs vaches. Ils achètent épicerie et drogues au magasin coopératif, engrais, tourteaux, fourrages et grains à une coopérative spéciale. Ils sont encore membres d'une boulangerie coopérative..... Combien

n'y a-t-il pas de cultivateurs adhérents à cinq ou six coopératives, parfois même à davantage !

Retenons un fait.

En 1880, l'agriculture danoise paraissait avoir un avenir sérieusement compromis. Jamais elle ne fut aussi florissante que depuis cette date.

Qui a réalisé ce miracle ?

En grande partie, la coopération — sous ses trois aspects : crédit, consommation et production.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Considérons de plus près les diverses formes prises en Danemark par la coopération rurale.

Pour lutter avantageusement contre ses rivaux sur le marché international, l'agriculture a besoin d'être aidée.

Il lui manque :

- a) Le capital;
- b) L'outillage;
- c) Des débouchés.

Elle se les procure par des associations coopératives :

- a) De crédit;
- b) De consommation;
- c) De production.

Nous allons examiner l'organisation et le fonctionnement de ces trois catégories de sociétés. Cette

distinction classique des trois principales formes de la coopération est, d'ailleurs, purement arbitraire. Il n'est pas rare de voir les mêmes agriculteurs, habitant la même région, former, sous des noms différents, des associations de crédit, de consommation et de production. Au fond, la raison sociale change. La collectivité reste la même.

Aucune cloison étanche ne sépare ces diverses manifestations de l'activité coopérative.

L'étude de la vie et de l'évolution de la coopération démontre nettement, en particulier, que partout la coopérative de consommation porte en germe la coopérative de production. « Sitôt qu'il sera possible, la Société procèdera à l'organisation de la production..... dans son sein et par ses propres moyens », dit *in fine* le manifeste des Pionniers de Rochdale. L'organisme central des coopératives anglaises de consommation — la *Wholesale* de Manchester — a installé des usines qui travaillent pour son compte: il est devenu coopérative de production. Le magasin de gros des coopératives danoises de consommation a suivi le même exemple: il fabrique des quantités de marchandises, depuis des confitures jusqu'à des cigares.

Cette loi est d'ailleurs tellement normale qu'une des principales coopératives de consommation existant à l'heure actuelle, la grosse société de Hambourg, n'a pu choisir un meilleur titre que « Die Produktion » — « La Production ».

D'autre part, il convient d'ajouter que la quali-

fication « de production », donnée à une forme déterminée de la coopération rurale, ne répond pas à la réalité. La paille des mots ne doit pas être prise pour le grain des choses. L'association rurale de production, au sens intégral du terme, est inconnue en Danemark : elle équivaldrait à la culture du sol en commun. Telle qu'elle existe, elle se contente de vendre, parfois en leur faisant subir quelques préparations, les produits de l'agriculture : récoltes et animaux.

Nous conservons quand même cette classification pour plus de simplicité dans notre exposé. Il nous semble, en effet, complètement inutile de nous approprier l'ordre plus détaillé et, partant, plus compliqué, adopté par les économistes allemands, notamment par les rédacteurs des *Jahrbücher für National-Ökonomie*.

La coopération de Crédit

Les Kreditforeninger

Quand il s'agit de régler le fonctionnement des coopératives de crédit, l'approbation générale se fixa sur un système très voisin des Landsschaften prussiennes du XVIII^e siècle.

Ce type, amélioré au cours du XIX^e siècle, se caractérise ainsi :

a) Les membres de l'association, tous propriétaires fonciers, associés pour emprunter, sont unis par les liens d'une solidarité illimitée garantie par

l'inscription, sur leurs domaines, d'hypothèques dont le montant atteint les trois cinquièmes de la valeur d'estimation — ce qui fournit la plus complète des garanties aux prêteurs et accroît indéfiniment le crédit de la coopération.

b) Le capital est constitué, à l'aide d'actions assez élevées (mille à douze cent cinquante francs), libérables par portions, ce qui facilite le placement. Par la nécessité où se trouvent les souscripteurs d'économiser pour pouvoir effectuer ces versements périodiques, la caisse de crédit joue ainsi le rôle de caisse d'épargne perfectionnée.

c) Les sociétaires emprunteurs sont astreints à un taux d'intérêt assez élevé, sans qu'il vienne cependant trop lourdement grever leur budget — ce qui permet de servir aux sociétaires épargneurs un revenu plus fort. Ils s'obligent, en outre, à payer, chaque semestre, à l'association une redevance supplémentaire pour les frais d'administration, la constitution des fonds de réserve et l'amortissement des prêts.

d) Les bénéfices sont répartis entre les actionnaires, sous forme de dividende au prorata de leurs actions, comme dans les sociétés anonymes capitalistes, mais non aux emprunteurs, sous forme de ristourne au prorata de leurs emprunts, ce qui serait l'application intégrale du principe coopératif.

La loi du 20 juin 1850 a permis aux sociétés naissantes d'émettre des obligations de caisse au por-

teur, exemptes de timbre (nouveau dans la législation danoise), et de traiter comme des obligations au porteur celles qui donnent un intérêt fixe. Comme elles sont garanties par la responsabilité collective de tous les propriétaires associés, sur la totalité de leurs immeubles, elles constituent un placement absolument sûr qui tente bien des pères de famille non seulement danois, mais étrangers : à des cours assez hauts, elles sont cotées en Bourse à Copenhague et dans plusieurs villes allemandes. Notons cependant qu'une loi de 1861 a permis aux associations la division en séries, de telle sorte que l'obligation solidaire d'un emprunteur ne vaut que pour la série à laquelle il appartient. De cette manière, le nombre des associés pour lequel chaque emprunteur est solidairement responsable ne peut croître sans limites et de nouveaux venus ne peuvent participer au fonds de réserve épargné par les anciens sociétaires, ce qui n'est que justice.

Les sociétaires gèrent eux-mêmes les caisses ; leurs assemblées générales forment le pouvoir délibérant et des administrateurs choisis dans leur sein, le pouvoir exécutif. C'est à la fois logique et avantageux : logique, puisque tous répondent solidairement des obligations sociales ; — avantageux, puisque les emprunteurs participant à la gestion sociale en tant que sociétaires, ne risquent pas d'être exploités. La direction, simple trait d'union entre les débiteurs qui versent leur argent et les créanciers qui touchent leurs intérêts, n'a pas la

libre disposition des fonds. Elle ne prête pas aux associés les sommes que la société a empruntées. Celui qui a besoin d'être aidé reçoit le montant de son emprunt en obligations au porteur aussi facilement cessibles qu'un billet de banque. Comme ces obligations à échéance de plus en plus longue — elle atteint parfois 70 ans — doivent être libérées par des versements successifs, l'emprunteur se trouve, à chaque versement, exonéré d'une partie de sa dette qui s'éteint ainsi automatiquement.

Les caisses de crédit agricole sont des plus prospères.

Un tableau, qui figurait à la dernière Exposition universelle de Paris et qui indique le nombre et le montant des prêts ainsi que l'importance du fonds de réserve des principales d'entre elles, dénote très clairement cette prospérité.

Le voici :

SOCIÉTÉS	NOMBRE DE PRÊTS	MONTANT EN COURONNES	FONDS DE RÉSERVE EN COURONNES
Société de crédit des propriétaires	12.647	122.778.300 »	6.957.125 45
Caisse de crédit des propriétaires fonciers des Iles	4.226	50.074 800 »	1.367.951 18
Caisse de crédit des propriétaires fonciers du bail- lage de la Fionie.....	949	7.165.800 »	456 136 49
Société de crédit de l'Ouest et du Sud du Jutland.....	11.224	76.412.700 »	3.880.897 14
Société de crédit des propriétaires du Jutland.....	18.910	183.394.900	5.746.154 11

Telle était la situation des *Kreditforeninger*, au 31 mars 1899. Depuis cette date, elle s'est maintenue aussi brillante. Les statistiques communiquées par le ministère de l'Agriculture — et dont il est inutile d'encombrer notre exposé — soulignent même une nouvelle augmentation des fonds de réserve, plus élevés encore qu'ils ne semblent, à première vue, à des Français, puisque la couronne n'est pas l'équivalent du franc, mais vaut 1 fr. 39 centimes. Ce mouvement extensif des fonds de réserve, indice d'une réelle prospérité, garant d'un sûr crédit, explique qu'à diverses reprises, notamment en 1887, en 1889, en 1895, par une mesure commune à toutes les caisses, et à des dates plus rapprochées encore, des conversions ont pu être opérées. L'intérêt nominal était au début 4 0/0. Les conditions du marché financier s'améliorant et leur crédit étant peut-être mieux assis, les *Kreditforeninger* trouvèrent facilement, de 1880 à 1890, des fonds à 3 1/2 %. Elles donnèrent aux prêteurs cette alternative : consentir à la réduction du taux de l'intérêt, c'est-à-dire ne plus toucher que 3.5 %, au lieu des 4 % prévus à l'origine, ou subir le remboursement immédiat du capital nominal des obligations — remboursement admis par les statuts de la société.

En plusieurs cas, c'est cette dernière alternative qui a prévalu. Les *Kreditforeninger* ont remboursé les obligations portant un intérêt supérieur à l'intérêt courant au moment de l'opération et, sur-le-champ, elles ont conclu avec une banque, par l'émis-

sion d'obligations à ce taux courant, un nouvel emprunt d'une somme équivalente au total de ces rachats. La différence ou prime de conversion se couvrit par un emprunt supplémentaire contracté auprès de cette banque — emprunt rapidement remboursé: bien que la caisse trouvât des capitaux à meilleur compte que précédemment, elle ne réduisait pas de suite l'intérêt qu'elle exigeait à son tour des sociétaires à qui elle prêtait. L'intérêt précédemment fixé était maintenu, jusqu'à ce que la caisse eût fait un bénéfice équivalent à la prime de conversion qui était alors éteinte. Bien mieux, en général, cette diminution du taux de l'intérêt n'était consentie que pour les emprunts postérieurs à l'amortissement. Les autres restaient au taux fort et cela permettait à la caisse de grossir son fonds de réserve avec le boni ainsi réalisé.

Parfois, cependant, les possesseurs d'obligations acceptèrent, sinon avec enthousiasme, du moins sans récrimination, de voir leurs revenus tomber de 4 % à 3,5 %: les obligations à 4 % dépassaient, depuis un certain temps, le pair de plusieurs points, signe de la sécurité du placement. Le nouvel intérêt offert par les *Kreditforeninger* concordait bien avec le loyer actuel de l'argent. Une clause expresse du cahier des charges de la conversion mettait les porteurs du nouvel emprunt à l'abri d'une nouvelle conversion pour une période déterminée (de cinq à dix ans, par exemple). Cela constituait des avantages sérieux pour les gens qui, tenant à

se soustraire aux aléas d'entreprises hasardeuses, avaient la sagesse de ne pas tenter la chance et de se contenter de placements stables, normaux et sûrs.

Toutes les conversions ont réussi. C'est la meilleure preuve de la prospérité des *Kreditforeninger*.

Malgré leur importance, celles-ci ne pouvaient fournir aux propriétaires les sommes nécessaires à l'exploitation rationnelle des richesses agricoles danoises. Les ruraux étaient souvent obligés de contracter auprès de particuliers des emprunts supplémentaires, et ces particuliers risquaient d'être des usuriers. Aussi, a-t-on fondé des associations de crédit ayant pour but de consentir des prêts sur seconde inscription : ce sont les *associations hypothécaires*. La limite des prêts fut augmentée jusqu'à concurrence des trois quarts de la valeur de la propriété et l'amortissement réduit à 25 ou 30 ans.

Deux chiffres indiqueront l'importance agricole de ces caisses de crédit foncier : elles ont fourni à l'agriculture danoise 850 millions de couronnes en première hypothèque et 20 millions en seconde, — c'est-à-dire une somme globale de 1.209.300.000 francs.

Les Husmøndsforeninger

En pleine crise politique et économique, la loi du 28 mai 1880 est venue autoriser la création de deux associations de crédit destinées à consentir aux

husmænds des prêts en vue de la constitution de petits domaines. L'une englobe toutes les organisations élémentaires du Jutland, l'autre toutes celles des Iles. Le maximum des prêts est d'ailleurs arbitrairement fixé par la loi. De 4.000 couronnes — au début — il a été porté, par exemple, le 12 mai 1882, à 6.000. L'Etat a accordé des subventions importantes pour la fondation de ces sociétés; il a également consenti la remise de certaines redevances fiscales. Il garantit même le paiement des intérêts des obligations — mesure nécessaire pour rassurer les porteurs dont toutes les craintes sont dissipées par l'addition d'une responsabilité nationale à la responsabilité de pauvres gens qui ne se sont pas encore créé, avec une situation bien équilibrée, un crédit de tout repos.

C'est ainsi que les obligations des *Husmændsforeninger* ont pu, d'ailleurs, acquérir une position satisfaisante sur le marché financier anglais.

Le tableau auquel il a été déjà fait allusion (1) résumait ainsi la situation de ces deux grandes sociétés dans la dernière année du XIX^e siècle.

SOCIÉTÉS	NOMBRE DE PRÊTS	MONTANT	FONDS DE RÉSERVE
		Couronnes	Couronnes
Société de crédit des petits Cultivateurs du Jutland..	28.547	34.715.650	» 1.417.336 08
Société de crédit des petits Cultivateurs des Iles.....	9.787	10.328.250	» 334.235 83

(1) Voir page 36.

En 1900, est entrée en application une loi des plus intéressantes : celle du 26 mars 1898 dont voici l'économie. Dans un district déterminé, par exemple, une ou deux communes, des travailleurs s'associent. Au lieu d'emprunter au public en émettant des obligations, ils empruntent à l'Etat — qui dispose à cet effet de 5 millions de couronnes. Tous sont solidairement responsables de la dette qu'ils contractent. Aussi, le Trésor se contente-t-il d'un intérêt de 3 %. Ces capitaux empruntés à 3 %, l'association les prête, à son tour, à ses membres à un taux qui ne peut excéder 4,5 %, mais qui, à son gré, peut être abaissé à tel chiffre qu'elle jugera convenable. L'Etat exerce, d'ailleurs, sur elle une surveillance efficace. Il contrôle sa constitution : ses statuts, soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture, doivent — condition *sine qua non* — formellement spécifier que l'association ne pourra sous aucun prétexte : 1° s'étendre au delà d'une certaine limite territoriale : un crédit ne peut être sérieusement organisé que si prêteurs et emprunteurs se connaissent ; 2° fonctionner avec d'autres capitaux que ceux avancés par le Trésor.

Son administration : l'assemblée générale nomme bien un comité de direction non rétribué, composé de cinq membres et chargé de se prononcer en dernier ressort sur les demandes d'emprunt. Mais, par surcroît de précautions, ce comité n'a pas le droit de choisir lui-même son président ; il peut

simplement présenter un nom à l'agrément du Conseil d'arrondissement qui fait la nomination.

Son fonctionnement : les prêts ne sont consentis que pour neuf mois au maximum et un nouvel emprunt ne peut être contracté par le cultivateur qu'un mois après le paiement du précédent. L'emprunteur ne fournit ni gage, ni caution. Mais la somme empruntée ne peut dépasser 50 couronnes par tête de gros bétail possédé. Encore, pour atteindre ce chiffre, faut-il que la société se trouve remboursée avant terme de certains prêts (ce qui augmente son fonds de caisse), car, si elle ne dispose que des fonds de l'Etat, l'avance ne doit pas dépasser trente couronnes par tête.

L'association ne peut disposer que des fonds remis par l'Etat. Est-ce à dire qu'elle se bornera à recevoir indéfiniment de l'argent d'une main pour le répartir de l'autre, sans jamais se constituer, à elle aussi, un patrimoine? Non. Il y a, au contraire, intérêt à ce qu'un fonds de réserve se crée et grossisse, prêt à couvrir un déficit imprévu. Aussi, les associés sont-ils astreints, en adhérant, à un droit d'une couronne par tête de bétail possédé. Aux sommes ainsi obtenues s'ajoutent, en fin d'exercice, les bénéfices — c'est-à-dire la différence entre l'intérêt payé à l'Etat (3 0/0) et l'intérêt versé par les emprunteurs (4,50 0/0 au maximum).

Il existe environ 180 sociétés de ce genre, qui comprennent près de 30.000 membres, parmi lesquels on ne compte que 275 exploitants de grandes

fermes, ce qui montre bien que c'est là surtout une institution de défense des petits exploitants. Le nombre de bestiaux inscrits est d'environ 180.000. Remarquons, en passant, que baser le crédit sur la possession de bestiaux a été, en dernière analyse, un encouragement à l'élevage. Cette manifestation de la coopération rurale a permis à bien des paysans, momentanément gênés, de trouver les sommes nécessaires à la bonne marche de leur exploitation domaniale : c'est déjà un premier avantage. Un chapitre ultérieur montrera mieux encore son importance ; elle contient en germe le crédit agricole de l'avenir — l'organisation de demain.

La coopération de consommation

Des individus s'unissent pour acheter, au prix de gros, les marchandises nécessaires à leur consommation personnelle ou à l'exploitation de leurs domaines. Chaque associé prend celles dont il a besoin au magasin coopératif où elles ont été déposées. En fin d'exercice, la différence entre le prix d'achat en gros et le prix de vente au détail est divisée en deux parts, défalcation faite des frais de gestion.

Grossie des droits d'entrée — proportionnels à la situation pécuniaire des adhérents : 4 couronnes pour un *gaardmand* (gros fermier), 2 couronnes pour un *husmand* (petit propriétaire), 1 couronne

pour un *inhysing* (fermier), 1/2 couronne pour un *zeneri* (domestique) — l'une de ces parts est affectée à la constitution d'un fonds de réserve, à l'amélioration des services communs, à l'instruction des coopérateurs. L'autre est répartie entre les sociétaires au prorata de leurs achats: elle peut être considérée comme une épargne réalisée sans privation. Cette épargne est même, en quelque sorte, obligatoire. En effet, la collectivité des associés est solidairement responsable des engagements souscrits par la coopérative: cette responsabilité, qui comporte comme corollaire l'administration de la société par les adhérents eux-mêmes et leurs délégués — responsabilité d'ailleurs sans danger, puisque les ventes ne se font qu'au comptant — offre l'avantage d'obliger chaque coopérateur à s'intéresser au développement de la coopérative, à réserver à celle-ci sa clientèle exclusive et ainsi à épargner tout naturellement, sans aucune gêne.

Chacun a sa part dans l'administration. Est-ce à dire que chacun s'ingère continuellement dans le gouvernement de l'association, heureux d'user de la puissance dont il est investi? Certes, voilà une tentation dangereuse à laquelle les membres de la coopérative de Thisted, notamment, ne surent pas toujours résister.

C'est l'éternelle histoire du simple soldat qui, promu caporal, veut immédiatement tout régenter; du jeune juge suppléant qui, la veille encore, modeste étudiant en droit, regrette de ne pouvoir con-

damner à mort tous les délinquants que la fatalité amène devant lui et que la loi punit parfois, au maximum, de trois mois de prison.

Aujourd'hui, l'éducation est faite.

Tous les coopérateurs reconnaissent que gérer une importante coopérative de consommation est une tâche fort délicate. Effectuer les achats au moment propice, chez le bon fournisseur, calculer exactement le prix de revient et fixer le prix de vente, vérifier les marchandises, déjouer la fraude, contrôler la comptabilité, tout cela demande une compétence particulière qui ne se trouve que chez un spécialiste. Et ce spécialiste, qui n'ignore pas la sorte de monopole dont il jouit, n'accepte pas le rôle et les appointements d'un simple commis. Il dirige la coopérative. Les administrateurs et l'assemblée générale surveillent sa gestion. En échange de ses services, dont la sagesse est garantie par une caution, il reçoit une rétribution annuelle variant, en général, de 1.500 à 2.000 couronnes, à laquelle vient s'ajouter un intérêt sur les recettes brutes — de 0,50 à 2 0/0 — rétribution qui n'a rien d'exagéré, si l'on songe que le directeur est le pivot de l'association et que, d'une manière générale, le chiffre d'affaires des coopératives augmente sans discontinuer, — ce qui caractérise un travail directorial à la fois croissant et fécond.

...

Bien vite, au fur et à mesure que naissaient, çà

et là, dans le pays, — et presque toujours dans les campagnes — de nouvelles associations, on reconnut combien il serait utile de ne pas les laisser abandonnées à elles-mêmes, de grouper leurs efforts et de les réunir en un vaste organisme central qui, seul, pouvait :

a) Amener une réduction plus considérable des prix d'achat en gros, — les ordres devant porter sur une plus grande masse de marchandises, ce qui obligerait les gros fournisseurs à consentir de meilleures conditions ;

b) Organiser des laboratoires de contrôle, chargés de vérifier la bonne qualité des produits achetés ;

c) Faciliter les débuts des coopératives nouvellement nées, en leur fournissant des conseils utiles, en leur évitant bien des fausses manœuvres susceptibles de les vouer à un échec, en les protégeant contre le boycottage des fournisseurs qui pourraient refuser d'entrer en relations avec elles ;

d) Permettre l'ouverture d'ateliers dans lesquels il serait possible de manipuler, de traiter les matières premières, de transformer, par exemple, les fruits achetés en confitures, les légumes et les poissons en conserves, les cuirs en chaussures ;

e) De créer de vastes œuvres d'utilité générale, œuvres d'autant plus riches et, partant, d'autant plus utiles que les coopératives adhérentes seraient plus nombreuses.

Une tentative d'unification fut faite en 1871. La

nouvelle Fédération prit le nom de *Faellesforeningen for Danmarks Husholdsforeninger* (Société commune des sociétés de ménage du Danemark). Malheureusement, sa défectueuse organisation ne lui permettait que de jouer un rôle de simple intermédiaire entre les coopératives et les commerçants en gros. C'était un rouage de plus, et ce n'était que cela. — contrairement aux principes mêmes de la coopération. Mal constituée, elle se trouvait par avance vouée à l'échec. Son chiffre d'affaires tomba progressivement de 98.000 couronnes en 1873, à 5.500 en 1876. Elle disparut.

En 1884, un nouvel effort était tenté — dans des limites beaucoup plus réduites — à Sjaelland, la principale des îles danoises. Les coopératives des autres îles adhérèrent vite à cette Fédération. Mais le mouvement ne s'étendait pas au Jutland. Le motif ? La vieille rivalité des Îles et de la Presqu'île — quelque chose comme, en France, la rivalité du Nord et du Midi. Cependant la Fédération des Îles prospérait. Cet essor ne pouvait laisser insensibles les coopérateurs du continent, qui, eux aussi, voulurent avoir leur Fédération.

La Fédération du Jutland, bien que plus jeune, devait rapidement devenir la plus importante — et cela pour deux raisons : d'abord elle englobait le Jutland, c'est-à-dire une superficie bien supérieure à celle des Îles ; — ensuite, elle eut la chance de posséder à sa tête un homme tout à fait remarquable, M. S. Joergensen qui, secondé par les dépu-

tés Blem et Hoegsbro, sacrifia sa fortune personnelle pour triompher de toutes les difficultés du début.

Naturellement, la rivalité des deux Fédérations du Sjaelland et du Jutland nuisait au progrès coopératif.

Une unité nationale s'imposait.

Les négociations durèrent des années. Il en sortit enfin la *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger*. (Fédération des sociétés de consommation de Danemark).

A la rivalité de jadis succéda une harmonie féconde. La comparaison des chiffres d'affaires, avant et après la fusion, fournira un aperçu suffisant de l'impulsion donnée à la coopération de consommation par la centralisation de l'activité des deux Fédérations.

AVANT LA FUSION

ANNÉES	FÉDÉRATION DU SJAELLAND	FÉDÉRATION DU JUTLAND	TOTAL
	Couronnes	Couronnes	Couronnes
1888	Ventes.... 370.123	Ventes... 136.552	506.675
	Bénéfices.. 5.080	Bénéfices. 409	5.489
1891	Ventes.... 446.385	Ventes... 958.056	1.004.441
	Bénéfices.. 15 261	Bénéfices. 13.100	28 361
1895	Ventes.... 731.753	Ventes... 2.576.500	3.308.253
	Bénéfices.. 23.244	Bénéfices. 68 945	92.189

APRÈS LA FUSION			Couronnes
1896	Ventes.....	4.176.072	
	Bénéfices.....	107.766	
1899	Ventes.....	8.750.161	
	Bénéfices.....	304.799	
1902	Ventes.....	18.518.011	
	Bénéfices.....	643.132	
1903	Ventes.....	19.765.557	
	Bénéfices.....	790.965	

Cette progression ne s'est pas démentie depuis. Au 1^{er} janvier 1913, 1.308 coopératives (la presque totalité de celles existant), comprenant 183.569 membres — soit, avec leurs familles, près du tiers de la population danoise — étaient affiliées à la *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger*, dont le débit, après être passé de 46.100.000 couronnes en 1910, à 48.100.000 en 1911, avait atteint, en 1912, 55.500.000 couronnes.

Sur ces 1.308 coopératives :

					Couronnes
286	avaient	un	débit	annuel	inférieur à 25.000
554	—	—	—	—	de.... 25 à 50.000
247	—	—	—	—	de.... 50 à 75.000
122	—	—	—	—	de.... 75 à 100.000
65	—	—	—	—	de... 100 à 150.000
22	—	—	—	—	de ... 150 à 200.000
8	—	—	—	—	de ... 200 à 300.000
4	—	—	—	—	supérieur à 300.000

Le gouvernement de la Fédération appartient à l'assemblée générale des délégués des coopératives adhérentes. Cette assemblée générale élit une commission de 21 membres, le *Representantskabel*, qui choisit, à son tour, le conseil d'administration composé de deux délégués des Iles et de trois délégués du Jutland nommés pour deux ans.

Pour être admises à la Fédération, les sociétés locales doivent, nécessairement, être constituées sur des principes coopératifs. Elles sont, en outre, astreintes à souscrire autant d'actions de cent couronnes qu'elles comptent de vingtaines d'adhérents; elles ne répondent, d'ailleurs, des dettes fédérales que jusqu'à concurrence du montant de ces actions.

La Fédération ne vend qu'à elles, au prix de gros et à échéance de trente jours. Si les achats ne sont pas réglés à l'expiration de ce délai, la coopérative est frappée, à titre d'amende, d'un intérêt de 8 0/0. Par contre, s'ils le sont avant, elle bénéficie d'une remise de 5 0/0.

Les bénéfices sont employés en partie: — à créer des établissements où se traitent les matières premières achetées en gros; ainsi, depuis 1898, une entreprise de grillage de café a été installée à Rolding et une chocolaterie, une raffinerie de sucre, une manufacture de tabacs fonctionnent également; — à acquérir ou à construire les immeubles nécessaires aux services centraux: le siège social, à Copenhague, est des plus confortables; —

à organiser des magasins de gros secondaires, des succursales dans les principales villes, notamment à Odense, à Aarhus, à Aalborg, à Horsens.

L'autre part — environ 6 0/0 du chiffre global d'affaires de la Fédération — est répartie entre les sociétés adhérentes, au prorata de leurs achats collectifs. Celles-ci, à leur tour, la distribuent aux adhérents, au prorata de leurs achats individuels.

Grâce à la coopération, les 183.569 membres de la *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger* réalisent ainsi une épargne annuelle de 3.330.000 couronnes, sans s'imposer la moindre privation, au contraire, en vivant mieux et en acquérant des droits sur la propriété collective qui se forme. A cette économie vient encore se joindre le boni distribué par les coopératives — boni résultant de la différence entre le prix payé au magasin de gros et le prix de détail obtenu des associés.

Les Sociétés coopératives d'achat de fourrages

Vu l'importance de leur rôle dans l'activité agricole du pays, les sociétés coopératives d'achat de fourrages méritent une mention spéciale.

Elles sont groupées en trois fédérations : La *Jydsk Andelsfodderstofforretning* (1), dans le Jut-

(1) La *Jydsk Andelsfodderstofforretning* fut créée à Aarhus, en 1896, pour répondre à une entente des négociants en fourrages destinée à maintenir un cours élevé. Dès la première année, elle faisait plus de deux millions

land; l'*Øernes Andelsselskab for Indkøb af Fodderstoffer*, dans les Iles; la *Fyns Andelsfodderstofforening*, en Fionie.

La première de ces fédérations compte 558 coopératives adhérentes; la seconde 76; la troisième 99.

Aucune solidarité n'unit les diverses coopératives membres de la même Fédération. Elles ne garantissent le capital fédéral de roulement que proportionnellement au nombre de vaches qu'elles possèdent ou pour lequel elles s'inscrivent.

Par contre, les adhérents de chaque coopérative sont collectivement responsables des engagements de celle-ci.

Voici en quels termes M. A. Nielsen, l'éminent coopérateur qui a si souvent représenté le Danemark dans les Congrès internationaux, nous a résumé le fonctionnement de cette forme particulière de coopération: « La Fédération achète en gros, les fourrages et les tourteaux, les cède à la coopérative et les lui livre au port le plus proche. La distribution aux sociétaires s'effectue soit à l'arrivée

de francs d'affaires et obtenait un bénéfice net supérieur à quarante-cinq mille francs, aussitôt réparti entre ses membres au prorata de leurs achats. La création de cette Fédération, suivie d'une aussi rapide réussite, est un des meilleurs exemples qui sauraient être donnés de ce que peut l'effort coopératif pour arracher des consommateurs, qui sont en même temps des producteurs, aux griffes des commerçants, jusqu'alors considérés comme les rois du marché.

du wagon, soit dans un entrepôt où chacun va s'approvisionner au fur et à mesure de ses besoins. Dans ce dernier cas, la coopérative est obligée de se procurer un capital de roulement. Elle le trouve par un emprunt solidairement garanti. Il lui est ainsi possible de faire crédit à ses sociétaires. Mais ce crédit n'offre aucun des inconvénients du crédit commercial ordinaire. Les statuts autorisent presque toujours le directeur à se payer sur l'avoir d'un débiteur à la laiterie coopérative, quand ce dernier n'a pas réglé, au bout de trente jours, le montant de ses achats. C'est qu'en effet la Fédération fait ses livraisons payables à un mois; ce crédit expiré, elle réclame un intérêt supplémentaire assez élevé à la coopérative. Celle-ci doit donc être armée pour enrayer tout retard financier émanant de ses membres. Le fourrage est compté au même prix à toutes les coopératives qui, soit dit en passant, sont tenues de réserver leur clientèle à la Fédération pendant un laps de temps déterminé — en pratique, cinq ans. Mais toutes ne touchent pas le même dividende. Celui-ci dépend du prix de transport qui reste à la charge de la coopérative à partir du quai de débarquement, et de la quantité livrée; la différence peut ainsi se monter jusqu'à 28 centimes par quintal métrique. Le boni réalisé est toujours relativement considérable, même pour les associations les plus modestes et situées le plus loin de la mer. »

Les sociétés d'achat de fourrages permettent

ainsi aux agriculteurs danois de fournir économiquement au bétail la nourriture saine, abondante et substantielle qui est nécessaire pour assurer la prospérité du commerce de la laiterie et de la boucherie.

Elles rendent donc d'immenses services au pays.

La coopération de production

C'est la plus récente. Elle marche quand même brillamment sur les traces de ses deux aînées. Elle tend aujourd'hui à embrasser la préparation, le traitement de toutes les richesses que la culture arrache à la terre. Le blé va aux boulangeries coopératives; le seigle et l'orge se transforment dans les brasseries et les distilleries coopératives; les pulpes de betteraves alimentent les raffineries coopératives.....

Les principaux établissements sont des laiteries (*andelsmejerier*), des abattoirs (*andelssvineslagterier*), des sociétés d'exportation d'œufs (*æggekredse*) et d'élevage de chevaux (*hestevlsforeninger*). Nous allons les examiner, leurs traits généraux se retrouvant, *mutatis mutandis*, les mêmes dans toutes les coopératives de production.

Les Laiteries coopératives

La première laiterie coopérative a été fondée en 1882, dans l'ouest du Jutland, par un laitier de Kjedding, M. Stillin Andersen.

L'élevage était jusqu'alors absolument négligé. Assurer au bétail des soins systématiques semblait un luxe inutile. Ne recevant l'hiver aucun engrais, — un peu de foin leur suffisait — les vaches dépérissaient lamentablement.

Envoyées au pacage en avril, dès la mise bas, elles tenaient à peine sur leurs jambes et fournissaient juste la quantité de lait indispensable aux veaux. Leur production n'augmentait qu'en été et en automne. Les jeunes animaux, sevrés trop tôt, séjournèrent quelques semaines dans les herbages ; à six mois, ils ne mangeaient plus que de la paille et du foin ; à un an, ils devaient se contenter des plus maigres pâturages ; à vingt mois, les génisses vêlaient.

Rien d'étonnant alors que le bétail, petit, mal bâti, fournît un lait de qualité souvent médiocre, donnant un beurre plus médiocre encore, parce que mal fabriqué.

Une amélioration était indispensable.

Que demandait-elle ? Des sélections : les qualités spécifiques du troupeau — composé des races jutlandaise, rouge danoise et Durham à courtes cornes — les rendaient faciles. Des soins assidus et mieux disciplinés : affaire de bonne volonté. Une alimentation plus substantielle et de meilleure qualité : une entente entre propriétaires pouvait permettre d'acquérir, avec le minimum de frais, fourrages et tourteaux de lin, de chénevis, de tournesol, de cobra, de navette, de coton et d'arachides.

Un traitement plus méthodique de la matière première: il s'agissait d'ouvrir des établissements pourvus de l'outillage moderne, d'appareils à pasteuriser, de machines réfrigérantes, d'écrémeuses centrifuges, de chaudières à vapeur. Entreprise irréalisable?... Croyez-vous? Il est si simple de constituer le capital nécessaire: 30 à 40.000 francs!

Les producteurs s'associent. Ou chacun paie sa quote-part des frais d'installation, et plus l'association est nombreuse, plus cette quote-part est faible; elle peut même être demandée à une caisse de crédit agricole. — Ou la collectivité des associés contracte, au taux de 4 à 5 0/0, un emprunt remboursable en dix ans, chacun offrant sa garantie personnelle, proportionnellement au nombre de ses têtes de bétail.

Le capital versé, l'association prend un siège industriel; dans un édifice construit ou agencé à cet effet, la laiterie s'installe sur le modèle des établissements les mieux achalandés.

Voici la coopération de production prête à fonctionner.

Quotidiennement — souvent même deux fois par jour — ses employés parcourent les domaines des associés et recueillent le produit de la traite.

Sur-le-champ, les délégués d'une commission de contrôle procèdent à une sévère vérification: ils se rendent compte de la quantité de lait produite par chaque vache inscrite sur les registres de la coopérative, de sa teneur en graisses, du rapport entre

ce rendement et les fourrages et tourteaux consommés, — car la coopérative laitière a généralement pour annexe une coopérative de consommation qui achète en gros fourrages et engrais et les cède à ses membres sans bénéfice.

Ces contrôleurs représentant la collectivité des coopérateurs, c'est, en définitive, cette collectivité qui surveille la conduite technique et la probité commerciale de chacun de ses membres. Elle sait s'il pratique le mouillage, soit directement en additionnant le lait d'eau, soit indirectement en faisant à dessein trop boire ses vaches. Sans porter la moindre atteinte à ses droits individuels, elle exerce une haute autorité profitable et bienveillante sur sa gestion, en ce sens qu'elle ne perd pas de vue la valeur de son bétail et reste constamment en mesure de l'aider de ses conseils, de désigner les vaches à conserver pour la reproduction et celles à sacrifier. Elle guide et facilite les sélections. Résultat : la race bovine s'améliore sans cesse. La suppression de tout exercice et un régime alimentaire particulier ont réussi à réaliser un processus de rétrogradation du squelette tel que, chez les vaches Durham notamment, les os se sont considérablement amincis ; la nourriture absorbée se transforme presque intégralement en graisse et en lait. Un bon sujet adulte arrive à donner annuellement de 3.500 à 6.000 kilogrammes de lait d'excellente qualité — d'une qualité telle que le revenu a doublé : le litre, qui se vendait de 8 à 9 centimes, rapporte aujourd'hui plus

de 16 centimes. Près des quatre cinquièmes du lait produit par le troupeau danois — exactement 2.600.000.000 kilos sur 3.400.000.000 — passent par les coopératives: l'Allemagne seule leur en achète, chaque année, pour onze millions et demi de francs.

Quant au beurre, sa production s'est métamorphosée. Jadis on passait le lait au tamis, puis on le versait dans de petits plats en terre rangés sur des planches, autour des murs de l'unique chambre de la maison. Dans cette pièce, toute la ferme vivait, dormait, mangeait, naissait et mourait — même les poules et les oies. La crème se conservait longtemps. Le beurre peu propre se signalait surtout par un goût désagréable. Jamais on ne le lavait. On le battait simplement contre les parois du pétrin jusqu'à l'écoulement du petit lait. On le salait alors fortement et, tassé dans des tonneaux de bois de hêtre, on le vendait en bloc à des intermédiaires qui, en octobre, l'expédiaient en Norvège ou en Angleterre, *viâ* Kiel ou Hambourg. Cette transaction, d'ailleurs, ne constituait souvent qu'un simple échange, le producteur troquant son beurre contre des marchandises nécessaires à son entretien. Aujourd'hui, le beurre ne se fabrique plus à la ferme, mais dans les grands établissements modèles.

La coopérative confie le lait à des techniciens, anciens élèves de cours spéciaux, tenus en haleine

par de nombreux concours et par le désir de récompenses recherchées.

On a complètement abandonné l'antique système de l'écémage par le repos. Chacun sait que, dans le lait fraîchement traité, les globules graisseux sont uniformément répartis dans la masse du sérum. La densité moyenne de la matière qui les constitue est de 0,93; celle du sérum de 1,034. Cette différence de densité amène les globules vers la surface. Mais ceux-ci ne sont pas tous de même grandeur. Dans leur ascension, ils rencontrent la résistance du liquide. Seuls, les plus gros parviennent au niveau supérieur de la masse. Les petits restent au fond ou à mi-récipient, prisonniers dans les mailles du réticulum muqueux de la caséine en suspension. Cette portion de matière grasse, obstinément retenue par le petit lait, atteint facilement le cinquième de la matière grasse totale. Elle est complètement gâchée dans ce système d'écémage par le repos. L'écémage centrifuge, au contraire, tend à réduire cette perte à zéro. Il ramène la crème au centre de l'appareil et rejette la caséine en suspension vers la périphérie. C'est tout au plus si, sur un kilo de matière grasse, trois grammes ne peuvent être recueillis. Treize kilos de lait fournissent ainsi une livre de beurre. Par le repos, pour obtenir la même quantité, seize kilos suffisent à peine. On se rend compte, par cet exemple, combien un outillage perfectionné facilite, par une intégrale utilisation de la matière première, une

production adaptée aux exigences du marché international et du progrès économique : tirer le maximum de marchandises du minimum de matière première, de manière à pouvoir, grâce à l'économie réalisée, vendre la marchandise ainsi produite au plus bas prix.

La crème pasteurisée, soumise à une température de 90°, caillée à l'aide de ferments minutieusement étudiés et préparés, laisse, presque sans déchet, un beurre de premier choix. Trois millions de kilos de ce beurre, pétris à la machine et conservés dans la glace, sont expédiés en caisses hermétiques jusque dans les pays transocéaniques. Le principal débouché du beurre frais est l'Angleterre. Le marché britannique s'approvisionne en Hollande, en Suède, en France, en Russie et dans les colonies de la Couronne : le Danemark y déverse à lui seul presque autant que tous ses concurrents réunis et nous a chassés de nos positions. Notre exportation s'est affaïssée de 75 à 44 millions de francs ; la sienne atteint 241 millions. Il vient même nous concurrencer sur notre propre territoire : i'hivers, les Halles centrales de Paris reçoivent du Jutland des arrivages de plus en plus considérables.

Le commerce laitier, dont chaque numéro du *Mælkeritidende* — organe professionnel hebdomadaire — marque les étapes, se chiffre, chaque année, par 213 millions de couronnes. Une forte partie de cette somme revient aux coopératives de

production. C'est-à-dire que, quant à elle, le bénéfice rentre directement dans l'escarcelle du paysan. Déduction faite des frais d'exploitation qui, à part l'amortissement du capital emprunté ou souscrit et les gages du personnel, ne s'élèvent guère, les administrateurs, sociétaires de bonne volonté, ne touchant rien ou presque rien, chaque coopérateur reçoit une part de gain proportionnelle à la quantité et à la qualité du lait qu'il a fourni. Est-il système de répartition plus équitable?

Notons que si quatre cents laiteries environ assument la charge d'exporter seules les marchandises et de traiter avec la clientèle; les autres, fusionnées, se superposent un organe mieux adapté à cette fonction délicate.

Citons, d'après la statistique dressée en 1913 par le ministère de l'Agriculture, ces unions de laiteries qui, en 1903, n'étaient que 14 constituées par 595 sociétés.

	Nombre de laiteries adhérentes	Nombre de membres	Nombre de vaches
Frederiksborg	22	3.603	24.100
Holboek	28	3.729	23.800
Soro	50	6.709	44.500
Præsto	38	6.501	38.200
Bornholm	15	3.173	19.900
Maribo	20	3.759	23.300
	173	27.474	173.800

	Nombre de laiteries adhérentes	Nombre de membres	Nombre de vaches
<i>Report</i>	173	27.474	173.800
Fyns	120	15.034	93.600
Sydjydsk	33	4.873	35.400
Vejle	22	3.426	19.700
Midtjydsk	33	4.735	32.700
Silkeborg	18	3.155	18.600
Aarhus	48	6.583	45.500
Rauders	34	5.043	34.600
Hobro	21	3.288	17.000
Aalborg	35	4.949	31.900
Vendsyssel	28	3.632	26.600
Thisted	19	5.377	24.200
Viborg	42	8.177	45.200
Ringkøbing	46	7.437	47.300
Ribe	37	5.658	36.000
Totaux	709	108.841	682.100

Ces groupements présentent une utilité considérable : ils facilitent les achats en gros de l'étranger. Le client, qui ne ferait pas le tour des établissements isolés pour acheter, dans chacun, quelques centaines de kilos de beurre, s'adressera à une Fédération, certain d'obtenir sans délai livraison de dix mille kilos.

Dernière remarque. Les laiteries coopératives fédérées sont leurs propres assureuses contre les accidents du travail qui peuvent survenir à leur

personnel. Cette combinaison leur procure l'épargne de la différence entre le total des primes qu'elles verseraient aux compagnies d'assurances et le montant des indemnités qu'elles allouent aux sinistrés — autrement dit, de ce qui constituerait le profit des compagnies d'assurances. Des sinistres se produisent d'ailleurs rarement, les salariés formant un personnel d'élite et toutes les mesures de précaution étant prises avec d'autant plus de soin que l'administrateur n'ignore pas que le moindre sinistre se traduira par la diminution d'une partie de son gain de coopérateur. L'auto-assurance n'en est que plus avantageuse pour les coopératives. Les employés eux-mêmes y gagnent, le cas échéant, des règlements prompts et équitables; ils ne connaissent pas les lenteurs de la procédure et la proverbiale mauvaise foi des assureurs. Et voilà encore une nouvelle forme de la coopération!

C'est la *coopération d'assurance* qui peut, il est vrai, rentrer dans la coopération de production — le bénéfice réalisé par les employeurs étant, en fin de compte, une économie réalisée sur les frais généraux.

Les Abattoirs coopératifs

L'extraction de la crème, la préparation du beurre laissent un résidu assez nutritif, mais sans valeur commerciale, le petit lait. Additionné de farine de lin et d'orges inférieures de la mer Noire,

produits peu coûteux, quelle rapide et économique suralimentation pour des animaux ! En six mois, le propriétaire de quelques vaches parvenait à engraisser une collection de porcs. Le Danemark était la Serbie du Nord. Il constituait, pour les grands saleurs de Hambourg, un véritable entrepôt de ravitaillement, lorsque, un beau jour de 1887, le service sanitaire allemand prétendit reconnaître chez les animaux de provenance danoise les symptômes d'une maladie infectieuse. Immédiatement, le gouvernement de Berlin prohiba toute importation de porcs vivants. L'éleveur se trouvait donc dans l'obligation de ne les expédier que tués. Mais, où les saler ? Dans les grands abattoirs industriels ? A quoi bon fournir ainsi, bénévolement, à leurs puissants propriétaires une abondante et régulière source de revenus qui réduirait d'autant ceux du producteur ? Les associations pour la fabrication du beurre amenaient les meilleurs résultats. Que n'en serait-il de même d'associations pour la fabrication du lard et du jambon ?

On essaya.

Voici comment se crée et fonctionne un abattoir coopératif.

Les associés fournissent le capital d'installation et d'exploitation au moyen d'une contribution variant de dix à quinze couronnes (de quatorze à vingt francs environ) par porc possédé. Pour un certain laps de temps — sept ou dix ans — ils

s'engagent à fournir à l'abattoir soit la totalité, soit une partie des porcs de leur domaine.

Pas de discussion possible sur le prix d'achat. Les éleveurs sont payés comptant, d'après le poids de la viande et d'après la qualité, suivant un cours fixé et publié tous les quinze jours.

L'abattoir est installé sur le modèle de ceux de Hambourg, avec le maximum de confort et de salubrité. Son degré de perfectionnement et l'importance du troupeau danois permettent de réduire les frais de manutention et de production au minimum : l'abatage et la salaison d'un porc ne reviennent qu'à trois francs soixante-quinze centimes dans un atelier tuant une moyenne annuelle de vingt mille bêtes. Ce bon marché de la production — conforme aux lois économiques qui régissent les grandes entreprises — est une raison suffisante du succès des abattoirs coopératifs.

En 1888, l'unique abattoir coopératif traitait, dans son année, 23.000 porcs représentant un million de francs. En 1896, 20 en traitaient 626.000 — plus de la moitié du troupeau national. — d'une valeur de 31.250.000 francs. Aujourd'hui, il y en a une quarantaine, tuant 1.450.000 porcs et 25.700 autres animaux, et répartissant aux producteurs associés un bénéfice annuel d'environ 12.500.000 francs, qui vient s'ajouter au prix de vente que ces mêmes producteurs ont déjà touché.

On conçoit qu'avec un pareil chiffre d'affaires, la direction commerciale de l'entreprise nécessite

une compétence éprouvée. Chaque abattoir est régi par un conseil composé de trois membres, qui assiste le directeur. Il a paru dangereux de lui abandonner une complète liberté. Les cent mille membres de ces coopératives ont jugé utile de se constituer en Fédération nationale, d'en établir le siège à Copenhague et de placer à sa tête un bureau central de cinq membres élus qui joue, en quelque sorte, le rôle de conseil d'administration supérieur de tous les abattoirs coopératifs du pays. Chacun de ceux-ci doit lui adresser un rapport hebdomadaire sur ses opérations; en échange, il reçoit confidentiellement un bulletin lui permettant de fixer ses prix d'achat et de vente d'après l'état du marché international. Intermédiaire entre les associations rurales, d'un côté, les autorités et les compagnies de navigation, de l'autre, le bureau central assume la surveillance du transport des marchandises, de leur entrepôt et de leur expédition à l'étranger. Cette expédition est d'autant mieux soignée que, les risques de voyage restant à la charge des abattoirs, ceux-ci se sont constitués leurs propres assureurs — comme ils l'ont fait, du reste, aussi, à l'instar des laiteries, pour les accidents du travail.

Le Danemark est arrivé à exporter annuellement, soit légèrement salé, sous forme de « bacon », à destination de l'Angleterre, soit frais, à destination de l'Allemagne, de la Suisse et de la Hollande, cent cinquante millions de kilos de lard: plus des

trois quarts sortent des abattoirs coopératifs. Le bénéfice réalisé par ces derniers est considérable : le producteur — qui a déjà touché comptant le prix de sa marchandise — en reçoit sa part proportionnellement au poids et à la qualité de ses fournitures.

C'est là, peut-être, tout le secret de la réussite.

Cette réussite a amené deux résultats qui contribuent grandement au développement de la fortune nationale. D'abord, en raison même de la nécessité de produire des marchandises de choix et de son système de ne payer que d'après le poids et la qualité, la coopérative de vente des porcs a dû surveiller de près le troupeau de chacun de ses membres : elle est devenue une sorte de coopérative d'élevage dont chaque associé est le représentant dans son propre domaine. Elle a incité l'éleveur à sélectionner ses porcs, à les améliorer par des croisements anglais. Et cela lui a permis d'obtenir des animaux extrêmement recherchés, vivants, à l'étranger. Ses wagons spéciaux — le voyage ne dure que soixante-dix heures — en transportent chaque mois un millier en Suisse, Paris, le Havre, Bordeaux en reçoivent aussi, depuis quatre ou cinq ans, un nombre assez notable.

En second lieu, on a songé — en 1907 — à envoyer aux abattoirs coopératifs non pas seulement des porcs, mais des bestiaux : l'Allemagne, la Norvège et la Suisse achètent dès maintenant à ces établissements une moyenne annuelle de dix millions de kilos de bœuf. Des navires aménagés et des wa-

gons frigorifiques les conduisent à destination dans un état de fraîcheur absolue.

Il va sans dire que rien ne se perd à l'abattoir. Comme à la laiterie, pas de déchets. Les peaux vont chez le tanneur. Les graisses, consommées par l'Allemagne, la Suède et la Norvège, rapportent vingt-deux millions de francs par an. L'Allemagne se précipite sur les abats pour commettre le péché de gourmandise : dans la seule année de 1912, elle a acheté aux établissements coopératifs six millions de kilos de têtes et de pieds de pores et de bœufs, trois millions de kilos de cœurs, de foies et de rognons, plus de cinq millions de kilos de boyaux et d'estomacs. Autant de bénéfice pour les agriculteurs danois !

Les coopératives d'exportation d'œufs

Le Danemark possède une multitude de poules. Cependant, les statistiques n'en mentionnent qu'un nombre relativement infime à l'exportation. Celle-ci ne dépasse pas six mille couronnes. L'importation, au contraire, en atteint 700.000. Le commerce des gallinacés n'a, en effet, qu'un attrait très secondaire pour le producteur dont le principal intérêt réside dans le trafic des œufs.

Depuis longtemps, des intermédiaires, des commerçants pratiquaient ce trafic, surtout avec l'Angleterre — dans des conditions très modestes, il est vrai. En 1870, l'exportation n'atteignait pas quatorze mille francs. De mauvaise qualité, ces œufs

avaient même fini par ne plus trouver d'amateurs, malgré leur dérisoire bon marché, quand, en 1890, le conseiller agricole Faber entama une ardente campagne pour la régénération de la basse-cour. Pensant accentuer cette régénération, l'instituteur Moller préconisa, pour la vente des œufs, une organisation calquée sur celles des laiteries et des abattoirs coopératifs; en 1895, il parvenait à fonder la première union-œufs. Dans la suite, un peu partout, des associations naquirent. Elles sentirent vite la nécessité d'établir un lien entre elles: il en résulta une fusion sous forme d'une vaste « Société coopérative danoise pour l'exportation des œufs » — *Dansk Andels Ægekspport*.

La vie interne d'une de ces coopératives est simple. Quotidiennement, chaque coopérateur transmet à l'agent local les œufs de son poulailler, après avoir pris soin de signer toutes les coquilles et d'y inscrire la date de la ponte. (Une fausse date est punie: la première fois, d'un blâme; la seconde, d'une amende de cinq couronnes — sept francs environ; la troisième, de l'exclusion.) Le chef de district — c'est le titre de cet agent — les transmet sans retard à l'entrepôt central de Copenhague qui, à son tour, après les avoir examinés à la lumière électrique, les expédie en Angleterre, triés et classés, selon l'usage britannique, d'après leur grossueur, emballés par douze douzaines dans des doubles caisses soigneusement garnies de paille et de fibres de bois.

Alors qu'à ses débuts, la *Dansk Andels Ægeksport* ne comptait que deux mille membres à peine, formant six coopératives, et n'atteignait pas un chiffre annuel d'affaires supérieur à 80.000 francs, elle compte aujourd'hui trente mille adhérents répartis en 600 coopératives locales et fait sept millions d'affaires. Ce chiffre, malgré son importance, ne représente cependant pas tout le commerce coopératif : quelques associations, jalouses de leur complète autonomie, sont en relations directes avec l'étranger.

Ici encore, au premier rang de la clientèle, nous trouvons l'Angleterre. Elle absorbe 95 % de l'exportation globale, soit une valeur d'environ 40 millions de francs. Le Danemark nous a progressivement ravi là un précieux débouché. Nous ne vendons plus au Royaume-Uni que neuf millions de francs d'œufs — au lieu des trente millions de jadis.

Ce total de l'exportation danoise (40.000.000 de francs), rapproché de celui que nous avons indiqué pour le commerce annuel de la *Dansk Andels Ægeksport*, principale exportatrice coopérative, indique que le Danemark vend à l'étranger une très forte quantité d'œufs non coopératifs. Mais, même sur la production et la vente de ceux-ci, la coopération exerce une action directe considérable. Cela s'explique. Désireuse de satisfaire les goûts de sa clientèle, la coopérative s'attache à produire de gros œufs à coquille brune — les plus appréciés dans le Royaume-Uni — et à les fournir au consom-

mateur le plus frais possible. Elle y arrive, d'abord par les sélections et les croisements qu'elle provoque dans les races espagnoles, indiennes et italiennes : ses indications sont exécutées par le producteur avec d'autant plus de rapidité et de sûreté qu'elle lui paye ses œufs d'après le poids ; — ensuite, en s'armant contre la fraude de ses propres membres : la date de la ponte exigée sur la coquille garantit la fraîcheur de la marchandise et le propriétaire du poulailler engage sa responsabilité personnelle par sa signature.

En vertu des lois de la concurrence, les agriculteurs et les négociants qui pratiquent la même production, le même commerce, doivent se plier aux méthodes coopératives qui ont engendré la conquête du marché britannique. Cette conquête, à son tour, a déterminé un accroissement inespéré et un rendement plus inespéré encore de la production. Chaque poule donne, selon sa race et suivant les soins dont elle est entourée, une production annuelle de 100 à 220 œufs, laissant un bénéfice moyen oscillant de six à huit couronnes, de 8 fr. 30 à 12 fr. 15. La poule aux œufs d'or n'est plus un mythe.

Les Associations d'élevage

La sélection nécessite d'excellents mâles. Il est impossible au petit cultivateur — qui, ne l'oublions pas, forme l'immense majorité de la population rurale — de posséder dans son écurie des reproducteurs de choix à l'usage de son unique jument, de

ses deux vaches et de ses quelques truies. Recourir aux bons offices d'un étalonnier professionnel coûte relativement cher. La combinaison la plus pratique consiste dans l'association des propriétaires des bêtes à faire couvrir, pour l'achat et l'entretien des reproducteurs, à frais communs — chaque propriétaire contribuant à ces frais proportionnellement au nombre de femelles entretenues sur son domaine... Cela permet d'avoir, avec un minimum de dépenses, des sujets hors de pair. Aussi, les agriculteurs danois n'ont-ils pas hésité à former près de 1.100 *Kvægavlsforeninger*, 250 *Svineavlsforeninger* et 270 *Hesteavlsforeninger* qui ont respectivement acquis 1.250 taureaux, 325 verrats et 300 étalons de premier choix et reçoivent de l'Etat des subventions annuelles d'environ 300.000, 20.000 et 195.000 couronnes destinées à des concours et à des primes.

L'industrie hippique a retenu tout particulièrement l'activité coopérative. On trouve en Danemark :

a) Le cheval du Jutland, véritable bête de gros trait — *Schwere Arbeitspferd*, selon l'expression allemande — d'une taille de 1 m. 55 à 1 m. 65 et d'un poids de 5 à 600 kilos, qu'il ne faut pas confondre avec les produits du Holstein, dont les plus beaux représentants vinrent jadis, à Versailles, encombrer les écuries de Louis XV et émerveiller Madame de Pompadour ;

b) Le cheval de Frederiksborg, du type hackney

anglais (quoique d'origine espagnole), ni grand, ni gros, mais remarquablement énergique, endurant et apte au labour.

Tous deux se reproduisaient, il y a trente ans encore, sans méthode, chez des cultivateurs peu avancés.

Les sociétés d'élevage ont rendu les plus signalés services. Par leurs étalons jutlandais payés jusqu'à douze mille francs, par ceux de Frederiksborg achetés parfois vingt et un mille francs, les races ont pu se sélectionner. Sans doute, le danois ne fera jamais qu'un animal de gros trait. Il ne saurait supporter la comparaison avec les chevaux de l'Europe occidentale — anglais, belges, bollandais ou percherons. Mais il s'améliore, lentement peut-être, en tous cas d'une manière continue. Aussi, sur une moyenne de 330.000 chevaux jutlandais accusés par le recensement, 15.000 sont-ils chaque année vendus à l'étranger de 600 à 1.400 francs l'un — ce qui constitue un prix rémunérateur. Les chevaux de Frederiksborg acquièrent de même une valeur croissante; un millier environ est exporté chaque mois.

Voilà encore, grâce à la coopération, en même temps qu'une augmentation de la richesse nationale, une nouvelle source de profits pour l'agriculteur danois!

CHAPITRE III

LES DIFFICULTÉS VAINCUES

La coopération, — l'unique expérimentation sociale qui ait réussi, au dire de M. Claudio Jannet, — s'est heurtée, dans son essor, à de périlleuses difficultés : elle les a vaincues.

Le manque d'éducation économique

Dès le début, un gros danger menaçait de faire avorter cette tentative de régénération nationale et de défense paysanne : le défaut d'éducation économique du monde rural. Allait-on trouver aisément, parmi les agriculteurs, des hommes capables de diriger de pareilles entreprises ? En supposant qu'on les eût sous la main, saurait-on leur confier la gestion de l'œuvre commune, et surtout les maintenir dans cette fonction ? Leur supériorité ne déterminerait-elle pas leur exclusion ? Parviendrait-on, s'ils l'exigaient, à leur assurer une

part de bénéfices proportionnelle aux services qu'ils rendraient? Reconnaîtrait-on la supériorité de leur travail intellectuel sur le travail manuel de leurs associés? Graves problèmes!

La solution en fut heureusement facilitée par le haut degré de l'éducation populaire. Dès la fin du XVIII^e siècle — bien avant qu'en France, Danton n'eût clamé qu'après le pain, l'éducation était le premier besoin du peuple — le comte J.-L. Reventlow avait préconisé la création d'écoles publiques « où seraient enseignés le danois, l'allemand, la religion, la géographie, le calcul et l'écriture, outre ce qui pouvait contribuer à développer l'intelligence, à élever le cœur, à éveiller l'amour des sciences et la connaissance des merveilles de la Nature ». L'idée se développait lorsque le coup de fouet lancé au sentiment national par la guerre de 1848-1850 et le libéralisme de la Constitution de 1849 provoquèrent, chez les paysans, l'irrésistible besoin d'une instruction étendue.

En fait, lors des expérimentations coopératives agricoles, l'instruction était beaucoup plus diffusée dans les classes populaires danoises qu'en France, par exemple.

La grande artisane de la victoire de la coopération, là voilà! L'instruction, on ne le répétera jamais assez, est l'élément primordial, essentiel, capital de la pratique coopérative. William Cooper, un des premiers associés de Rochdale, le disait souvent — et chacun peut s'en convaincre par son

expérience personnelle — où manquent les salles de lecture, les bibliothèques, les causeries, la fréquentation scolaire, inutile de chercher le travailleur intelligent, ouvert à la compréhension de son intérêt le plus immédiat; où elles existent, il est là, constamment disposé à multiplier efforts et privations pour s'émanciper des contingences économiques qui l'entravent.

En raison de son instruction, le peuple danois saisissait d'emblée l'utilité des nouvelles organisations qu'on lui proposait et dont il avait déjà sous les yeux les encourageants exemples des formes crédit et consommation. Pour le même motif, il pouvait recruter dans ses rangs des directeurs capables: leur désignation s'exerça avec d'autant moins de heurts qu'une véritable et efficace division du travail s'établit, dès le début, entre l'administration et la direction technique.

Les associés, étant responsables de la société, ont tout naturellement la surveillance des affaires de la coopérative — tout comme, dans une société anonyme capitaliste, l'assemblée générale des actionnaires exerce son contrôle. Ils savent, d'ailleurs, ne pas abuser de leur autorité. Ils l'ont vite appris: la première coopérative de consommation, — celle de Thisted — eut, en effet, pas mal à souffrir d'une incontinence d'autorité.

Les désagréments qui en résultèrent servirent d'exemple.

L'administration exige des qualités particulières

et une éducation spéciale : aussi est-elle toujours, surtout dans les grosses entreprises, séparée de la direction technique proprement dite. Toutes deux sont exercées par des personnages différents ayant chacun leurs attributions nettement déterminées par leur compétence même.

La coopérative — une république — ne peut avoir de chef dans l'acception brutale et humiliante de ce mot. L'assemblée générale des coopérateurs choisit ses directeurs : l'autorité d'un chef élu est toujours plus douce à supporter. En l'espèce, elle l'est particulièrement et une périlleuse difficulté s'évanouit puisque, pratiquement, on peut admettre qu'il n'est jamais question d'octroyer aux élus une situation pécuniaire prépondérante et — s'ils sont coopérateurs. — une part plus grande sur les bénéfices.

Dans la coopération de crédit, les administrateurs délégués, qui doivent nécessairement être des spécialistes des questions financières, ont un traitement sensiblement équivalent à celui qu'ils obtiendraient dans une maison de banque. Elevé ? Oui, il le paraît, quand on le considère seul, et encore n'est-il souvent que raisonnable. Mais mettez-le en balance avec la responsabilité formidable encourue par les titulaires et avec les millions brassés chaque année, il redevient normal. Un traitement confortable, accordé à des hommes qui encourent une responsabilité importante et qui manipulent de fortes sommes, est une assurance

contre l'incurie de leur gestion et la dilapidation de leur caisse.

Nous savons déjà combien il est difficile de trouver des gérants capables pour les associations de consommation ayant une certaine importance. Ceux-ci préfèrent rester dans de grandes maisons de commerce où plus de chances de sécurité semblent s'ajouter à plus de chances d'avenir. Sous peine de ne recevoir que le rebut de la profession, la coopérative doit délier les cordons de sa bourse. Elle le fait sans gaspillage. Elle donne à ses directeurs une situation proportionnelle à leurs services et à leur zèle. C'est le meilleur mode de rémunération.

Dans la coopération de production, les directeurs techniques recrutés au concours, toujours titulaires de diplômes garants de leurs aptitudes, secondés par des conseillers de l'Etat, reçoivent des salaires de bons employés : les coopératives paient bien..... mais elles veulent être bien servies. Le gestionnaire — un fermier ou un petit propriétaire — ne consent presque jamais à recevoir la moindre rétribution, l'honneur conféré par l'élection, le sacrifice de son temps et de sa peine à ses concitoyens et à son pays constituant pour lui une récompense suffisante. Du reste, en dirigeant consciencieusement les intérêts de la coopérative, ne travaille-t-il pas pour lui-même, coopérateur ? Quand, par exception, il émarge au budget coopératif, il touche une rétribution de teneur de livres — modique

indemnité pour un surcroît de besogne et de responsabilité. Au fond, le directeur de la coopérative de consommation ou de production devient, d'ailleurs, un simple gérant sans grande initiative. La conduite générale des coopératives, la recherche des débouchés et la haute surveillance des opérations locales passent, par la force des choses, aux comités centraux, pépinières de citoyens remarquables, dont plusieurs ont achevé au Parlement et au Ministère une carrière tout entière consacrée à la *res publica*. Chaque coopérative s'astreint à participer à leur traitement et, comme les Fédérations qu'ils représentent et gouvernent comprennent de très nombreuses organisations élémentaires, le sacrifice de chacune reste relativement faible. Il est d'autant plus léger que l'Etat contribue pour moitié aux appointements de ces conseils centraux; c'est, du moins, ce qui se passe pour les abattoirs coopératifs.

La conduite de l'œuvre collective des producteurs par ces hommes capables, à la fois audacieux et habiles, a grandement contribué au développement des coopératives. La séparation de l'administration et de la direction technique, en notre temps, est une condition *sine qua non* de la réussite d'une grande entreprise.

Le défaut de capital

Les *Kreditforeninger* ont pu facilement placer leurs obligations chez les possesseurs d'argent et constituer ainsi leurs fonds de roulement : la terre est, pour le créancier, la plus sûre des garanties, et les titres émis par les coopératives de crédit reposent justement, en dernière analyse, sur elle. Comme le capital recueilli a servi à rendre l'agriculture plus prospère, le crédit de ces caisses a été en raison directe de cette prospérité et a suivi, dans son extension, le rendement foncier.

Pour fonder à la campagne une coopérative de consommation, une bien grosse somme n'est pas nécessaire. Elle ne dépasse pas celle dont doit disposer un commerçant pour installer un magasin de petite ville. Elle lui est même inférieure, car le marchand fait crédit — et pendant ce temps une partie de son capital est immobilisée — tandis que la coopérative ne vend qu'au comptant. Son fonds de roulement est par cela même réduit dans une forte proportion. Des souscriptions modestes peuvent aisément couvrir ces premières dépenses. Des bénéfices vite réalisés naîtront naturellement les perfectionnements nécessaires. Quand nous taxons de danger le défaut de capital, ce n'est d'ailleurs pas aux petites coopératives villageoises de consommation que nous songeons. C'est surtout aux coopératives de production.

Dans le combat gigantesque qu'ils entamaient, les fondateurs de ces associations manquaient de l'arme principale : l'argent. Certes, une entreprise d'où le capitaliste est éliminé peut se concevoir. Mais une entreprise sans capital ? Non ! Surtout de nos jours où la production a des exigences de plus en plus considérables. Une opération en apparence très simple, la fabrication du beurre par exemple, demande, nous l'avons vu, tout un système d'appareils coûteux. Comment de petits exploitants — le producteur danois est presque toujours un petit exploitant — se le procureront-ils ? Grâce à un cadeau de l'Etat ? Solution élégante, mais combien discutée ! Que, le cas échéant, l'Etat accorde une subvention pour parfaire la somme destinée à la création d'une coopérative ou empêcher une débâcle lors d'une crise passagère, personne ne saurait, pratiquement, y contredire. Mais que l'Etat fournisse à lui seul et gratuitement le capital nécessaire... c'est une autre affaire ! L'évanouissement des trois millions alloués par la France, en 1848, aux coopératives en formation, n'a pas été un enseignement perdu : l'argent donné n'est-il pas, la plupart du temps, gaspillé, surtout quand il est donné par l'Etat ?

Les paysans associés ont pu fournir le capital, par quotes-parts individuelles, payées souvent grâce à l'épargne procurée par la pratique de la coopération de consommation, ou bien ils l'ont emprunté sous une garantie à la fois collective et person-

nelle, et ils ont trouvé des prêts à des conditions raisonnables auprès des coopératives de crédit. Le remboursement de la dette, puis des augmentations du capital primitif suivirent les premiers gains : l'outillage se perfectionna, et plus il se perfectionna, plus les affaires se firent brillantes.

Une grosse cliente, la principale, devint bailleuse de fonds : la *Wholesale* de Manchester, formidable magasin de gros des coopératives anglaises de consommation, que ses opérations (près de 800 millions par an), son armée de seize mille employés et sa flotte placent en tête du commerce britannique. Ses avances permirent d'achever des installations modèles, de triompher de multiples obstacles et de fixer définitivement le succès.

Eblouis par cette merveilleuse réussite, les négociants eux-mêmes qui, pourtant ennemis nés de la coopération, avaient déjà confié leurs économies aux *Kreditforeninger*, ont, à leur tour, ouvert leurs coffres-forts aux associations rurales de production. Ceux qu'elles ne menacent pas directement, les marchands d'objets de demi-luxe, sont les premiers à leur offrir des capitaux, sachant qu'à une augmentation de gains du paysan correspondra une augmentation de sa consommation. Et ils espèrent en profiter peu ou prou.

Les autres, reconnaissant le bon état des finances coopératives, se laissent parfois à aller à des prêts : le placement n'est-il pas absolument sûr ?

L'absence de clientèle

Un autre danger pouvait être fatal aux coopératives : l'absence de clientèle.

Il est peu à craindre pour les caisses de crédit : une société qui offre des fonds à ses membres n'est jamais réduite à l'état squelettique, surtout lorsque ses adhérents éventuels ont un absolu besoin d'argent pour être à même de résister à des influences économiques qui les poussent à la ruine ; les individus se dirigent d'instinct vers elle, comme le malade vers le médecin.

Plus pressant pour les coopératives de consommation, il ne risquait cependant pas d'être mortel, à moins de circonstances exceptionnelles que rien ne laissait prévoir et qui se seraient manifestées par une grève absolue d'acheteurs déterminée par des questions de clocher. Que, sous des prétextes et pour des raisons diverses, bien des gens craignent de quitter leur fournisseur habituel pour se rendre au magasin coopératif, rien de plus banal ! Pour assurer les premiers pas d'une coopérative de cette catégorie, il suffit d'un noyau d'associés fermement convaincus qu'ils collaborent à une œuvre viable et décidés à vaincre les difficultés du début.

Vu la modicité des frais d'installation et de gestion — tant que l'association reste modeste — ce noyau même très restreint peut réaliser un boni,

s'il sait diriger ses affaires. C'est, d'ailleurs, lorsque les difficultés viennent entraver la marche de l'entreprise que chaque coopérateur doit montrer ses qualités coopératives dont une des plus utiles est le dévouement à ses idées, l'exercice du prosélytisme. La boule de neige se forme progressivement de minuscules paillettes, — et elle grossit. La coopérative recrute méthodiquement ses adhérents — et elle prospère. Les plus connues de ses associations ont eu le plus anémique des débuts — et elles sont cependant devenues des puissances commerciales.

C'est — ici encore — la coopération de production qui est surtout exposée.

Des richesses splendides ont zéro pour valeur si, à la sortie de l'atelier, elles ne trouvent pas de débouchés. Or entrer, du jour au lendemain, dans l'arène commerciale sans posséder une marque connue est une entreprise bien aléatoire..... En l'espèce qui nous occupe, le péril disparut vite. La bonne qualité des marchandises retint immédiatement l'attention. L'adroite direction des comités centraux fit le reste. Une clientèle fut rapidement trouvée. La *Wholesale* de Manchester prit l'habitude d'envoyer des navires battant pavillon à ses initiales « C. W. S. » embarquer à Copenhague la majeure partie du beurre, des œufs, du lard produits par la coopération. Ce qu'ils laissaient, les coopératives suisses et allemandes et des importateurs français, suédois et norvégiens l'achetèrent.

Cette aide des coopératives de consommation anglaises, suisses, allemandes aux coopératives de production danoises est éminemment rationnelle. La coopération de production n'a pas pour unique mission de remédier à une crise passagère. Elle permet d'autres espoirs. Son rôle peut et doit s'amplifier. Qu'elle réalise une transformation sociale, en supprimant un certain nombre de parasites qui fourmillent dans notre monde économique ! Elle n'y parviendra que si les sociétés de consommation la soutiennent, lui procurent les deux éléments indispensables à son développement : capitaux et débouchés. L'intérêt des coopératives de production vient d'ailleurs se confondre ici avec l'intérêt général. L'équilibre social serait, en effet, terriblement menacé si le gouvernement économique restait le monopole des producteurs qui naturellement se préoccupent, avant tout, de leur enrichissement personnel, c'est-à-dire cherchent à réaliser aux dépens des consommateurs le maximum de profits. Le consommateur n'a pas été créé pour le producteur. L'inverse est plutôt vrai. Aussi combien satisfait-il la raison, ce contrôle indirect exercé par la coopération anglaise de consommation sur la coopération danoise de production, contrôle d'autant plus étroit que les coopératives de consommation sont à la fois les bailleuses de fonds et les plus importantes clientes des coopératives de production ! Généralisez cette harmonie, il n'y a plus, il ne peut plus y avoir antagonisme en-

tre producteurs et consommateurs. L'équilibre économique n'en a que moins de chances d'être rompu.

L'opposition des Commerçants

En se développant, le mouvement coopératif ne risquait-il pas de déclencher une dangereuse agitation politique?

Evidemment son but suprême, sa fin ultime étaient de surexciter la production agricole, de sauver l'existence d'une catégorie de travailleurs et d'assurer l'avenir économique de la nation. Mais les caisses coopératives de crédit arrachaient le paysan aux serres des usuriers qui, trop souvent, se cachaient sous le nom plus noble de banquiers. Ces gens — puissants puisque riches — n'allaient-ils pas s'insurger contre une nouvelle organisation financière qui venait les concurrencer? Les uns, les plus âpres au gain immédiat, commencèrent par pousser les hauts cris. Ils se calmèrent vite et n'eurent pas le cynisme de revendiquer la protection gouvernementale en faveur de leurs agissements que la morale réproouve et que la loi doit punir. Les autres, les plus consciencieux, comprirent que la possibilité, pour le cultivateur, d'acquérir les instruments de production nécessités par le perfectionnement de la technique rurale déterminerait un accroissement de la prospérité nationale, que cet accroissement se traduirait par une extension

des affaires et que cette extension leur permettrait, sans nuire à personne, des opérations intéressantes parce que fructueuses. Ils ne se livrèrent à aucune opposition déplacée. Au contraire, plusieurs (et non des moindres) se firent un devoir de mettre leur compétence technique à la disposition des coopératives de crédit.

L'orage était donc dissipé.

Mais il se reformait par ailleurs — combien plus sombre !

Les ruraux, associés pour acheter en commun les marchandises utiles à leurs besoins personnels et nécessaires à leur travail, tendaient à se passer de tous les petits commerçants de détail, jusque là leurs fournisseurs. Ceux-ci avaient la force du nombre. Lésés, qu'allaient-ils décider ? Entameraient-ils la lutte ouverte contre la coopération ? Chercheraient-ils à ameuter l'opinion en la trompant sur les intentions de ses propagandistes et, par ricochet, à émouvoir les autorités publiques ? Les coopératives naissantes résisteraient-elles à un aussi rude assaut ?

Par ailleurs, l'industrie agricole qui allait s'organiser, se discipliner, s'intensifier, n'était pas intégralement nouvelle. Le beurre, le lait, les porcs, les œufs faisaient déjà l'objet d'un commerce. Quelle attitude adopteraient ceux qui vivaient de ce commerce, en sentant surgir devant eux la formidable concurrence de tous les producteurs associés, résolus à s'évader du joug des intermédiaires, de leur

joug à eux, commerçants, et à vendre directement aux consommateurs? Ces intermédiaires disposaient, eux aussi, de la force que confère la fortune. Des troubles ne naîtraient-ils pas de ce côté?

Les intermédiaires ne ménagèrent pas leur activité; ils mirent à contribution la totalité de leurs ressources pour soulever l'opinion et la convertir à la défense de leurs intérêts. Discours, conférences, affiches, tracts, brochures, ils ne négligèrent aucun instrument d'agitation.

Nous allons tâcher de résumer leur argumentation aussi fidèlement que possible, d'après leur débauche de circulaires, de procès-verbaux de leurs réunions professionnelles et de communiqués à la Presse, et aussi d'après la multitude d'articles relatifs à leur campagne, l'approuvant, la combattant, ou en rendant simplement compte à titre d'information, publiés par des organes de droite: *Dagbladet*, *National Tidende*, *Aftempasten*, *Dagens Nyheder*, *Dagstelegraph*, *Berlingske Tidende*, moniteur de la Cour; par des journaux de gauche et d'extrême-gauche: *Morgenbladet*, *Socialdemocraten* et *Ravnen*. Nous examinerons ensuite la valeur de cette dialectique qui, dans ses traits essentiels, se retrouve identique dans la bouche et sous la plume des marchands de tous les pays.

* *

D'abord, les négociants sentirent la nécessité de prononcer leur propre éloge. Naturellement, ils se

posèrent en victimes, en diffamés, en persécutés. C'est toujours de si bonne politique!

« On nous trompe, firent-ils clamer *urbi et orbi*, parce que nous gagnons notre vie comme intermédiaires. On nous traite de corsaires... De tous temps, les négociants ont été insultés, bafoués. L'antiquité les a rangés avec les voleurs sous le sceptre de la divinité aux sandales ailées, Mercure. Cicéron a fulminé contre eux. Le Christ — la douceur incarnée — s'est courroucé en les voyant transformer, paraît-il, sa maison, le Temple, en une caverne de brigands. Saint Jean Chrysostôme affirmait ingénument qu'ils ne sauraient « être agréables à Dieu ». Saint Thomas déclarait leur profession honteuse, *turpis*. Erasme, tout aussi absolu, mais plus violent, les considérait comme « les plus sales et les plus sots des hommes ». Et pourtant, n'ont-ils pas créé cette forme nouvelle de l'honneur qui s'appelle le respect de la parole donnée? A cette époque où notaires, tribunaux, droit commercial, législation internationale n'existaient pas, comment le commerce pouvait-il avoir une autre base que la bonne foi? La ponctualité à tenir ses engagements est restée une tradition chez le commerçant. Ne dit-on pas que sa signature vaut de l'or?

» D'ailleurs, notre existence même prouve notre utilité. Intermédiaires entre le producteur et le consommateur, nous épargnons à chacun d'eux le

temps qu'il lui faudrait perdre à rechercher l'autre. Achetant nos marchandises en gros et les vendant au détail, nous évitons à tous l'embarras qui résulterait nécessairement de l'absence de coïncidence entre la quantité offerte par le producteur et celle réclamée par le consommateur, entre le moment où le producteur veut se défaire de son produit et celui où le consommateur est disposé à l'acquérir. Nous faisons même crédit. Sans toucher d'argent, nous cédon, en toute propriété, à nos clients les marchandises qu'ils désirent et qu'ils ne peuvent payer de suite, mais que nous avons payées, nous ! Ces marchandises, nos clients peuvent les transformer à leur tour, les revendre, réaliser un gain sur elles et ne nous indemniser qu'après s'être enrichis grâce à elles. Voyons. Qu'aurait fait l'Humanité sans les anciens marchands de Tyr, de Carthage, de Hollande, de Portugal, de la Hanse ? Que deviendrait la Société sans nous ? »

Se tournant vers chaque catégorie sociale, ils « se libérèrent la conscience », l'avertissant du danger catastrophique que leur préparaient ces nouvelles doctrines. Bien contradictoire, d'ailleurs, leur langage ! Mais ne fallait-il pas mitrailler chacun des arguments susceptibles de le toucher plus profondément ?

Aux petits fermiers, aux petits propriétaires, ils affirmèrent : « C'est l'aristocratie campagnarde,

ce sont les riches exploitants qui seront les seuls bénéficiaires de ce mouvement faussement qualifié d'émancipation. Ils fonderont des coopératives pour vous embrigader. Ils en seront les directeurs, les maîtres, et ils se serviront de la puissance morale que leur donnera votre nombre pour détourner à leur profit exclusif les mesures gouvernementales qui, à l'avenir, seront prises en faveur de l'agriculture. Au lieu de rester libres, indépendants, vous ne serez plus que les valets des héritiers de vos anciens seigneurs. De même que, dans un étang, les gros brochets détruisent le menu fretin, dans les coopératives, les grands propriétaires étoufferont les modestes paysans. »

Aux riches exploitants, aux *gaardmænds*, ils prophétisèrent : « Laissez ces petites gens qui vous entourent se grouper et gérer elles-mêmes, sans compétence et sans contrôle, le commerce des principales productions du pays..... Vous verrez, dans quelques années, combien se seront affaiblis votre prestige moral, votre influence locale, la richesse et la prospérité nationales..... »

A la masse des *indsidderne*, aux ouvriers, aux locataires, ils dénoncèrent les coopératives comme des ruches de patrons, dont l'accès est à jamais interdit aux prolétaires : « Au lieu de débarrasser notre organisation économique de tous les germes morbides qui minent les travailleurs, la coopéra-

tion va simplement les immortaliser dans leurs formes les plus néfastes. En admettant même qu'elle parvienne à améliorer le sort de ses membres, elle se fermera. Elle refusera tout nouvel associé. Elle ne voudra plus embaucher que des travailleurs salariés. Elle deviendra fatalement une société de patrons, de maîtres. Si vous vous imaginez que les ouvriers de la première heure, ceux qui, à force de calculs et de persévérance, réussissent à lancer une entreprise prospère, admettront jamais sur le pied d'égalité les ouvriers de la onzième heure, vous supposez à l'homme un désintéressement angélique. La coopération est la couveuse artificielle d'une nouvelle race d'aristocrates. Vous offret-elle, au moins, quelque adoucissement immédiat? Prenez, dans le pays où elle a le mieux réussi, l'Angleterre, la forme qui a donné les meilleurs résultats, la forme « consommation ». Elle procure, en moyenne, à chacun de ses adhérents, un boni journalier de quatre sous! Mais la moindre revendication énergique peut augmenter votre salaire dans d'autres proportions! Si des bourgeois tentent de vous enrôler sous la bannière coopérative, c'est dans l'espoir qu'après avoir réalisé, en qualité de simples clients, de minuscules bénéfices, vous vous mettrez, à votre tour, à exploiter le public comme membres des sociétés de consommation, les travailleurs comme membres des sociétés de production. Ils s'imaginent que, devenus économes, rangés, vous serez alors des défenseurs de

l'ordre social, les conservateurs de leurs propres privilèges. Esau vendit son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Vous allez engager votre avenir, prostituer votre conscience pour quatre sous par jour... au maximum ! »

Les négociants répétèrent cela aux travailleurs des campagnes et aux ouvriers des villes sollicités de se grouper en nouvelles coopératives de consommation, futures clientes des coopératives agricoles de production : « Classes inférieures vous êtes, insistent-ils, classes inférieures vous resterez sous le régime coopératif. Vous rêvez d'acquérir la propriété de vos instruments de labeur, vous croyez y arriver par l'épargne coopérative ! Chimère ! Réfléchissez donc. Considérez la valeur de tous ces instruments de production : terres, troupeaux, ateliers, maisons, fermes, établissements industriels, machines, et demandez-vous pendant combien de générations il vous faudra accumuler vos misérables économies avant de réunir cette immense fortune. D'autant que vous tentez de réaliser votre rêve au moment précis où la production se transforme dans le sens de la grande entreprise. Vos pauvres sous veulent maîtriser les géants modernes !

« Attendre de l'épargne prolétarienne le rachat du capital est une folie. Tous vos défenseurs l'ont partout reconnu : hier encore, les représentants des travailleurs français, réunis à Marseille en Congrès du Parti ouvrier, ont voté une résolution aux

termes de laquelle les sociétés coopératives ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat.

» Attention à un autre péril. En adhérant à des coopératives, vous faites une concurrence ruineuse aux petits commerçants qui, expropriés, tomberont dans le salariat. Ils augmenteront l'offre de la force-travail : donc le taux des salaires fléchira. Vos coopératives, ces soi-disant auxiliaires de l'effort du peuple pour attirer le Paradis des cieux sur la terre, aura en définitive un résultat : diminuer vos ressources.

» Aussi, puisque les coopératives ne présentent pour vous aucun avantage actuel digne de vous retenir et sont, au contraire, destinées à conserver tout ce qui, dans la société actuelle, vous meurtrit, manifestez votre aversion pour elles. En agissant ainsi, en usant de votre droit d'hommes libres et malheureux, vous vous défendrez vous-mêmes, vous défendrez l'avenir, l'émancipation de vos enfants. »

Aux capitalistes et à la classe moyenne, ils tinrent un tout autre discours : « Les coopérateurs ne sont que des collectivistes hypocrites. Consciemment et inconsciemment, ils font le jeu de cette dangereuse utopie, le socialisme. Du reste, socialisme et coopératisme sont frères. Ils ont eu les mêmes pères : Robert Owen, en Angleterre ; Char-

les Fourier, en France. Ils ont grandi ensemble. Longtemps on ne les distinguait même pas. Ils portaient le même nom. Pionniers de Rochdale — précurseurs du pasteur Sonne et de ses amis — et révolutionnaires français de 1848 s'affichaient indifféremment coopérateurs ou socialistes. N'oubliez pas que les socialistes danois ont proclamé avec bruit, en leur Congrès de 1877, à Copenhague, leur foi en la coopération. Ils ont demandé « l'établissement des coopératives sous le contrôle du peuple ». Cette revendication est même inscrite au début de leur programme, à l'article I. Et il en est ainsi dans toute l'Internationale ouvrière. Lisez ce qu'écrit, dans l'*Avant-Garde*, César de Paepe — un des pontifes de cette doctrine pernicieuse — : « Coopération et socialisme peuvent fort bien marcher de compagnie, s'appuyant l'une sur l'autre ». Le *Philadelphia Tageblatt*, organe socialiste de langue allemande aux Etats-Unis, s'est fait le champion de la même idée que reprend la *Volks-Tribune*, de Berlin, moniteur officieux du parti socialiste germanique, auquel collaborent Liebknecht et Bebel, directeurs spirituels de la majorité des socialistes danois. Prenez garde à la sanglante journée d'émeutes et de barricades au cours de laquelle la potence sera un moyen de gouvernement, la classe possédante périra et le capital deviendra la proie des insurgés. »

Et comme rien ne frappe l'opinion publique comme les exemples concrets — mêmes simples

faits divers qui, comme tels, sortant de l'ordinaire, n'ont aucune valeur généralisatrice — ils ajoutèrent : « Regardez les mœurs des chefs socialistes qui se sacrent eux-mêmes les « meneurs », les militants de l'agitation prolétarienne, c'est-à-dire les fourriers du grand soir. Les deux leaders des socialistes danois, Louis Pio, l'ami de Karl Marx, de Liebknecht et de Bakounine, et Paul Geleff, l'apôtre de la terre aux paysans, n'ont même pas eu la pudeur de respecter la caisse de leur propre parti, alimentée pourtant par les modestes cotisations, par les privations des malheureux qu'ils prétendent défendre. Ils se sont enfuis à Chicago avec elle. Que feront ces ennemis de l'ordre social lorsque, investis de la toute puissance conférée par une révolution triomphante, ils trouveront, en face d'eux, sans défense, vos propriétés que, dès maintenant, ils déclarent impies ? »



Que valait cette argumentation ?

Assez maladroit et un peu prétentieux — n'est-ce pas ? — le plaidoyer *pro domo* du début ? Le marchand de l'antiquité était, la plupart du temps, un bandit qui s'enrichissait grâce à des procédés tolérés sans doute par la coutume et la loi, mais condamnés par l'honnêteté élémentaire. Le commerce se faisait de ville en ville, par conséquent avec l'étranger, la patrie s'arrêtant aux murs de la cité.

Et l'étranger était l'ennemi. A Rome, le mot *hostis* désignait et l'étranger et l'ennemi. La force et la ruse constituaient seules le droit international et commercial. Se réclamer de tels ancêtres semble fort imprudent de la part des macrhands — pardon, comme tous leurs congénères, ils n'aiment plus ce mot — des négociants danois...

Certes, avec les progrès de la civilisation, les trafiquants prirent heureusement meilleure figure. Il avait vraiment grande allure, ce richard de Venise ou d'Anvers, majestueusement drapé dans sa robe fourrée, la chaîne d'or au cou, présidant au départ de sa flotte redoutablement armée pour résister aux écumeurs de la mer ou de l'interminable convoi de ses chariots escortés de brillants cavaliers, terreur des détrousseurs de grands chemins. Florins, ducats, doublons, rixdales emplissaient ses coffres. Il condescendait à prêter aux rois. Généreux Mécène, il encourageait les arts en entassant les chefs-d'œuvre dans son palais. Il partageait, avec les clercs, le monopole de l'« escienze du lisre et de l'escrive ». Ses relations constantes avec les pays lointains, avec des sociétés autres que la sienne, permettaient à son esprit d'entrevoir des horizons inconnus autour de lui. Ayant à tenir tête aux soudards, aux soldats mercenaires qui le volaient, à l'Eglise qui gênait ses opérations en prohibant le prêt à intérêt et le lucre, il nourrissait en son cerveau des idées de tolérance, de progrès, qui préparaient l'évolution vers la liberté....

Quelle différence avec le négociant d'aujourd'hui, trop souvent pétrifié dans un conservatisme vermoulu ! D'un côté Fugger, Jacques Cœur, Marco Polo ; de l'autre..., le petit épiciier du coin. D'un côté, la probité commerciale du grand seigneur démesurément riche ; de l'autre, l'âpreté au gain du malheureux agent des grosses maisons, ces empoisonneuses publiques qui, par leurs denrées falsifiées, attentent à la santé de tous leurs clients attirés par une réclame mensongère.

Ils se disent d'une utilité indispensable, nos marchands d'aujourd'hui. Sans doute, le producteur ne peut guère vendre au détail et le consommateur peut encore moins acheter en gros. L'intermédiaire remédie à cette double difficulté. C'est exact. Mais la coopération a un rôle identique : de production, elle vend directement au public, au détail ; de consommation, elle achète directement au producteur, en gros. De ces deux rouages, le marchand et la coopération — en compétition puisqu'ayant la même fonction — lequel doit subsister ? La raison et l'intérêt social répondent : celui qui est le plus économique, celui qui rapporte le plus au producteur et coûte le moins au consommateur. Alors, c'est la condamnation du marchand qui, personnage interposé entre le producteur et le consommateur, cherche à s'enrichir aux dépens des deux — parasite d'autant plus dangereux qu'il se multiplie avec une rapidité effroyable. Tout nouveau venu sur une place doit trouver de quoi sub-

sister où la foule de ses congénères végète déjà péniblement. Il vit sur la masse. Donc il grignote le pain de ses voisins. Ceux-ci, réduits à la portion congrue, sont obligés de chercher des combinaisons pour augmenter leurs bénéfices. Ils les trouvent dans l'escroquerie : la publicité fallacieuse — et la tromperie sur la qualité, parfois aussi sur la quantité de la marchandise vendue.

Ne leur en voulons pas. La misère est génératrice d'actions coupables : les délinquants et les criminels sont presque toujours des individus pressés par le besoin.

Pourquoi conserver le marchand ?

Il est néfaste au producteur et au consommateur qu'il exploite et à la société qu'il dupe, peut-être à son insu. Les services qu'il rend se paient bien cher et il peut si facilement être remplacé par un concurrent offrant les mêmes avantages, mais non les mêmes inconvénients — la coopérative !

Sa disparition va-t-elle causer un véritable préjudice à tous ceux à qui il ouvrait un crédit, opération inconnue au magasin coopératif ? Faisons d'abord une distinction. La coopération de production, dans ses opérations de gros, conserve naturellement la tradition commerciale des échéances à 30, 60, 90 jours et même à des époques plus reculées. Ce que la coopération de consommation refuse, c'est le banal compte courant, la vente à tempérament. Qu'elle a raison ! Le pauvre, sans avances, est seul à en profiter et il a intérêt à fuir

comme la peste ce compte courant, ce compte qui ne se contente pas de courir, mais qui trotte, qui galope. Le marchand ne demande pas d'argent. Une acquisition se traduit par une ligne d'écriture sur le carnet du client et celui-ci, n'ayant pas à faire un déboursé immédiat, ne résiste à aucune tentation. Il achète, il achète... Il s'endette. L'homme endetté a la corde au cou : il est perdu. Il ne peut aller dans une autre boutique sans se voir réclamer, par le fournisseur abandonné, le paiement d'une note qu'il est incapable de régler. Il est la proie de son créancier qui lui écoule le rebut de son fonds et, sous la forme de petits paiements, dissimule une formidable majoration des prix. Il devient vite aussi la proie des huissiers : la vente à abonnement n'est-elle pas souvent un abonnement à des frais de justice, répétés à chaque échéance ?

Le crédit constitue alors un mal. Il faut le supprimer. Voilà pourquoi la coopérative, œuvre moralisatrice, ne vend qu'au comptant.

Composée d'hommes qui connaissent les difficultés de l'existence, elle tend à provoquer la disparition des intermédiaires, *mais elle répugne à jeter, du jour au lendemain, sur le pavé, tous ces infortunés petits boutiquiers qui ont besoin de nourrir leur famille et qui n'ont pas encore eu le loisir de donner un autre emploi à leur activité.* Pour ne pas les ruiner d'un coup, elle vend au prix de détail comme eux. Mais le boni qu'elle réalise retourne

au consommateur, au prorata de ses achats. Chaque acquisition représente pour le consommateur une épargne et non plus un bond vers l'expropriation. Un miracle s'est réalisé : l'économie par la dépense.

Les riches sont-ils les uniques bénéficiaires de l'essor coopératif. Pour répondre, il suffit de regarder fonctionner une coopérative rurale. C'est la cité démocratique par excellence. Les administrateurs, élus en assemblée générale, sont de petits propriétaires et de modestes fermiers. Comment, dès lors, les grands exploitants pourraient-ils détourner à leur profit la force de l'association pour capter les faveurs gouvernementales ? Toute la législation agricole est en faveur des petits, des faibles.

Que l'influence des gros propriétaires fonciers aille en s'affaiblissant, personne ne songe à y contredire, ni à se plaindre sérieusement de cette conséquence fatale de l'extension de l'instruction et de l'augmentation du bien-être dans la masse rurale. Pas même les châtelains qui, après s'être fait nommer maires de leur pays — leur amour-propre exige un lambeau de l'autorité de leurs ancêtres — sont très heureux de rencontrer autour d'eux de braves gens capables de les remplacer dans leurs fonctions tandis qu'ils vont chercher, l'hiver, la chaleur sur des rives ensoleillées, l'été, la fraîcheur en des régions hospitalières.

La richesse nationale ? Ainsi que nous l'avons déjà vu et que nous le verrons encore plus loin, la

coopération lui donne une impulsion inconnue avant elle.

Les marchands sont-ils plus heureux dans leur argumentation destinée aux ouvriers?

Vraiment non!

Où ont-ils pris ce chiffre de quatre sous qu'ils ont fait résonner comme un cri de guerre pour persuader les travailleurs de la disproportion de l'idéal et du résultat? Dans une opération bien simple — trop simple: ils ont divisé le capital épargné annuellement dans la coopération de consommation anglaise par le nombre de coopérateurs. Ils ont eu ainsi le montant de l'épargne annuelle de chaque coopérateur. Une seconde division de cette somme par 365 et l'épargne quotidienne était connue.

Les chiffres de base étaient-ils exacts ou fantaisistes? Question oiseuse. Le mode de calcul employé n'a aucune valeur. Peu importe, en effet, un quotient obtenu en remuant pêle-mêle les bilans de sociétés prospères et de sociétés rachitiques, en amalgamant des coopérateurs soucieux de l'intérêt collectif et des coopérateurs *in partibus*. Le résultat particulier atteint par les coopérateurs zélés a seul de la valeur. Or, il ne saurait s'exprimer par un chiffre. C'est la sécurité du lendemain par la salutaire crainte du crédit, par l'effroi des dettes. C'est l'amélioration de l'existence, le bien-être, source bouillonnante du progrès.

Une courte excursion dans les centres coopératifs anglais aurait vite rappelé à la réalité les mar-

chands danois. En effet, veut-on quand même des chiffres ? Qu'on ouvre les statistiques de la *Wholesale*. On y trouvera, pour certaines coopératives, des bonis individuels et annuels de 500 francs et au-dessus, accompagnés d'inscriptions de plusieurs milliers de francs au crédit de modestes ouvriers. Que nous sommes loin des « quatre sous » et de leur misérable signification !

La coopération de consommation réalise une grosse économie sur la nourriture. C'est un fait. La nourriture tient dans un budget domestique une place d'autant plus considérable que ce budget est plus réduit — 64 %, d'après les statistiques de Bohmert, pour un ménage ouvrier de cinq personnes. Le journalier et même le domestique de ferme, qui est de moins en moins payé en nature, ont donc autant d'intérêt à adhérer à la coopération que le paysan qui, en vertu d'une loi universelle, vend de plus en plus ce qu'il produit et achète de plus en plus ce qu'il consomme.

La coopération ne permettra pas aux travailleurs de racheter le matériel de production. La belle découverte ! Jamais la coopération n'a poursuivi un but aussi chimérique. Le travailleur doit jouir en toute propriété de l'instrument de son labeur, que cet instrument soit le lopin de terre du laboureur, le burin du graveur, le pinceau du peintre ou le rabot du menuisier. Voilà le principe. Le paysan ne peut pas devenir maître de la terre sans l'acheter. C'est entendu. Mais, par l'épargne qu'elle lui pro-

cure, par son gain qu'elle augmente, la coopération, sous ses deux aspects consommation et production, lui facilite cet achat, le rend plus aisé encore à ses descendants — grâce à la multiplication des économies par des placements coopératifs sûrs et heureux.

Quant à l'ouvrier de l'industrie rurale, il peut — l'agriculture s'industrialisant sans cesse — créer par des capitaux nouveaux les instruments nécessaires à sa production et, par suite, lutter contre le régime capitaliste caractérisé par l'expropriation des classes laborieuses.

Comment les capitaux actuels se sont-ils constitués? En partie, par la rémunération due aux chefs d'entreprise. Mais surtout par les profits réalisés par ces derniers sur le travail salarié. Que ces profits restent dorénavant aux mains des salariés — c'est le but de la coopération de production — et il n'y a plus de problème: l'ouvrier peut acquérir les instruments de production.

Insensé ce projet de constitution de capitaux nouveaux, parce que la grande production est à l'ordre du jour? Evidemment le producteur émancipé ne pourra, dans bien des cas, fonder tout d'abord qu'une petite entreprise: la petite industrie a encore de beaux jours!... Mais en admettant même le triomphe définitif de la production gigantesque, les petites entreprises ne peuvent-elles donc pas se fédérer et, du coup, devenir gigantesques à leur tour?

La *Wholesale* n'a pas suivi une autre évolution.

Admettons même que la grande entreprise puisse, seule, subsister. Qui empêchera le salarié d'y accéder comme associé par la souscription d'actions acquises grâce à l'épargne? Est-ce que, par ailleurs, la plupart des ouvriers ruraux du Danemark, des *landarbejdere* ne sont pas arrivés déjà, en très peu d'années, à posséder une ou deux vaches, quelques porcs, une basse-cour, et, en raison même de cette possession, n'ont pas adhéré aux laiteries coopératives, aux abattoirs coopératifs, aux coopératives d'exportation d'œufs et aux sociétés coopératives d'élevage?

Ah! sans doute, un coup de baguette magique ne viendra pas émanciper tous les travailleurs en corps! Les coopérateurs de la première heure seront, dans une certaine mesure, privilégiés. N'est-il pas juste qu'ils reçoivent la récompense de leur effort et peut-être le dédommagement des tribulations du début? Une société uniformément heureuse serait la plus monstrueuse des amoralités. La justice veut que chacun ait la possibilité de s'enrichir du fruit de son labeur et la perspective de récolter intégralement ce qu'il sème: la coopération réalise ce vœu. Et, en cela, elle s'oppose à la société d'aujourd'hui dans laquelle, après avoir peiné toute sa vie, de la plus tendre enfance à la vieillesse avancée, le travailleur risque de mourir aussi pauvre le jour de sa mort que le jour de sa naissance, sans même pouvoir assurer le respect

de son dernier sommeil, de son premier repos, par la possession de quelques mottes de terre qui abritent sa dépouille. — Au point de vue économique, ce nivellement général serait du plus déplorable effet : les rêveurs les plus illuminés, mais sensés, doivent reconnaître l'exactitude de la réflexion faite, dès le iv^e siècle, par l'évêque de Tyr, Théodoret : « Si tous les hommes étaient égaux en richesses et en qualités, personne ne voudrait s'abaisser à en servir un autre et, de là, il s'ensuit nécessairement ou que chacun serait obligé d'apprendre et de faire tous les métiers à la fois (dont aucun ne serait bien fait), ou que tout le monde manquerait des choses nécessaires à la vie... »

Le petit négociant va tomber dans le salariat. Qu'est-ce qui lui est le plus funeste : le capitalisme, dressant devant lui ces puissants établissements qui envoient leurs voitures et leurs primes le ruiner à domicile, l'obligent à fermer sa boutique et à ne la rouvrir qu'humilié, ayant troqué son titre de patron contre celui de gérant d'une de leurs succursales — ou la coopération qui, en vendant comme lui au prix de détail, se fait scrupule de le vouer à une misère implacable et sait l'accueillir dans son sein non en salarié, mais en associé, parfois même en administrateur ?

Coopération = Socialisme révolutionnaire ? Depuis quand ?

Les négociants danois ont été, décidément, mal inspirés dans le choix de leurs arguments. S'ils

avaient un peu mieux connu l'histoire du socialisme, ils auraient su que les grands adversaires du coopératisme étaient précisément les socialistes révolutionnaires, en particulier les disciples de Karl Marx restés intégralement fidèles à la doctrine du maître, les collectivistes purs. Cela se conçoit d'ailleurs. La coopération est un moyen d'améliorer la situation du prolétariat : le collectivisme *intégral*, n'admettant que l'émancipation *absolue*, lui déclare la guerre. La coopération laisse à l'individu la possession personnelle de ses biens. Elle aspire même à donner progressivement, en toute propriété, les instrument du travail à ceux qui s'en servent. Elle rend ainsi hommage à l'individualisme et ne songe à une socialisation que dans la mesure où ses adhérents parviennent à fonder une propriété collective, dont l'accumulation des fonds de réserve est le baromètre. Le collectivisme pur exige, au fond, malgré quelques réserves de détail l'enlèvement de tous les instruments de production et d'échange à leurs détenteurs, leur fusion et leur remise à une abstraction : la collectivité. Le collectivisme est une révolution brutale, même si elle est légale. La coopération est l'évolution pacifique. Si elle présentait un autre caractère, croit-on qu'Owen, le père du coopératisme, tant attaqué par les marchands de son époque, eût eu comme avocats les deux frères du roi d'Angleterre et que ceux-ci eussent présidé des réunions dans lesquelles le grand industriel de Manchester

exposait les plans des coopératives? — qu'il eût compté parmi ses protecteurs lord Liverpool et le duc de Wellington? — que les souverains et les diplomates réunis, en 1815, au Congrès d'Aix-la-Chapelle, lui eussent fait un réel succès d'estime? — que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'eût accueilli avec des honneurs extraordinaires et que le Congrès lui eût accordé une séance solennelle et le privilège d'y parler à la tribune?

La coopération est évolution et non révolution. En effet, elle a pour essence l'association. Et l'association est la loi fondamentale, celle qui régit l'univers dans toutes ses manifestations physiques et morales, naturelles et politiques. L'homme n'existait pas encore sur terre que déjà les animaux les plus humbles cherchaient, dans l'association, un instrument de lutte pour la vie. C'est par l'association qu'aux âges préhistoriques, les anthropopithèques ont pu se soustraire aux crocs des fauves et aux forces exterminatrices d'une nature indomptée; que les premiers civilisés ont fondé leurs villes et que les premiers chrétiens ont conquis sur la barbarie le monde alors connu. C'est par l'association que les esclaves des Pharaons, attelés en interminables files dirigées par un musicien ébranlant un tambour d'airain, ont accumulé les grandioses monuments d'Egypte et que des centaines de rameurs, frappant les flots en cadence, ont permis aux navigateurs de Tyr, de Carthage, de Rome, du Nord, de Venise, de Flan-

dre, de Portugal, d'Espagne, de France, de découvrir l'univers. C'est par l'association que les travailleurs contemporains parviennent à organiser ces monstrueux amas de fer et de cailloux, ces chaos de constructions et d'abîmes qui constituent les cités modernes, à séparer les continents, à réunir les mers, à maîtriser les airs. C'est par l'association, par la *commune*, que, dès le xii^e siècle et dans presque toute l'Europe, nos ancêtres ont réussi à se soustraire aux caprices seigneuriaux; à fonder cette classe moyenne, ce Tiers-Etat qui reste, dans l'histoire, l'apôtre de la Liberté et le soldat du Droit. C'est par l'association que, dans tous les pays civilisés, les prolétaires du xx^e siècle tentent de faire entrer l'Egalité et la Fraternité dans la réalité des choses.

La nature commande aux êtres vivants l'association ou la mort. L'association est la loi immortelle.

Et l'association agricole a été la première manifestation de cette loi considérée au double point de vue économique et juridique. Aussi a-t-elle marqué de ses traits essentiels toutes celles qui l'ont suivie. Chez elle, les volontés individuelles convergeaient vers le même but. La majorité décidait. Voilà pourquoi, dans toutes les législations, se retrouve cette règle capitale: le droit des majorités, soit pour la formation, soit pour l'administration des sociétés.

L'association agricole n'est pas seulement la plus ancienne. Elle est aussi l'association par

excellence. D'où jaillit la force d'une société? Qu'est-ce qui assure son existence? La mise au premier plan d'intérêts communs existant entre des biens matériels.

Dans un élan d'enthousiasme, une union entre individus peut se créer. Mais que dure-t-elle? Ce que dure l'enthousiasme: pas bien longtemps. Et si elle dure, ce n'est que par routine, indifférence, soumission ou intérêt. — Autrement solide est l'union entre biens que l'association agricole réalise. Les campagnards d'un pays donné ont des intérêts communs extrêmement concrets. Tous se rapportent, d'une manière générale, à l'achat de l'outillage, des marchandises nécessaires à leur existence et à la vente des produits de leurs terres. Ils vivent dans le même lieu. Leurs habitudes sont les mêmes. Ils ont donc besoin des mêmes denrées, des mêmes vêtements. La terre est la même: il lui faut donc les mêmes engrais et les mêmes instruments. Les récoltes sont de mêmes espèces: le prix qu'en retire l'un intéresse les autres. La contiguïté ou tout au moins la proximité des héritages crée entre leurs propriétaires une solidarité matérielle qui a, sur ceux-ci, plus d'influence que la plus forte des solidarités morales.

Tous profitent de la multiplicité des services fonciers réciproques, tels que dessèchement de marais, irrigations, plantations d'arbres, création et entretien de chemins. C'est pour ces motifs que l'association rurale est la plus vivace de toutes.

Comment s'étonner, dès lors, que le prêche fulminant des négociants danois restât une salve d'artillerie à blanc ! Une véritable union nationale se scella en faveur de l'association coopérative. Paysans riches et pauvres, travailleurs des champs et des villes acceptèrent de donner leur collaboration loyale à l'expérimentation qui s'esquissait. La bourgeoisie elle-même, peu émue par la perspective d'un irréalisable grand soir, adhéra au mouvement. Les ecclésiastiques qui, à tort ou à raison, passent pour les champions du conservatisme, en vinrent à assimiler la coopération à la charité chrétienne en acte. « Pour convertir les infidèles, écrivait le franciscain Roger Bacon, dans l'*Opus Majus* qu'il adressait à Clément IV, il faut aller vers eux armé des merveilles de la science ». « Pour donner au peuple l'existence honorable qui convient à des créatures de Dieu, disent les pasteurs danois, il faut lui porter les bienfaits de la coopération. »

Quoi de plus naturel que ce généreux entrain ? Que désire l'homme ? Obtenir le maximum de jouissances avec le minimum d'efforts. Offrez-lui un moyen d'adoucir son existence. Il le considère de suite avec sympathie et se déclare prêt à en faire l'essai, surtout s'il ne contrarie ni une passion politique, ni une conviction religieuse, ni une conception philosophique, ni un préjugé. Ce fut le cas pour la coopération.

Il est si commode d'œuvrer dans une association

qui, s'occupant exclusivement d'intérêts économiques, ne gaspille point son énergie dans une politique bavarde et décevante.

Bien qu'on ait parfois essayé de la domestiquer à un parti, — elle était, en Belgique, socialiste, catholique ou libérale; en France, elle a trop longtemps été rouge ou jaune; en Italie, le parti romain cherche à l'accaparer, — la coopération a réalisé ce miracle: harmoniser les efforts de mystiques comme Vigano, de protestants comme Maurice et Sonne, de catholiques comme Raiffeisen, d'israélites comme Lassalle et d'hérétiques comme Robert Owen, de socialistes comme César de Paepe, de saint-simoniens comme Buchez, de procureurs généraux comme Cabet, d'évêques comme Mgr de Ketteler.

Qui sait si elle ne sera pas, un jour, cette mer paisible où aboutiront les tumultueux torrents de toutes les agitations politiques?

Les négociants en ont été pour leur avalanche de paroles, d'écrits et d'argent. Leurs foudres étaient de carton. Leur feu d'artifice ne laissa derrière lui que de légers flocons de fumée. En vain cherchèrent-ils à provoquer une panique après les malversations du ministre Alberti: une effroyable campagne anticoopérative fut menée par toute une presse à gages, mais elle ne réussit pas à provoquer une seule démission au sein des coopératives centrales. En vain s'efforcèrent-ils de compromettre le crédit des coopératives par une multitude

de communications erronées faites aux journaux ou répandues par des agents. Ils rêvèrent d'obliger les banques à boycotter les coopératives. Ils tentèrent de créer une grève d'adhérents en engageant ceux-ci à démissionner, à retirer leurs dépôts, à exiger le remboursement de leur quote-part des fonds de réserve. Leurs efforts restèrent sans résultat.

Ils l'avaient, d'ailleurs, vu eux-mêmes. Aussi s'étaient-ils déjà résolument tournés vers les pouvoirs publics, sollicitant la taxation impitoyable de ces associations dont ils ne pouvaient démontrer la nocivité, la création d'impôts spéciaux à elles, l'interdiction aux fonctionnaires d'y adhérer; le gouvernement se révéla atteint de surdité...

Il n'y avait plus que le corps à corps avec les coopératives. Tête baissée, les commerçants foncèrent. Ils s'engagèrent mutuellement à rompre toutes relations avec les fabricants de gros qui vendraient aux coopératives, à congédier tous ceux de leurs employés qui en feraient partie, à supprimer tous traités de publicité aux journaux qui accepteraient leurs annonces... Autant de coups d'épée dans d'eau.....

Avides d'écraser le germe dans l'œuf, ils sacrifièrent une partie de leurs bénéfices, essayant d'acheter la marchandise au producteur plus cher que les coopératives et de la revendre au consommateur moins cher qu'elles.

Les propriétaires d'abattoirs industriels se signalèrent particulièrement. Rien ne les arrêta.

A prix d'or, ils débauchèrent les garçons des coopératives. Ils les soudoyèrent pour faire de la mauvaise besogne, pour saboter la viande. — Poussés par leurs collègues... et aussi par l'appât d'un gain momentané, les négociants en fourrages tentèrent à Arrhus, en 1896, de ruiner les éleveurs. Nous connaissons déjà la réponse des coopérateurs : la fondation de la « Société du Jutland pour l'achat du fourrage ».

L'élan coopératif brise toutes les manœuvres : chaque jour accuse ses nouveaux succès.

Un fait caractérise sa victoire. La ville danoise est une citadelle pour les marchands. Eux seuls ont le droit d'exercer un commerce dans un rayon de sept milles du marché urbain, de quatre milles et demi pour quelques articles de première nécessité. Les coopératives ont pu obtenir d'ouvrir leurs magasins dans la zone neutre et de concurrencer ainsi dans leur fief les négociants urbains : la jurisprudence les considère comme de simples distributrices et non comme des commerçantes.

Payant d'audace, beaucoup admettent le public à acheter chez elles. Par habileté et par respect des principes coopératifs, elles ne le font pas participer aux bénéfices. Cela désarme leurs adversaires. Ce désarmement ne coûte d'ailleurs aux coopératives que le paiement d'une patente — 125 couronnes environ — largement compensé d'ailleurs par le gain réalisé sur la clientèle non associée.

Les négociants n'ont plus qu'à s'avouer vaincus.

Ils offrent maintenant leurs fonds disponibles aux caisses de crédit. Ils souscrivent aux emprunts émis par les coopératives de production. Placements de pères de famille ! Ils adoptent les procédés commerciaux de leurs rivales : tous les exportateurs, par exemple, timbrent leurs œufs comme les coopérateurs.

D'une situation qui allait leur être critique et sur laquelle leur action restait inefficace, ils sont les premiers à vouloir profiter : les Danois sont gens pratiques.

CHAPITRE IV

LES RÉSULTATS ACQUIS

La fortune nationale augmente

La coopération a puissamment contribué à la progression de la richesse du Danemark.

Sous la poussée de l'évolution qui la soumet de plus en plus au régime capitaliste, l'agriculture s'industrialise. Il lui est interdit de se cristalliser dans la routine. Elle est plus qu'un art. Elle est une science.

La coopération, grâce au capital procuré par sa forme crédit, aux économies réalisées par sa forme consommation, à l'organisation méthodique et aux gains procurés par sa forme production, a permis une exploitation plus rationnelle : sous son influence, des travaux de drainage ont amélioré 550.000 hectares de terres humides ; des plantations ont commencé à rendre la vie à des régions désolées : 120.000 hectares de landes ont été défrichées et mis en valeur ; 18.000 hectares de marécages ont été desséchés ; 450 kilomètres de canaux ont été construits. Tous les terrains sablonneux

ont été marnés. Les engrais artificiels ont donné à la terre une nouvelle vigueur ; les graines étant mieux choisies et vérifiées, les semis plus abondants, les semoirs plus pratiques, les récoltes ont dépassé les espérances ; des machines se sont extrêmement répandues : les petites exploitations elles-mêmes ont un outillage irréprochable. Au simple travail du sol s'est ajouté une florissante industrie agricole ; des laiteries modèles, des abattoirs richement installés fonctionnent à la satisfaction générale. Les animaux ont été sélectionnés ; les races indigènes se sont améliorées. Le troupeau s'est considérablement accru : voici dans quelles proportions — d'après le dernier recensement du 15 juillet 1909.

Espèce chevaline.

	Animaux
1863	330.000
1893	410.639
1909	535.018

Espèce bovine.

1863	1.120.860
1893	1.696.190
1909	2.253.982

Espèce porcine.

1863	304.000
1893	829.131
1909	1.467.822

Gallinacés.

	Poules	Dindons
1893	5.855.999	40.512
1909	11.815.783	45.771

Palmipèdes.

1893	723.708 canards
1909	791.797 »

L'exportation des produits agricoles a subi un prodigieux mouvement de hausse depuis que la coopération a acquis droit de cité dans les campagnes. Cette exportation a été, il est vrai, considérablement favorisée par la création, sur la côte orientale du Jutland, du port d'Esbjerg qui évite aux marchandises le transit par l'Allemagne, et par la subvention d'un demi-million de francs allouée, chaque année, par l'Etat, aux lignes de navigation qui mettent le nouveau port en relation avec le Royaume-Uni. Mais cette création et cette subvention sont elles-mêmes, en grande partie, le fruit d'un vigoureux effort des coopératives: la revue de la presse danoise, avant leur vote par les Chambres, et les débats parlementaires sont là pour le prouver.

Il n'en reste pas moins vrai que le développement de l'exportation agricole danoise est en coïncidence intime avec celui de la coopération rurale. L'indice s'en trouve résumé, avec concision et

clarté, en quelques chiffres fournis par le Bureau des statistiques de l'Etat danois et par la Chambre de commerce de Copenhague. Regardez ce tableau de l'augmentation des exportations des beurres, lards et œufs avant 1880 — c'est-à-dire avant la création des laiteries, des abattoirs coopératifs et des associations d'exportations d'œufs — et de 1880 au début de ce siècle — c'est-à-dire dans la période de fondation et de première croissance de ces établissements.

	Beurres — Francs	Lards — Francs	Œufs — Francs
1876-80	28.000.000	26.000.000	1.650.000
1886-90	60.000.000	38.000.000	3.600.000
1896	97.000.000	58.000.000	7.000.000
1901	169.000.000	82.000.000	27.000.000

En même temps que la coopération prenait une importance plus grande, l'exportation continuait son mouvement ascensionnel.

La douane danoise dresse ainsi son dernier relevé annuel :

	Quantité — Unités	Valeur — Francs
Chevaux	24.890	25.225.720
Bêtes à cornes . .	124.680	50.074.750
Œufs	38.451.000.000	37.809.390

	Quantité — Kilos	Valeur — Francs
Pores	127.514.100	202.956.680
Bœufs et veaux ..	26.310.600	31.067.890
Moutons		
et agneaux	191.400	247.420
Autres produits de boucherie	19.763.500	10.768.330
Beurre	85.164.900	265.612.320
Lait et crème	36.906.300	30.550.810
Fromage	354.600	296.070
Peaux de vaches et de bœufs	6.124.600	10.281.830
Peaux de veaux ..	3.094.200	8.224.630
Peaux de moutons et d'agneaux ..	1.029.900	1.371.930
Autres peaux non préparées	2.288.800	1.209.300
Cuir et peaux pré- parées	83.800	530.980
Cornes et os bruts et travaillés	7.258.500	896.550

Cette statistique est l'éclatante manifestation de la vigueur de la production rurale et de l'influence de la coopération sur la prospérité agricole de la Nation — prospérité telle que la valeur moyenne d'un hectare de bonne terre, bien situé, est passée de 1.165 francs, en 1850 à 5.000 francs en 1914.

La population rurale s'accroît

L'émigration paysanne se ralentit

A la veille de l'essor du mouvement coopératif agricole, en 1880, le Danemark comptait 1.116.242 agriculteurs. Le dernier recensement — en date du 1^{er} février 1911 — en accuse 1.647.350.

Pourquoi les paysans restent-ils fidèles à leur foyer?

Pourquoi n'abandonnent-ils pas leurs villages?

Parce que, chez eux, on ne trouve pas la cause primordiale de ce formidable exode, de cette transplantation totale, de cet adieu définitif à la terre des ancêtres qui anémient tant d'autres peuples et qui ont reçu ce nom sinistre : la désertion des campagnes. Si la vie des champs était douce à qui ne possède rien ou ne possède que fort peu, le travailleur rural ne la quitterait pas pour se jeter dans le gouffre des grandes cités. Ce qui le pousse à émigrer, c'est le manque d'un lopin de terre lui appartenant en propre, sur lequel il puisse s'enraciner — lopin de terre capable de lui assurer, pour lui et les siens, une existence convenable et d'élever ses perspectives sociales ; c'est l'absence de logis réalisant un minimum de confortable et dans lequel puisse se développer une vie de famille reconfortante.

La coopération a changé les conditions de vie du

rural par l'aisance procurée aux petits propriétaires, par la possibilité d'accession à la propriété laissée, non seulement aux ouvriers qu'elle emploie, qu'elle traite particulièrement bien et qu'elle admet à la participation aux bénéfices, mais aussi aux journaliers et aux domestiques mieux payés (1) par des maîtres plus à l'aise.

L'ancienne ferme, pièce unique s'éclairant par la porte et servant à la fois de chambre à coucher, de cuisine, de salle à manger, de cave, de grenier, de poulailler, est presque devenue une curiosité archéologique. La plupart des maisons d'aujourd'hui se composent d'une cuisine et de deux chambres. Beaucoup ont même quatre pièces, deux au rez-de-chaussée, deux au premier étage — et il ne faut pas croire que ce soit spécialement celles des richards. Sans être luxueux, l'ameublement est suffisant, parfois même coquet. Le vieux lit sur

(1) Salaires annuels de domestiques nourris : Hommes, 1905 : 387 fr. 80 ; 1910 : 506 francs. — Femmes, 1905 : 240 fr. 45 ; 1910 : 305 fr. 80.

Salaires annuels de journaliers non nourris : 1905 : 806 fr. 20 ; 1910 : 945 fr. 20.

Salaires quotidiens de journaliers non nourris : l'été et le printemps, 1905 : 2 fr. 71 ; 1910 : 3 fr. 25. — A la récolte, 1905 : 3 fr. 25 ; 1910 : 3 fr. 90. — L'hiver, 1905 : 2 francs ; 1910 : 2 fr. 45.

Sur 5 441 individus qui, de 1900 à 1910, ont acquis des petites fermes avec l'aide de l'Etat. 3.958 étaient des journaliers et 527 des domestiques. Les autres — 956 — avaient des professions diverses.

lequel toute la famille pouvait se reposer, n'existe plus. Les armoires sont bien garnies de linge et les bahuts de vaisselle. A table, chacun a son assiette, sa cuillère, sa fourchette, son verre. La batterie de cuisine, alignée, astiquée, témoigne, par sa diversité, d'une certaine recherche dans la confection des aliments. Comme nous sommes loin de l'antique et immense marmite d'il y a cent ans, dans laquelle les pommes de terre ne paraissaient que trois fois par semaine et la viande, le dimanche seulement !

Jadis le pain, passablement grossier, se fabriquait à la maison, et constituait la base de la nourriture. Aujourd'hui, le moindre *husmand* envoie son blé à la boulangerie coopérative qui le lui rend sous forme de miches croustillantes. On en mange d'ailleurs moins que jadis, pour cette excellente raison qu'on se nourrit mieux. Il suffit, pour se rendre compte de l'amélioration des conditions matérielles de la vie, de considérer les grosses quantités de produits alimentaires de demi-luxe (café, thé, sucre, pâtes, etc...), importées par les coopératives de consommation qui, toutes, sauf quelques très rares exceptions, se sont constituées à la campagne.

Mieux logé, mieux nourri, le paysan s'habille mieux aussi. Il n'y a pas très longtemps encore — cinquante ans peut-être — les tisserands fournissaient un drap assez primitif qui ne s'usait jamais. Maintenant les hommes s'habillent à la confection :

les coopératives de consommation leur vendent des « complets » de provenance anglaise ou allemande. Le pardessus, la pèlerine imperméable — bien nécessaire sous un climat humide — se font de moins en moins rares. Les brodequins prennent la place des sabots que l'on réserve pour certains travaux et pour les jours de pluie et de boue. Il va sans dire que les femmes se sont hâtées de suivre ce mouvement. Elles tendent de plus en plus à porter des robes sur mesure. Certaines poussent même la coquetterie jusqu'à distribuer le grain aux volailles, aller aux champs et donner la soupe aux porcs avec des bagues aux doigts et des bracelets aux poignets. Serait-il même permis d'ajouter que ce n'est pas sans intérêt qu'un grand nombre d'entre elles suivent, de loin, les élégantes de Copenhague : bien des journaux, presque exclusivement lus par des paysans, ont dû créer une chronique de la mode.

Dans ces conditions, la masse de la population danoise étant composée d'agriculteurs, il n'est pas étonnant, que si, vers 1880, près de quinze mille individus émigraient annuellement dans les pays d'outre-mer — surtout aux Etats-Unis — 8.636 seulement se soient expatriés en 1912. Ce nombre a même été, parfois, plus bas : en 1908 notamment, il n'atteignait pas 4.600. Encore faut-il considérer que, sur ces 8.636 individus notés en 1912, 2.961 sont des femmes qui suivent leurs maris ou leurs compagnons, ou vont à l'étranger se placer comme domestiques ou employées de commerce. Les 5.675

hommes exercent : 101, la profession de marin ; 412, celle d'employés de commerce ; 1.154, celle d'employés d'industrie et de petits artisans ; 329, des métiers divers allant de celui de crieur de journaux à celui de rentier ; 1.892 sont des ouvriers ou des domestiques — dont une faible partie provient de la campagne. Les autres, c'est à dire 1.342 individus, appartiennent à l'agriculture.

Tandis que, dans le temps, ceux qui émigraient étaient surtout des paysans, aujourd'hui ce sont des ouvriers. Cela s'explique : la population des usines a énormément progressé. En 1875 encore, elle ne comptait que 21.000 têtes ; maintenant elle en compte près de 70.000. Cet accroissement peut paraître normal par rapport au développement de la population globale du Danemark qui est passée de 1.969.039 habitants en 1880, à 2.757.076 en 1911. Malgré les efforts de la Nation excitée par l'activité gouvernementale, et pour les causes déjà indiquées au début de cet ouvrage, l'industrie n'a pas pu prendre une extension proportionnelle à cet accroissement. Il en est résulté une rupture d'équilibre manifestée à certaines époques par quelques grèves un peu tapageuses et, en permanence, par l'exode des prolétaires citadins vers un marché du travail moins encombré : l'Amérique.

De l'accroissement de la population industrielle qui, de 1850 à nos jours, est passée de 20 à 39 0/0 de la population globale, il ne faudrait pas conclure à

l'abandon de la terre par ses exploitants pour l'outil de l'ouvrier d'usine.

Evidemment, il y a des paysans qui se laissent tenter par la vie de salarié citadin. Celui-ci, de loin, semble un monsieur. Le dimanche, il se promène vêtu d'un costume calqué sur celui de son patron. Il est aussi libre que l'oiseau sur la branche; il se moque de la gelée et de l'orage; il travaille sous un toit, à l'abri des intempéries. Comment pourrait-il être dans la gêne avec les quatre couronnes qu'il gagne, au moins, chaque jour? Rien ne rebute ces ruraux naïfs: ils se font garçons de magasin, distributeurs de prospectus, domestiques, conducteurs de tramways. Ne rappellent-ils pas ces paysans qui, dans leur frénétique désir d'entrer dans la Rome antique, se vendaient comme esclaves, espérant s'affranchir plus tard, devenir même citoyens et goûter aux délices du Forum? Hélas! leur folle espérance n'était qu'un rêve sans lendemain. Ils restaient esclaves. Tels les alouettes qui se laissent attirer par le scintillement trompeur du miroir, les paysans danois, hypnotisés par le fallacieux mirage de la vie urbaine, restent prolétaires. Ils se condamnent à la misère à perpétuité. Heureusement qu'ils sont peu nombreux!

Si le prolétariat de l'usine augmente si rapidement, le motif en est dans la fécondité des familles ouvrières. « Vous vous distraisez en jouant du piano, disait dernièrement une pauvre ouvrière de Copenhague, mère de famille, à la femme d'un

parlementaire qui, au nom d'une œuvre de bienfaisance, la visitait. Les gens du peuple n'ont pas le moyen de s'offrir des pianos.Notre piano, le voilà!... » Et elle montrait son lit. C'est, du reste, un fait d'expérience courante que dans les milieux misérables, la famille se reproduit avec une facilité extrême. Il faut avouer qu'il y a, parmi les prolétaires de l'usine, des détresses poignantes. Le bonheur universel n'est pas de ce monde. La misère est une tare chronique de l'humanité. On peut sans doute en atténuer les horreurs. Sa suppression totale paraît ne pouvoir être qu'une œuvre miraculeuse et peut-être néfaste. Cela nous amène à conclure par la comparaison du travailleur des champs qui jouit des bienfaits de la coopération sous toutes ses formes, et du travailleur de l'usine qui en est encore privé — presque en totalité: l'un est heureux, l'autre est parfois atrocement malheureux. L'un reste fidèle à sa terre. L'autre va chercher, au loin, l'oubli de son infortune. Singulière coïncidence! Sachant ce que nous savons de l'aide portée au premier par la coopération, ne pouvons-nous pas voir dans son bonheur autre chose qu'une simple coïncidence? N'est-ce pas plutôt un résultat. Souhaitons au second d'être bientôt, lui aussi, le bénéficiaire d'un résultat analogue. Ce jour-là, le travailleur industriel ne sera plus obligé de s'expatrier pour pouvoir manger à sa faim. Dans l'aisance, il grandira et il vivra paisiblement à l'ombre du clocher qui l'aura vu naître, comme dès maintenant grandit et vit le travailleur rural.

La petite propriété se fortifie

Sous l'influence des idées de Karl Marx; — importées en Danemark, au lendemain de la Commune de Paris, par des pamphlets anonymes propagés par un Comité adhérent à l'Alliance Internationale des Travailleurs et par le *Socialisten*, journal rédigé par un publiciste de quelque talent, Harald Brix, sans cesse traqué par la police, condamné par les tribunaux, obligé parfois de s'imprimer clandestinement en Allemagne, à Hambourg, ou en Suède, à Malmö — il fut longtemps admis, dans les cercles avancés, que la classe des salariés ruraux était destinée à s'accroître des petits exploitants voués à l'expropriation et que, dans l'agriculture, comme dans l'industrie, l'avenir appartenait aux entreprises capitalistes, c'est-à-dire à la grande culture se présentant sous forme de très vastes exploitations susceptibles de concentrer en elles mêmes une forte somme de capital et de travail.

Ces prévisions ne se sont nullement réalisées.

D'abord, la petite propriété, celle dont on son-
nait le glas, a résisté aux méfaits du capitalisme,
aidée par la coopération de crédit qui lui procurait
les fonds nécessaires à la lutte contre les gros do-
maines et contre la concurrence de l'étranger sur
le marché international, — par la coopération de
consommation qui lui remettait les matières pre-

mières de meilleure qualité au prix de gros, c'est-à-dire l'aidait à réduire ses frais généraux — par la coopération de production qui, la mettant en rapport direct avec les consommateurs, augmentait ses bénéfices de tout ce qui aurait constitué le gain des intermédiaires.

Il importe de bien souligner ce fait. La petite propriété est la principale bénéficiaire de la coopération rurale.

Voici, d'ailleurs, un indice de la place qu'elle occupe dans l'activité coopérative.

Sur 153.108 propriétaires affiliés aux laiteries coopératives et possédant un chiffre global de 1.051.223 vaches, nous trouvons, exception faite de 3.277 domaines (comprenant 16.848 vaches) pour lesquels aucune superficie n'est indiquée dans les statistiques officielles :

1.243 propriétés de moins de 0,55 hectares possédant						1.850 vaches
45.858	—	—	0,55 à 5	—	—	112.207
75.475	—	—	5 à 30	—	—	500-132
21.293	—	—	30 à 60	—	—	279.599
5.680	—	—	60 à 240	—	—	116.635
282	—	—	plus de 240	—	—	24.552

Sur 85.558 propriétés affiliées aux abattoirs coopératifs et possédant un total de 918.121 porcs, nous trouvons, exception faite de 1.468 domaines (comprenant 12.746 porcs) sur lesquels le *Landbrugsmi-nistériet* (1) est muet :

(1) Ministère de l'agriculture

749 propriétés de moins de 0,55 hectares possédant						2.682 porcs
18.500	—	—	0,55 à 5	—	—	76.816 —
45.619	—	—	5 à 30	—	—	442.405 —
15.238	—	—	30 à 60	—	—	274.587 —
3.773	—	—	60 à 240	—	—	91.090 —
211	—	—	plus de 240	—	—	17.795 —

Grâce aux avantages offerts par la coopération, la petite exploitation est arrivée à rivaliser avec la grande.

D'autre part, grâce encore aux mêmes avantages, beaucoup de paysans, aidés d'ailleurs par des prêts *ad hoc* consentis par le Trésor à 3,5 % et amortissables en 60 ans, ont pu, sans secousse, sans perturbation sociale, acquérir petit à petit la propriété de la plus grande partie des terres qu'ils détenaient, moyennant certaines redevances payées à la propriété seigneuriale, en vertu de baux emphytéotiques, soit à perpétuité (*arve feste*), soit à vie pour eux et leurs femmes (*boeste*). Tous les droits féodaux — corvées, servitudes, redevances en nature — ont été rachetés. Le fermier est devenu propriétaire d'une terre désormais libre.

En outre, les ouvriers ruraux attachés aux domaines seigneuriaux — les *husmænds* — qui logeaient dans une petite maison entourée d'un modeste champ attenante au château, se sont eux aussi libérés de toutes les dîmes qui pesaient sur eux : la coopération de consommation leur a permis d'épargner quelque argent ; la coopération de production, à laquelle, ouvriers, ils participaient déjà par

la vache, les poules, les porcs qu'ils possédaient, leur a procuré des gains supplémentaires.

Ainsi, ils ont pu constituer un petit capital — quelques billets de cent couronnes — et solliciter leur admission au bénéfice de la loi de 1899, sur la constitution des biens de famille (1).

(1) La loi du 24 mars 1899 autorise le Trésor à faire, jusqu'à concurrence de 5 millions de couronnes par an, des prêts aux ouvriers de bonne réputation, en vue de la constitution d'exploitations agricoles. Chaque prêt ne peut être au plus que des neuf dixièmes de la dépense totale à engager. L'ouvrier doit donc posséder en propre une somme égale au dixième de la valeur du lot à acquérir. Il doit en justifier, ainsi que de sa bonne conduite et de sa moralité, devant une commission de trois membres, comprenant nécessairement un *husmand*, c'est-à-dire un ouvrier ayant déjà bénéficié des bienveillantes dispositions de cette loi, commission instituée dans chacun des dix-huit départements (*amts*) et nommée par le ministre de l'agriculture, sur la proposition du Conseil général. C'est le ministre qui statue, dans les limites des crédits ouverts au budget. Engarantie, l'Etat se réserve la première hypothèque sur le lot acheté et ce qui le garnit. Il n'exige qu'un intérêt annuel très minime : 3 %. L'amortissement ne commence qu'après cinq ans de jouissance. A dater du début de la sixième année, la moitié seulement de la dette est amortie moyennant 4 % par an. Quand cette première partie de la dette est éteinte, c'est au tour de la seconde. Mais le taux descend alors à 3,50 %, intérêt et amortissement. Le Trésor ne peut exiger un remboursement anticipé tant que le petit domaine est bien tenu et convenablement exploité. Des dispositions législatives, en date du 22 avril 1904 et du 30 mars 1909, ont encore facilité, par des mesures de détail, l'accession des ouvriers à la propriété.

L'Etat leur a prêté le complément de la somme nécessaire à l'acquisition de domaines dont la valeur ne doit pas dépasser 5.600 francs (y compris les bâtiments, le bétail et l'outillage) et dont la superficie doit se tenir entre un hectare et quatre hectares et demi : en moyenne, elle est de 2 hect. 37 dans les Iles, de 3 hect. 51 dans le Jutland où la terre est moins fertile.

C'est ainsi que la petite propriété s'est non seulement maintenue, mais accrue à la fois, en nombre et en superficie.

Le type de l'exploitation agricole danoise est un

Voici quelques données statistiques sur le résultat de ce système :

Nombre d'exploitations constituées : du 1^{er} avril 1909 au 31 mars 1910, 610 ; du 1^{er} avril 1910 au 31 mars 1911, 685 ; du 1^{er} avril 1911 au 31 mars 1912, 498 ; du 1^{er} avril 1912 au 31 mars 1913, 470.

Montant des prêts : du 1^{er} avril 1909 au 31 mars 1910, 3.042 221 couronnes ; du 1^{er} avril 1910 au 31 mars 1911, 4.061.459 couronnes ; du 1^{er} avril 1911 au 31 mars 1912, 2 989 214 couronnes ; du 1^{er} avril 1912 au 31 mars 1913, 2.958.521 couronnes.

Les 5441 ouvriers mis en possession, de 1900 — époque de la mise en application de la loi — à 1911, se répartissent ainsi :

Quant à l'âge : 1 548 avaient de 25 à 30 ans ; 2.347, de 30 à 40 ans ; 1.274, de 40 à 50 ans ; 240, plus de 50 ans.

Quant à l'état civil : 4 470 étaient mariés avant la prise de possession ; 565 se marièrent dans l'année ; 307 restèrent célibataires ; pas de renseignements pour 99 d'entre eux.

Quant à la profession : 3 938 étaient journaliers ; 527 domestiques ; 926 exerçaient des métiers divers.

domaine de faible étendue, mis en valeur par le propriétaire lui-même, auquel on ne peut songer à consacrer ni gros capitaux, ni travail de nombreux ouvriers. En voici, du reste, la preuve, sous forme de deux tableaux résumant l'évolution de la propriété foncière et de l'exploitation agricole, d'après les résultats des enquêtes du *Landbrugsministeriet* de 1873, 1885, 1895 et 1905. L'unité employée pour la mesure de la superficie n'est pas l'hectare, mais le *tonneau de hartkorn* (1), qui représente l'étendue de la meilleure terre du baillage de Copenhague qui puisse êtreensemencée avec un tonneau de blé dur (*hartkorn*), c'est-à-dire 2 hectares 83 ares.

NOMBRE D'EXPLOITATIONS

Les propriétés de 20 tonneaux de hartkorn et plus sont au nombre de	1873	1885	1895	1905
de 20 à 12	847	896	916	919
de 12 à 8	1.114	1.145	1.201	1.174
de 8 à 4	4.034	3.953	3.881	3.765
de 4 à 2	25.908	24.636	24.065	23.327
de 2 à 1	22.558	23.397	23.672	24.365
de 1 à 1/2	19.694	20.979	21.585	23.060
de 1/2 à 1/4	66.535	68.733	67.656	69.131
de 1/4 à 1/32	39.415	46.364	47.605	51.927
de 1/32	26.688	36.860	46.279	62.152
sans hartkorn.	32.626	36.469	34.058	29.310
Nombre total des exploitations agricoles	239.419	263.432	270.918	289.140

(1) Le système métrique, établi en Danemark par la loi du 4 mai 1907 et le rescrit du 28 juillet 1909, n'est devenu obligatoire pour la chose publique qu'à dater du 1^{er} avril 1910 et, d'une manière générale, à dater du 1^{er} avril 1912.

SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS

Les propriétés de 40 tonnes de hart- korn et plus occu- pent. . . . Th.	1873	1885	1895	1905
	—	—	—	—
de 40 à 12 »	37.400.25	39.516.62	40.375.42	40.547.43
de 12 à 8 »	16.474.22	17.091.95	17.836.95	17.634.70
de 8 à 4 »	37.839.06	37.152.28	36.532.32	35.525.04
de 4 à 2 »	147.907.41	139.887.13	137.293.58	132.005.03
de 2 à 1 »	65.503.33	67.876.30	68.488.76	70.456.49
de 1 à 1/4 »	28.501.97	30.149.71	31.039.90	33.122.88
de 1/4 à 1/32 »	33.832.67	35.059.71	34.721.86	36.072.73
de 1/32 »	5.127.74	5.798.99	5.824.20	6.199.94
	370.29	511.16	629.74	855.11
Les exploitations agricoles couvrent au total. . . Th.	372 956 94	373 043.85	372.742.73	372.419.35

Il résulte de ces chiffres que, s'il est exact que la grande propriété a augmenté, elle ne l'a fait que dans des proportions relativement minimes — et en grande partie à cause de l'achat par des capitalistes de vastes étendues de terrain dans les landes du Jutland, en vue d'essais de traitement de la limonite pour l'extraction du fer. La propriété moyenne — celle de 10 hectares et demi à 30 hectares environ — a subi un sensible mouvement de recul. Mais ce n'est pas elle que visait Karl Marx. Du reste, ce qu'elle a perdu a été regagné par la petite propriété et surtout par la très petite propriété qui, toutes deux, ont sensiblement progressé.

En bien de pays, le capitalisme — et par ce mot il faut entendre le système qui tend à obtenir le maximum de revenus possible par les moyens techniques les plus perfectionnés — tend à procurer la

scission de la propriété et du travail, sous deux formes un peu particulières. La propriété paysanne y recule, soit qu'elle passe aux mains de créanciers hypothécaires, soit qu'elle s'émiette en parcelles trop petites pour pouvoir être scientifiquement exploitées et pour suffire à l'entretien d'une famille. En est-il de même en Danemark?

Le prêt hypothécaire courant, celui de l'usurier, celui qui enchaîne l'emprunteur au prêteur et voue celui-ci à l'expropriation fatale en l'empêchant, par un taux d'intérêt trop élevé, de pouvoir jamais se libérer de sa dette, ce banal prêt a bien perdu de son importance en Danemark, sous l'action des associations coopératives de crédit. C'est ce qui explique que, dans les juridictions rurales, le nombre des ventes immobilières par autorité de justice ne dépasse pas mille par an — et encore faut-il considérer que toutes n'ont pas pour objet des exploitations agricoles, que beaucoup concernent des maisons de petites villes et que d'autres ne constituent qu'une formalité extra-judiciaire nécessitée par des règlements successoraux. Il y a, d'ailleurs, un baromètre des méfaits causés par les dettes chirographaires et hypothécaires: c'est le nombre des saisies et exécutions. Or, ce nombre, dans les circonscriptions rurales, a une tendance très marquée à diminuer: de 8.118 en 1911, il est tombé à 7.837 en 1912 — et encore importe-t-il de remarquer que ces chiffres, les seuls fournis par le ministère de la Justice, s'appliquent à tous les habitants des dis-

tricts ruraux aux cultivateurs comme aux non cultivateurs, notamment aux petits commerçants, en lutte avec les grosses firmes et avec les coopératives.

Certes, la très petite propriété existe en Danemark.

Le *husmand* qui l'acquiert avec l'aide de l'Etat, avec le concours des coopératives de crédit qui lui sont destinées, et aussi grâce aux économies que lui a fait réaliser la coopération de consommation, sort des rangs des ouvriers qui ne possèdent rien. Evidemment le lopin de terre qui entoure sa maison, ses 2 ou 3 vaches, ses 4 ou 5 porcs, ses deux douzaines de poules et sa chèvre ne lui permettent pas de faire vivre une famille. Pour boucler son budget, il doit encore travailler en moyenne 155 jours par an pour le compte d'un plus grand propriétaire que lui. Mais il a accédé à la propriété — et c'est capital. Son labeur, le secours que lui apporte la coopération de consommation et de production, sa volonté d'assurer à ses enfants une vie plus douce que la sienne l'incitent à arrondir son bien — et il y arrive rapidement: il suffit, pour s'en convaincre, de considérer l'accroissement progressif de la superficie et du nombre des exploitations de moins de 1/32 de tonneau de hartkorn à 4 tonneaux.

La création de ces domaines, minuscules peut-être au début, mais qui grandissent dans la suite, est un fait important, primordial, pour l'avenir de

l'agriculture et de la nation elle-même. Il est de vérification courante que des salariés, d'une lenteur et d'une maladresse choquantes, deviennent des prodiges de diligence dès qu'ils opèrent pour leur propre compte : le soin qu'ils portent à la mise en valeur de la terre ne peut que donner un regain de force à la petite propriété rurale — la leur. Voilà pourquoi le *husmand* qui a très modestement commencé, peut, à la fin de sa vie, — favorisé en cela par un ensemble de dispositions législatives qui, judicieusement comprises par une jurisprudence favorable aux humbles, s'opposent au morcellement indéfini des petits domaines, — laisser à ceux de ses enfants qui n'héritent pas de la maison paternelle, la possibilité d'acquérir à leur tour, avec leur part successorale, un lopin de terre susceptible d'accroissement. Il le peut parce que la coopération qui, déjà sous la forme crédit, a fait de lui un propriétaire, par sa forme consommation lui permet de produire au meilleur marché possible et le plus possible — conditions indispensables pour ne pas être écrasé sur le marché — et, par sa forme production, en a fait le principal bénéficiaire du fruit de son travail.

Une propriété collective se forme

La coopération soutient et développe la petite propriété individuelle. Elle forme aussi une pro-

priété collective. Ce n'est nullement contradictoire et c'est excellent.

Ce n'est nullement contradictoire. En effet, chaque coopérateur jouit de la propriété intégrale de son domaine qu'il peut même agrandir par l'épargne et les gains réalisés par la coopération de consommation et de production.

Mais les coopératives, auxquelles il appartient, possèdent des fonds de réserve, un outillage, des immeubles qui augmentent en raison directe de l'extension et de la prospérité des affaires; voilà justement la propriété collective.

C'est excellent. En effet, propriété individuelle et propriété collective ont chacune leurs avantages particuliers.

La propriété individuelle est-elle de droit naturel, ainsi que l'affirmait Léon XIII dans son Encyclique « *Rerum novarum* »? Est-elle, au contraire, une simple création de la loi, ainsi que le croient certains sociologues? Peu importe.

Elle est un fait historique extrêmement ancien. Son organisation et son état actuels résultent d'une lente évolution; comme le mariage, comme la famille, elle constitue une institution, une force sociale qui s'est progressivement développée et a triomphé d'une multitude de vicissitudes. Son existence est la preuve de son utilité. Sa longue carrière exige un respect au moins relatif: bien des pages de l'histoire danoise montrent qu'il n'est

pas toujours sans danger de rompre avec une institution traditionnelle.

L'étude des conditions générales de l'existence des peuples ne permet pas d'ailleurs de douter qu'aujourd'hui comme hier, en Danemark comme aux Antipodes, dans le temps et dans l'espace, la propriété individuelle s'impose, sinon pour des considérations morales, du moins pour des motifs d'ordre purement économique. Dans les régions où campent des tribus nomades, huit kilomètres carrés de terrain procurent à un seul homme de misérables moyens d'existence. Dans les pays où les indigènes se sont définitivement fixés au sol, la même superficie assure l'abondance à deux mille êtres. Il ne s'agit pas de dissenter sur la légitimité de l'appropriation par un seul individu d'une portion d'une richesse qui, au premier abord et dans la théorie pure, semble devoir rester le patrimoine de la société tout entière. Il n'y a qu'à constater un fait rendu indiscutable par l'expérience de l'histoire et la spéculation de la science; en l'état économique actuel, la propriété foncière, individuelle et libre, est, pour les sociétés civilisées et compactes, une indispensabilité pour ce bon motif qu'elle fournit aux humains le maximum de subsistances.

La propriété collective est également un fait historique. Considérable jadis, elle a eu une fortune quelque peu mouvementée, et c'est à peine si, dans notre vieille Europe, nous trouvons çà et là, en

Russie et en Suisse, quelques vestiges de ses anciennes splendeurs. Mais, en dehors de tout plan préconçu, naturellement, elle se reconstitue sous nos yeux : ce sont les caisses des syndicats, les montagnes de livres des bibliothèques publiques, les collections des sociétés savantes, les trésors des musées. La coopération, en constituant ses réserves pécuniaires, en édifiant ses magasins et ses ateliers — patrimoine commun à tous ses membres — suit tout simplement une évolution dérivant de la nature des choses, c'est-à-dire d'une loi qui, supérieure aux combinaisons artificielles, s'impose aux hommes. Aucune organisation, quelles que soient sa vivacité et son utilité, n'est autant qu'elle adaptée à cette évolution ; en raison même de ses bénéfices qui se renouvellent et prospèrent mathématiquement, elle seule peut assurer à la propriété collective une reconstitution automatique — reconstitution désirable parce que utile et utile puisque déterminée par l'ordre naturel des choses. D'ailleurs la disparition de bien des propriétés collectives a causé des regrets fort compréhensibles (1) : notamment celle des communaux. Les plaintes formulées à la tribune française, le 20 thermidor an III, par le député Baraillon, ont été reprises par Macaulay en Angleterre, par Rodbertus en Prusse, et plus récemment, par Vandervelde en

(1) Voir entre autres Laveleye. *La Propriété et ses formes primitives*.

Belgique, par Pablo Iglesias en Espagne, par d'Almeida en Portugal, par Gatti en Italie, par Georg Morris Cohen Brandes en Danemark.

Ces communaux étaient une réserve à l'usage des plus pauvres, qui parvenaient à vivre avec le peu qu'ils y grapillaient; ils gardaient leur vache et leur chèvre sur ces terres collectives; ils pourchassaient les oiseaux qui y élaient domicile; ils pêchaient les poissons des étangs, ramassaient les champignons des fossés, le bois mort.

Ces communaux étaient le patrimoine des déshérités, des malheureux et des faibles.

La propriété collective, constituée par la coopération, est un patrimoine que les générations d'aujourd'hui laisseront à leurs descendants.

Comme elle est le fruit de l'épargne collective, en l'édifiant, les coopérateurs accomplissent en commun une œuvre patriotique qui intensifie encore en eux le sentiment de la solidarité nationale et contribue à établir parmi eux, non seulement une concorde génératrice d'une force féconde, mais le respect des propriétés communes. Chez les peuples où ce respect n'existe pas, l'Etat — c'est-à-dire, en dernière analyse, chaque individu — doit s'imposer de lourds sacrifices pour reconstituer sans cesse ces biens publics sans cesse dégradés. Bancs souillés des promenades, livres salis et déchirés des bibliothèques, combien est longue la liste des coûteuses et stupides dégradations des multiples objets qui entourent l'homme vivant en

société et qu'un incompréhensible raisonnement fait considérer comme n'étant à personne, puisqu'ils sont à tous. Les porte-plumes mis à la disposition du public dans les bureaux de postes danois ne disparaissent pas aussi facilement que ceux des bureaux de l'Europe occidentale. Insignifiant, ce fait ? Non pas. Il témoigne d'une exacte connaissance de la valeur des biens communs. Un Etat dont les biens sont ainsi respectés n'est pas voué à des dépenses inutiles et improductives. Il ne connaît pas — ou il connaît moins que d'autres — le gaspillage de ses ressources, ce dont tous profitent. Même si la reconstitution des propriétés collectives n'avait pas d'autre valeur économique et ne représentait pas la forme la plus haute de la prévoyance nationale, au moins aurait-elle la valeur d'un moyen d'éducation sociale. Cela seul justifierait sa résurrection.

L'état politique se stabilise

Par le secours qu'elle lui apporte ainsi, la coopération empêche la masse agricole, majorité numérique de la nation, de s'immobiliser dans une stagnation décourageante ? Elle lui garantit la sécurité de son évolution vers les améliorations sociales urgentes, vers la réalisation des réformes les plus hardies, tout en lui épargnant les vaines querelles qui épuisent tant de peuples : ses membres ne s'oc-

cupent que de leurs intérêts économiques, et ils ne comptent que sur eux-mêmes pour les défendre. L'Etat ne constitue pas, à leurs yeux, un Messie providentiel. Sans doute, c'est sur la loi qu'il faut fonder le pays, ainsi que l'affirme la sage devise inscrite au fronton de l'Hôtel de ville de Copenhague. Mais la loi n'est qu'une enregistreuse automatique : en Danemark, avant d'agir, l'Etat attend toujours que l'initiative collective ait démontré, par une expérience prolongée, l'utilité et la solidité de la mesure à édicter. La loi consacre solennellement les conquêtes collectives. Elle ne fait pas avancer d'un pouce ; elle empêche simplement de reculer. La politique, telle qu'elle sévit chez les Latins, est une plaie inconnue chez les Scandinaves au tempérament positif.

Petits propriétaires maintenus dans leurs terres, fermiers, ouvriers et domestiques, accédant à la propriété ou ayant l'espoir d'y accéder, s'instruisent avec plaisir et cherchent encore à instruire davantage leurs enfants : les écoles, les universités populaires — des coopératives, elles aussi — les cours du soir sont régulièrement et de plus en plus fréquentés...

Sur 3.409 élèves du sexe masculin, âgés de seize à cinquante ans, qui, dans le courant de l'année scolaire 1912-1913, ont fréquenté les 76 écoles populaires d'adultes établies sur le territoire, 2.818 étaient des cultivateurs. Sur 3.024 élèves du sexe

féminin, 2.350 étaient des filles ou des femmes d'agriculteurs.

Ce n'est, d'ailleurs, pas exclusivement l'enseignement général que recherchent les ruraux ; c'est aussi l'enseignement technique. Sans parler des établissements supérieurs (tels que l'école d'agriculture théorique d'Odense, l'école rurale de Lingby, l'école de Tune avec sa section spéciale pour l'instruction laitière des jeunes filles, la ferme-école de Noergaard, l'école d'irrigation de Hasseltvig), les 19 écoles populaires agronomiques et horticoles reçoivent des auditeurs de plus en plus nombreux, et des deux sexes. Il est, cependant, à remarquer que, dans tous ces établissements d'enseignement général ou pratique, les possesseurs d'une parcelle de terrain sont six fois plus nombreux que ceux qui ne possèdent rien. Tant il est vrai que le sentiment de la propriété incite l'homme à ne pas s'engourdir dans une ignorance avilissante !

Ce désir, ce besoin d'instruction se manifestent d'ailleurs par l'inscription, au budget domestique, d'un chapitre réservé aux achats de livres et aux abonnements de journaux. Le nombre, sans cesse croissant, des publications imprimées en Danemark et déposées à la Bibliothèque Nationale constitue une preuve de l'instruction des campagnards. Actuellement paraissent en langue danoise 270 journaux, 1.320 revues. Du 1^{er} avril 1912 au 1^{er} avril 1913, 34.619 brochures et 3.537 livres ont été

édités. Toutes ces publications doivent, nécessairement, être lues en Danemark puisque, si ce n'est dans l'Islande dépeuplée et au cours des offices religieux chez les Esquimaux du Groenland, la langue danoise n'est guère parlée que là. Elle se différencie, en effet, très nettement de l'allemand. Elle ressemble même si peu aux autres langues scandinaves qu'un suédois ne peut lire qu'avec difficulté un journal danois. Les 2.757.076 habitants du Jutland et des Iles sont donc les bénéficiaires de ces éditions et, comme ils sont, en majeure partie, campagnards, c'est, en dernière analyse, aux ruraux qu'est principalement destinée cette avalanche de publications. L'amour de la lecture est d'ailleurs, toute proportion gardée, beaucoup plus répandue à la campagne que dans les villes, à telle enseigne que les villes n'ont que 57 bibliothèques populaires, tandis que les campagnes en possèdent 580 subventionnées par l'Etat — sans compter les bibliothèques pour enfants et les bibliothèques pédagogiques à l'usage des instituteurs.

Dans cette large instruction, l'homme des champs acquiert conscience de la solidarité sociale. Par la pratique coopérative, il apprend à développer son énergie pour soutenir son voisin en s'aidant lui-même. La coopérative, merveilleuse agence d'altruisme, est la véritable école du dévouement social. L'individu en arrive à agir autant pour autrui que pour lui — sans sacrifier, cependant, le moindre atome de sa personnalité. Aussi participe-

t-il avec une volonté réfléchie, sans emballement factice, sans déclamations retentissantes et puérides, à toutes les formes légales du mouvement d'émancipation prolétarienne : sur mille sujets de S. M. Christian X, par exemple, soixante adhérent déjà au syndicalisme — proportion unique au monde. Les ouvriers agricoles, les domestiques de fermes eux-mêmes, si isolés dans les nations occidentales, n'ont pas échappé au désir de se sentir les coudes pour formuler avec plus de poids et faire triompher avec plus de rapidité leurs revendications professionnelles. Leurs associations, unies en une Fédération remarquable par son action ferme et pacifique, ont réussi à obtenir ce qu'attendent encore longtemps leurs camarades de France, d'Espagne, d'Italie, de Portugal : une augmentation de salaires à peu près proportionnelle à l'accroissement des richesses auquel ils ont collaboré et acceptable pour les propriétaires, à cause même de cette proportionnalité.

Ce n'est pas dans les campagnes danoises que se rencontrent ceux dont parle Hennebicq,

Qui vont maigres par les chemins,
La haine et la vengeance aux mains.

D'ailleurs, les femmes, solidement instruites elles aussi, coopératrices convaincues et pratiquantes, rendues par l'exercice même de la coopération remarquablement aptes à l'intelligence et à la gestion des intérêts économiques, exercent, sur

l'opinion publique par leur nombre, sur l'action politique par leur accession au droit électoral, la plus sage, la plus conciliatrice, la plus pratique des influences.

Les partis avancés — les social-démocrates, par bien des côtés, en communion d'idées, avec les anciens possibilistes français; les socialistes révolutionnaires, qui tiennent à la fois des marxistes intransigeants nuance Jules Guesde, et des anarchistes nuance Bakounine — se font remarquer par leur sens des réalisations. Sans doute, à diverses reprises, quelques-uns de leurs membres ont été les artisans d'une agitation quelque peu tumultueuse. Mais, ce ne furent là que des épisodes sans lendemain. Le corps le plus robuste a parfois des accès de fièvre et d'éphémères éruptions de boutons. Comme tous les travailleurs parvenus à une certaine conscience des phénomènes économiques, les socialistes danois n'aiment pas, au fond, les mouvements tapageurs et trop souvent inutiles: sous leur influence, les ouvriers n'usent qu'avec réflexion de l'arme formidable et dangereuse qu'est la grève. Les cessations concertées du travail sont tombées de 147 en 1898 à 64 en 1912. Loin d'être un signe de faiblesse, cette progression négative témoigne de l'intelligence des dirigeants du mouvement ouvrier. Les paysans, qui forment un contingent très important de la section danoise de l'Internationale Ouvrière et que la possession de la terre rend particulièrement pondérés, sont les

premiers à conseiller à leurs camarades, avec des résolutions énergiques, le calme et le sang-froid qui assurent la victoire. Les réunions de groupements socialistes danois sont, d'ailleurs, des modèles de dignité. Leur action s'impose par sa saine compréhension des conditions économiques contemporaines et des intérêts suprêmes du peuple et du pays; malgré quelques violences verbales, raréfiées chaque jour, elle devient de plus en plus un levier du progrès et de la prospérité nationale. Et la coopération y tient une large place.

Nulle part comme en Danemark, on ne comprend mieux combien, dans notre stade de l'évolution économique, les intérêts de l'employeur et de l'employé, du grand propriétaire et du petit exploitant doivent s'accorder, en toute justice, sans vexations réciproques et dangereuses.

La prospérité de la production terrienne, de l'industrie, du commerce, le perfectionnement de l'outillage, générateur d'une diminution du labeur humain, la vigueur, l'intelligence du travailleur, la culture de son esprit, son bien-être, c'est-à-dire sa marche pacifique vers sa propre prospérité et vers celle de l'espèce entière, vers son amélioration physique et morale, telles sont les conditions nécessaires du progrès des nations.

Le Danemark les réalise avec l'aide de la coopération.

La question sociale tend à se résoudre

Mais alors, la coopération peut donc atténuer les choes sociaux et contribuer à anéantir l'état de malaise politique dans lequel se débat le monde civilisé ? Eh oui ! Ce malaise tient au trop absolu pouvoir dirigeant du capital. En raison même de ce pouvoir, le capital prélève, sous forme de profits et de dividendes, une grosse masse de richesses produites : d'où misère des classes laborieuses. Dans la coopérative, le premier rôle n'est pas au capital. Il est au travailleur. Le service rendu par le capital s'acquitte par un modique intérêt — cinq pour cent au maximum. Plus de profits ! La coopérative répugne à en faire. Quand elle a payé au propriétaire foncier son loyer, au capital son intérêt, au fournisseur sa matière première et au travailleur son salaire, à l'inverse de l'entrepreneur capitaliste qui s'approprie l'excédent de recettes — la part du lion, — elle ne garde rien. Le prix de vente étant donné, elle en défalque le coût de production si c'est une association de consommation, et elle en verse le reliquat au fonds de réserve, constituant ainsi un patrimoine collectif consacré à des améliorations sociales et à des œuvres d'émancipation — ou elle le restitue à ses membres, dans l'association de consommation, au prorata de la marchandise achetée ; dans l'association de production, au prorata de la marchandise apportée.

Le profit qui permet aux capitalistes d'édifier des fortunes scandaleuses revient, par la coopération, au producteur ou au consommateur. Lui, qui est si attaqué, lui, qui est la source de tant de troubles sociaux, le voici disparu; non approprié par le capitaliste, il n'est plus le profit, il n'existe plus.

La révolution sociale a-t-elle encore sa raison d'être ? N'est-elle pas déjà en voie de réalisation pacifique ? Le travail — tout en respectant les droits du capital qui est payé — est le principal bénéficiaire de l'activité productive. Aussi, en Danemark, où la coopération est la grande force économique, la question sociale se pose-t-elle avec une acuité infiniment moins vive que dans le reste de l'Europe. S'y pose-t-elle même ? Les chefs actuels de la coopération, se rendant compte de l'ampleur du mouvement auquel ils président, du prodigieux essor de ce qui n'était au début qu'un simple essai, prétendent que non : sa solution est virtuellement contenue dans l'organisation présente. L'évolution, le progrès l'amèneront fatalement. Il suffit de la laisser se développer. Toutes les coopératives locales sont fatalement amenées à s'unir à des Fédérations régionales. Celles-ci, suivant la même loi inflexible, formeront entre elles des Fédérations nationales qui, à leur tour, viendront se fondre en une Fédération plus compréhensive. Cette Fédération englobera tous les centres d'action créés par ses cellules élémentaires

(crédit, consommation, production, éducation, assurances, etc.)

Que sera cette Fédération ? L'Etat ? Oh ! peu importe le nom. Ce sera la masse des consommateurs — c'est-à-dire de tous les individus vivant à l'intérieur des frontières — qui, dirigeant et pratiquant la production, résoudre économiquement le problème de la faim et, par suite, tous les problèmes d'ordre moral posés devant la conscience collective. Ce ne sera pas l'Etat, tel que nous le voyons sous nos yeux, dans toutes les nations civilisées, se mêlant de trancher les problèmes économiques par la politique — c'est-à-dire avec le maximum d'incompétence et le minimum de chances de solution. Ce ne sera pas non plus l'Etat-gendarme accablé par une tyrannie meurtrière de toute initiative, de toute liberté, de tout bonheur. Ce sera, au contraire, dans la liberté de l'individu, le triomphe des droits imprescriptibles de la collectivité.

Le commerce se moralise

La pratique de la coopération de consommation et de production amène un autre résultat d'un intérêt social et international considérable, car il est de nature à bouleverser bien des habitudes néfastes et à préserver bien des existences humaines : la moralisation du commerce.

Chacun sait que la fraude est devenue une

science possédant ses grands et ses petits maîtres. De même qu'on fabrique des soieries qui contiennent 95 0/0 de matière minérale et seulement 5 0/0 de soie, on arrive à faire du vin sans raisins, des confitures et des gelées sans fruits ni sucre (qui sont respectivement remplacés par des plantes marines chimiquement parfumées et de la saccharine, dérivée de la houille), des œufs sans poules, du beurre sans lait et du lait sans vaches. Demandez-vous du lait? On vous sert une drogue dont la densité est obtenue avec de l'amidon et la crème remplacée par de la cervelle de cheval battue.

Ces manipulations ont-elles été rendues impossibles par une législation protectrice de la santé publique, par une surveillance rigoureuse et une jurisprudence sévère? En faisant absorber aux vaches une forte quantité d'eau ou des tourteaux très humides, on obtient un lait des plus naturels, mais mouillé et d'autant moins nutritif qu'il est plus mouillé. Les coopératives danoises s'abstiennent de ces procédés quelquefois criminels — quand il s'agit de l'alimentation des nouveau-nés et des malades, — toujours malhonnêtes. Elles prennent même les plus sérieuses précautions contre les fraudes: le producteur, qui livre au dépôt coopératif du lait mouillé, écrémé ou falsifié, est impitoyablement exclu. Du reste, quel intérêt trouverait-il dans la tromperie, puisque son lait lui est payé d'après sa densité et sa teneur de beurre?

Consciente de l'intérêt sanitaire de la collecti-

vité, vigilante ouvrière de la prospérité nationale, soucieuse gardienne de ses droits, elle n'a pas voulu que d'autres puissent s'enrichir malhonnêtement en empoisonnant des enfants et des agonisants, en jetant sur les marchés étrangers des produits qui, en qualité, ne pourraient pas lutter contre leurs rivaux, en leur faisant enfin une concurrence déloyale. Elle a exercé une forte pression sur les pouvoirs publics et le Parlement a suivi ses indications.

Donnons un exemple.

Par son action, elle a enlevé le vote de la loi ordonnant l'abatage — avec indemnité d'ailleurs — des vaches présentant les signes cliniques de la tuberculose. Elle a déterminé l'inscription au budget d'un crédit de 100.000 couronnes en vue de la fourniture gratuite de la tuberculine aux vaches dont les propriétaires s'engagent à suivre l'économique et simple méthode du professeur Bang pour chasser des étables la terrible affection — méthode qui peut se caractériser ainsi : isolément des bêtes qui réagissent à la tuberculine ; vente de ces bêtes pour la boucherie quand elles sont en état ; élevage des veaux provenant des vaches saines ; repeuplement des étables par les seuls animaux qui n'ont pas réagi à la tuberculine. Elle a lutté pour que la fabrication du beurre fût soumise à une rigoureuse surveillance : elle a obtenu ainsi le vote des lois du 24 avril 1896, 22 mars 1897, 23 juin 1906 et elle continue à combattre pour combler les lacunes que

peut présenter la législation en vigueur. Pour empêcher toute confusion entre les beurres danois et le beurre étranger auquel des négociants peu scrupuleux seraient tentés de conférer une provenance danoise, elle a amené le gouvernement à prendre, le 30 août 1906, un décret exigeant que la crème employée à la fabrication du beurre soit pasteurisée et que tout le beurre fabriqué en Danemark — sauf celui que les coopératives traitent pour l'usage personnel de leurs membres — soit enfermé dans des récipients (vases ou tonneaux) portant, en grosses lettres, la mention « beurre danois »; de plus, s'il est exporté, son enveloppe doit porter les mêmes mots en caractères indélébiles. La fabrication de la margarine est, grâce à l'influence coopérative, aussi surveillée que le sont, en France, les distilleries d'alcool et les raffineries de sucre: la loi de 1907 interdit, sous des sanctions sévères, l'introduction dans la margarine d'une quantité de beurre supérieure à 10 0/0, la désignation de la margarine comme un mélange de beurre, l'indication du pourcentage de beurre, la fabrication ou le dépôt de margarine dans tout local où du beurre est fabriqué, vendu ou déposé. De plus, le ministre de l'Agriculture a le droit d'interdire l'exportation de la margarine si, pour la bonne réputation du beurre danois, il croit cette mesure utile.

Des dispositions analogues ont été, d'ailleurs, prises pour assurer la sincérité du commerce du

fromage, des œufs et aussi du jambon, du lard, des viandes. A leur arrivée à l'abattoir, conformément aux règles en usage dans les coopératives, tous les animaux sont visités avec le plus grand soin. Un vétérinaire examine de nouveau méticuleusement les viandes fraîchement dépecées. La plus grande propreté doit régner dans ces établissements.

Quant aux associations de consommation, elles savent admirablement se protéger de la tromperie en soumettant tous leurs achats à des examens attentifs et à des analyses sévères. Leurs méthodes sont, aujourd'hui, suivies par tous les grands consommateurs de l'univers. Ici encore, la coopération n'a pas été sans influencer sur la législation. Un texte du 26 mars 1898 réglemente très strictement le commerce des engrais, en vue d'en réprimer la fraude ou, tout au moins, d'en garantir les agriculteurs. Cette loi est, en grande partie, l'œuvre des coopératives.

Ce contrôle est particulièrement nécessaire pour les engrais que les gros fournisseurs ont une tendance à frelater. Aussi, les coopératives y ont-elles apporté un soin particulier.

Chacun sait qu'on peut diviser les engrais en deux catégories :

a) Les engrais naturels ou non composés (guano, noir animal, sang desséché, tourteaux, poudrettes, phosphates, fumier de ferme, boue des villes, cendres, etc.,)

b) Les engrais artificiels ou composés, fabriqués par les industriels suivant des formules tenues secrètes et au moyen du mélange, soit de produits chimiques seuls, soit de ceux-ci et d'engrais naturels, phosphates ou autres.

Les acheteurs des engrais de la première catégorie sont trompés par :

Le mouillage qui augmente le poids ;

L'introduction de substances inertes comme le sable, la terre ;

L'élimination au moyen d'un procédé chimique des principes fertilisants (la potasse, par exemple, qu'on enlève aux cendres) ;

Une fausse indication du titre ou de la proportion des éléments utiles ;

Une fausse origine : par exemple, si on indique, comme guano des îles Chinchas contenant 17 0/0 d'azote, des guanos du Chili qui n'en possèdent le plus souvent que 1/2 0/0.

Les acheteurs de la deuxième catégorie sont trompés : soit par l'attribution d'une nature, d'une composition ou d'un dosage inexact des éléments fertilisants qui, souvent, font défaut ; soit par la désignation de ces engrais composés sous des dénominations employées usuellement pour les engrais naturels ; soit par la vente de ces produits frelatés dans des sacs portant faussement des marques ou des plombs de garantie.

Ces tromperies sont difficilement prouvées. D'abord, le cultivateur ne connaît l'efficacité de l'en-

grais que longtemps après l'achat. Pour se prémunir, une analyse sévère s'impose. Chaque paysan pris isolément ne peut y procéder. Mais tous les paysans d'une région, réunis, peuvent, sans s'en apercevoir, subvenir aux frais d'expertise. Ces frais constituent, d'ailleurs, souvent une économie, puisque les acheteurs, certains d'avoir des engrais plus efficaces, restituent méthodiquement au sol des éléments végétatifs que chaque récolte enlève, augmentent sûrement le rendement des terres et résistent mieux ainsi à la concurrence étrangère.

« Autour de ce Temple, que la loi du Marchand soit juste, ses poids exacts et ses contrats loyaux », lut un jour Ruskin dans une église de Venise. Cette règle d'or est celle de la coopération danoise. Puisse-t-elle, par son action directe sur les pouvoirs publics, par la contagion de l'exemple, par la concurrence et les incidences économiques, devenir bien vite celle du commerce universel.

..

Le Danemark jouit de tous les fruits de l'effort coopératif : accroissement de sa fortune nationale, ralentissement de l'exode rural, renforcement de la petite propriété, stabilisation de l'état politique, résolution pacifique de la question sociale, moralisation du commerce.

Il a éprouvé la coopération. Or, en économie

politique et sociale comme en toute science, la démonstration d'un fait, la vérification d'une hypothèse ou d'un système, a toujours, avec le prestige de l'exemple, une valeur universelle.

Le Danemark montre au monde sa voie.

En avant-garde, il se dirige vers cette organisation économique qui permet aux nations d'utiliser intégralement leurs forces vives, et aux classes laborieuses de rencontrer enfin la justice sociale, le bien-être si longtemps promis, si longtemps attendu.

CHAPITRE V

L'AVENIR

« La confiance que l'on a dans une combinaison pour supprimer, ou même adoucir les maux de l'humanité, est un des plus frappants exemples de la badauderie humaine. Il y a des gens sensés qui tombent en pâmoison devant la société coopérative : c'est la nouvelle panacée universelle », écrit un des maîtres de l'Ecole libérale, M. Paul Leroy-Beaulieu, visant les associations de consommation et de production, et paraphrasant une vieille pensée de M. Thiers, cet homme d'infiniment d'esprit, mais ce bien mauvais prophète qui, parlant du rôle des chemins de fer, avait dit : « Ce ne seront pas deux barres de métal mises à côté l'une de l'autre qui changeront le monde. »

John Stuart-Mill, Frédéric Bastiat, Proudhon, souriaient, eux aussi, de la téméraire tentative des vingt-huit tisserands de flanelle de Rochdale, n'en soupçonnant pas les conséquences universelles. Et cependant, l'action de cette poignée d'ouvriers malheureux qui, de la vie, ne connaissaient que la

misère, qui ne recevaient de leçons que de la souffrance, a entraîné des millions d'êtres à braver tous les sacrifices pour conquérir la jouissance intégrale du fruit de leur travail. Combien John Stuart-Mill, Frédéric Bastiat et Proudhon ont-ils encore de disciples?

La science de cabinet, la tranquille spéculation de l'économiste qui échafaude de savants traités et du juriste qui forge et lime les codes, s'émoussent contre la force conférée aux faibles par une faim inapaisée, par une espérance irréalisée de justice et de bonheur.

Les faits ont parfois raison de la doctrine.

Il importe, cependant, de ne pas oublier les paroles du Faust de Goethe :

Ni l'art, ni la science ne suffisent.

Il faut encore apporter de la patience à l'œuvre.

La coopération danoise s'est merveilleusement développée sous des directions extrêmement habiles. Cependant elle est encore jeune. Elle n'a pas quitté l'âge de la croissance, et c'est justement pour cela que le plus bel avenir peut lui être prédit, sans crainte d'erreur.

N'hésitons pas à le reconnaître; le mouvement coopératif danois doit remplir encore beaucoup de tâches importantes. Mais comme l'a fort bien remarqué M. Andréas Nielsen, au Congrès coopératif international de Hambourg (1910): « C'est

peut-être le côté faible, peut-être aussi le côté fort de la coopération danoise de n'entreprendre une nouvelle tâche que lorsqu'elle est certaine de son succès économique. »

La coopération de crédit

Il est incontestable que les *Kreditforeninger* ont permis à la population rurale de se plier, dans une large mesure, aux coûteuses exigences de la technique agricole contemporaine. Le paysan a pu ainsi fertiliser la terre par des engrais abondants et méthodiquement choisis; sélectionner les races domestiques et obtenir des bestiaux, des chevaux, des porcs, une basse-cour de premier ordre; monter et faire fonctionner des établissements modèles, tels que des laiteries et des abattoirs. Mais est-ce bien là tout le problème du crédit agricole? Non. Il ne s'agit pas seulement de faciliter, sur quelques points, les petites transactions et de permettre aux *husmands* — comme le fait la loi du 26 mars 1898 — de se procurer, pour six ou neuf mois, les quelques pièces d'or qui serviront à payer graines, engrais et outillage.

Le véritable problème (1) consiste à donner aux producteurs des champs les moyens d'accomplir le complet défrichement des régions incultes, les tra-

(1) Voir Georges Desbons. *La Revue socialiste, syndicale et coopérative*, 1912.

vaux de dessèchement des marais, de reboisement, de captation des eaux, d'irrigation, de drainage, de labour profond, de fumure, en un mot, tous les travaux si vastes, si urgents qui doivent mettre la masse paysanne dans une position plus favorable encore pour s'enrichir, tout en accroissant la fortune foncière du Danemark.

Pour accomplir cette œuvre nationale, le crédit agricole doit être centralisé. Les caisses locales ne peuvent pas parer à un choc économique important. Restreintes dans leur expansion, elles ont fatalement un crédit restreint. Se fédéreront-elles en se superposant une administration unitaire qui, tout en respectant, dans la plus large mesure, la liberté des organismes élémentaires, leur imprimera une direction générale et permettra ainsi aux caisses des régions prospères de secourir les caisses des régions en proie à une crise? C'est, sans doute, une première mesure qu'il n'y a pas lieu de négliger et qui est, d'ailleurs, conforme à la grande loi de concentration des entreprises. Mais un bon nombre de propriétaires ruraux se tiennent à l'écart de ces associations, souvent les plus riches, ceux qui ont le moins besoin des caisses de crédit, ceux qui, par conséquent, par leur adhésion imprimeraient une impulsion fort sensible au crédit collectif. L'amour de la liberté qui caractérise les Danois s'oppose à ce qu'un acte de la puissance publique vienne obliger tous les agriculteurs à adhérer aux *kréditforeninger*. Le même sentiment humilie d'ail-

leurs le *husmand*, lorsque — comme il arrive parfois — les grands propriétaires condescendent à se faire les banquiers des petites mutualités de leur voisinage. Les nouveaux seigneurs d'argent tendent alors à considérer la masse rurale comme leur clientèle — au sens romain du mot. Et ce peut être là, comme en Italie, un danger politique à ne pas dédaigner.

D'autre part, à quel moment ces sociétés reçoivent-elles le plus d'appels de leurs membres ? En temps de crise, lorsque l'agriculture ne fait plus d'aussi brillantes affaires que précédemment, lorsque les paysans sont gênés. Il est un proverbe qui a été vrai dans tous les siècles et qui reste encore exact chez tous les peuples : « On ne prête qu'aux riches ». Précisément lorsque la masse rurale a le plus besoin d'aide, son crédit fléchit. L'agriculture est la fortune de la Nation. Celle-ci a donc intérêt à lui faciliter la possession du capital qui lui est nécessaire. Pourquoi ne le lui procurerait-elle pas elle-même ? Lorsqu'elle a bien voulu les couvrir de son crédit, les jeunes *Husmændsforeninger* ont vu s'ouvrir tous les coffres-forts auxquels elles frappaient : leurs obligations ont même été admises à la cote des bourses anglaises — faveur qui fut refusée à d'autres *Kreditforeninger* abandonnées à leurs seules forces. C'est l'indice de la facilité qu'aurait la Nation — la plus grande des coopératives qui puisse exister entre des frontières — à trouver les sacs d'or que demande la terre danoise.

Pratiquement, les obligations, que la nation émettrait, se présenteraient sur le marché sous l'aspect d'un titre unique — au lieu de la multicolore diversité des obligations régionales actuelles. Cette unification du titre est un important facteur de réussite : l'exemple de l'Allemagne nous le prouve.

Par ailleurs, pour ne pas être écrasé par une charge trop lourde, le cultivateur ne devrait, raisonnablement, payer qu'un intérêt de 2 %. Or, les caisses d'aujourd'hui exigent un taux oscillant de 3,6 à 5 %. Seule, la nation est désignée pour accorder le taux pratique. Elle empruntera à 3 % un certain capital qu'elle fournira ensuite aux propriétaires associés à 2 % — ce qui soustraira les petits cultivateurs à la tutelle des gros fermiers, bailleurs de fonds des *Kreditforeninger*. La différence entre l'intérêt servi pour ces obligations (3 %) et l'intérêt payé par les cultivateurs (2 %) ne constituera pas une perte sèche pour les finances publiques : par les impôts qui ne manqueront pas de frapper, d'une manière ou d'une autre, les richesses créées grâce à cette nouvelle organisation de crédit, le Trésor rentrera largement et rapidement dans la totalité de ses déboursés. Si c'est indispensable — très subsidiairement, comme disent les gens de robe — cette différence pourra, à la rigueur, être couverte par une subvention inscrite au budget national, qui se présentera comme une prime au développement de la richesse publique — prime qu'il sera juste de faire payer par la

collectivité des Danois qui tous, bien qu'à ses degrés et sous des formes diverses, profiteront d'un accroissement de la fortune du pays, du patrimoine commun.

Dira-t-on que ce sera là une aggravation de la Dette nationale? Erreur. D'ordinaire un Etat emprunte en rentes perpétuelles. Le capitaliste fournit une somme d'argent. L'Etat la dépense souvent improductivement. En théorie, il ne la rembourse jamais. En réalité, il en paie les intérêts chaque année et indéfiniment. Les intérêts sont versés par les contribuables sous forme d'impôts et ils s'élèvent d'autant plus que l'Etat est plus follement prodigue, a un domaine plus réduit affecté au service de la Dette. Généralement même les lieux qui garantissent les créances des capitalistes ne rapportent absolument rien. Au contraire, ils nécessitent des dépenses souvent fort onéreuses : ce sont les palais nationaux, les collections scientifiques, les galeries d'art. La charge tombe donc directement et, par suite, très lourdement sur les épaules du public.

Dans la solution proposée, rien de semblable.

L'emprunt est garanti — comme celui contracté aujourd'hui par les *Kreditforeninger* et les associations fondées en vertu de la loi du 26 mars 1898 — par les propriétés foncières des cultivateurs associés, autrement dit par des biens productifs dont une partie des revenus est, chaque année, affectée non seulement au service des intérêts, mais

par le système des remboursements fractionnés, à l'amortissement de la dette. Le contribuable est, par là, assuré de ne pas être écrasé par un nouveau et meurtrier fardeau.

Objectera-t-on encore que l'Etat est un déplorable banquier, qu'il n'a aucune aptitude économique, que la faveur risquera de déterminer bien des prêts à fonds perdus?

Vaine argumentation. Il n'est pas question de faire de l'Etat une caisse de crédit agricole. Ce serait créer une nouvelle cohorte de fonctionnaires : la bureaucratie est une plaie cancéreuse qui ronge trop profondément les nations d'aujourd'hui. Un fonctionnaire, pontifiant dans son cabinet à Copenhague, ne peut savoir si un prêt doit être consenti à un *husmand* perdu dans un village de Fionie ou de Bornholm.

Seuls, les voisins de ce paysan, ceux qui sont en rapport constant avec lui, sont à même de juger sa solvabilité, son honnêteté et son mérite. Le crédit doit rester local et, pour que la camaraderie et la fraude ne viennent pas inciter ses voisins, ses associés à fournir sur l'emprunteur des références en contradiction avec la réalité, leur responsabilité est indispensable : le crédit doit rester mutuel.

L'Etat — expression juridique de la coopération nationale — sera le guide, le garant et l'administrateur suprême de la coopération de crédit. Il superposera son autorité et son propre crédit à ceux des *Kreditforeninger*.

Ce système est en harmonie parfaite avec l'évolution du crédit agricole en Danemark.

La centralisation, nous la trouvons déjà, sous forme embryonnaire, dans le vigoureux effort des chefs du mouvement coopératif. Ceux-ci, — considérant que la clientèle des caisses d'épargne de province et des banques rurales, agents non coopératifs de crédit agricole, se compose, en majeure partie, d'individus appartenant à des organisations coopératives (associations d'achat et de vente, de production, de consommation) ; autrement dit, estimant que cette clientèle est coopérative, — ont voulu lui donner un instrument de crédit intégralement coopératif et ont créé la Banque coopérative de Danemark (*den Danske Andelsbank*). Le but principal de cette banque est de fournir du crédit aux sociétés coopératives agricoles ; ses membres sont des coopératives et quelques caisses d'épargne.

Elle poursuit cependant deux autres buts : —
a) servir de banque centrale aux caisses d'épargne et aux banques rurales, fourmilières de coopérateurs, et les amener ainsi à la coopération ; —
b) fournir des fonds de roulement aux agriculteurs pris individuellement. L'expérience, seule, pourra montrer quelle sera sa fonction primordiale. Pour le moment, il suffit de constater que les coopérateurs eux-mêmes ont reconnu la nécessité de centraliser leur organisation de crédit et qu'ils ont créé

un organisme répondant à cette fonction nouvelle, dans une zone partielle de leur champ d'action.

Autre manifestation des tendances centralisatrices : la fondation, par la loi de 1906, de la « Banque Hypothécaire du Royaume de Danemark », dans le but d'assurer un cours normal aux obligations des associations de crédit foncier. Comme premier fonds, l'Etat lui a remis 20 millions de couronnes. Et c'est aussi un indice de l'entrée de l'Etat dans une voie d'intervention plus active. D'ailleurs, depuis 1904, une série de lois a mis à la disposition de l'Etat environ 32 millions de couronnes affectés à des prêts aux petits propriétaires.

Cette évolution est en harmonie parfaite avec la politique danoise. Quand l'expérience et le temps ont montré que l'heure est venue de transformer en une institution d'Etat l'œuvre entreprise par des associations, les pouvoirs publics ont toujours recours à ces dernières pour en assurer le fonctionnement, le contrôle et la direction. Au besoin, ils leur délèguent les sommes inscrites au Budget dans ce but.

En l'espèce, le respect de ces associations vivaces, prospères et utiles assurera le succès de cette sorte de renaissance du crédit rural. Sans heurt, sans aléa, la prospérité de l'agriculture s'intensifiera et le Danemark pourra ainsi ajouter un fleuron à sa pacifique et glorieuse couronne coopérative.

La coopération de consommation

Les progrès continus de la *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger* — qui unit presque toutes les coopératives danoises de consommation — permettent d'envisager avec une absolue confiance l'avenir de la coopération de consommation. Ses promoteurs et ses dirigeants actuels ont cherché et sont parvenus à suivre la *Wholesale* de Manchester. Formidable entreprise, cette *Wholesale* ! Elle a fondé des comptoirs en Australie, au Canada, en Espagne, en Suède, aux Etats-Unis, en Allemagne, en France (à Rouen et Calais), en Danemark.. Elle possède une forte fabrique de suif en Australie, des plantations de thé à Ceylan. A côté d'un établissement horticole modèle — célèbre par ses fraises et par ses tomates — elle a installé, à Rodenestate, une maison de repos pour ses sociétaires et leurs familles. Ses voyageurs sillonnent le monde : en Grèce et en Asie-Mineure, par exemple, ils laissent chaque année cinq millions de francs, rien que pour des raisins et des fruits secs. Elle vient d'acquérir récemment pour ses docks, le long du canal de Manchester à la mer, un immense terrain qu'elle a payé 1.250.000 francs. Jusqu'à ces temps derniers, elle disposait d'une flotte lui appartenant en propre ; si elle n'a conservé que deux navires affectés au service de Manchester à Rouen,

c'est que — violant, du reste, les principes coopératifs — elle a trouvé plus d'avantages *momentanés* à conclure un contrat de transport avec une compagnie de navigation. La *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger* marche sur les traces de la grande sœur. Sur les 422 francs de marchandises que chaque coopérateur danois achète annuellement aux associations de consommation, elle fournit 386 francs. On saisira mieux la valeur de ce chiffre en songeant que, sur les 308 francs portés annuellement par le coopérateur français à la coopération de consommation, le magasin de gros français ne fournit que *neuf francs*.

Déjà, la *Faellesforeningen for Danmarks Brugsforeninger* a ouvert des succursales dans diverses villes, à Aarhus, à Aalborg, à Horsens, à Odense; elle possède une fabrique de chocolat, une manufacture de tabacs, une raffinerie de sucre. Son siège social sis à Copenhague, à proximité du port, est un établissement confortable. Elle a deux grandes propriétés à Aarhus et à Rolding qui valent l'une 166.000 et l'autre 270.000 couronnes.

Devant la coopération de consommation danoise, la route est large et l'horizon radieux.

La coopération de production

Une constatation est ici nécessaire. Pendant quelques années, les exportations des coopératives danoises ont subi un mouvement de baisse.

Elles rencontrent sur le marché d'Angleterre, leur principal point de destination, des compétitions nouvelles émanant de régions économiquement plus neuves, partant plus redoutables. Malgré leurs qualités intrinsèques, elles ne sauraient interdire à certains consommateurs britanniques de préférer les œufs d'Irlande, du Canada, d'Australie. Elles n'empêcheront pas davantage, demain, la Russie de s'adjuger la place qui lui reviendra dès que ses éleveurs se seront munis des appareils nécessaires à la conservation des œufs pendant les chaleurs.

Les laits et les beurres conservés d'Australie, d'Océanie, du Canada cherchent eux aussi à fixer à leur profit les clientèles anglaises et coloniales. Si le beurre coopératif danois tient encore la tête de l'importation dans la Royaume-Uni et l'Empire britannique, il est serré de près par celui

de la France.	dans le rapport de	0,4	à 1
de la Nouvelle Zélande. . .	—	0,3	à 1
de l'Etat de Victoria . . .	—	0,2 ¹ / ₂	à 1
du Canada	—	0,2 ¹ / ₂	à 1
de la Hollande.	—	0,2	à 1
de Sibérie	—	0,2	à 1
de Suède.	—	0,2	à 1

L'importation des viandes américaines dépasse celle des viandes coopératives danoises. Celle du Canada l'atteint déjà.

Ces faits seraient-ils le signe précurseur de l'agonie des coopératives danoises? Justifient-ils le

glas funèbre que se hâtent de sonner quelques économistes ?

Sont-ils particuliers aux coopératives ? Non. Ils s'étendent à toute l'exportation danoise.

Que signifient-ils en définitive ? Que le Danemark a des rivaux sérieux : la concurrence, par l'émulation qu'elle détermine, sert de stimulant au progrès. Génératrice de sa vitalité, elle est au monde économique ce que le soleil est au monde physique. Manifestation de la lutte pour la vie, aiguillon des énergies individuelles, instrument de sélection, elle assure la victoire au plus fort, au plus habile et, en définitive, au plus honnête : la loyauté est la suprême des habiletés.

Que les colonies prennent un développement agricole et commercial rapide : la Société n'a qu'à s'en féliciter. Dans l'intérêt universel, aucune richesse ne doit rester à l'état de virtualité. Toutes doivent trouver la possibilité de se développer.

Il serait d'ailleurs puéril de s'hypnotiser devant une banale diminution d'un chiffre d'exportation et de lui attribuer une importance démesurée. En voici deux preuves. Par suite des prix élevés atteints par les fourrages et les céréales à la fin de 1908, le Danemark n'a pu exporter en 1909 que 95 millions de kilos de viande de porc, au lieu des 108 millions de l'année précédente. Les producteurs danois n'ont pas été en perte pour cela : la livre de lard se vendait 0 fr. 64 en 1908, elle s'est vendue 0 fr. 75 en 1909. — En 1912, l'exportation du beurre en An-

gleterre tomba de 89.500.000 kilos à 85.000,000 kilos ; sa valeur dépassa 3 0/0 celle de 1911, et cette augmentation des prix fournit aux producteurs une plus value d'environ deux millions de couronnes — deux millions sept-cent quatre-vingt mille francs !

La diminution des quantités de marchandises exportées ne peut donc pas être regardée comme un indice de crise et d'expropriation partielle. Le serait-elle, aurait-on raisonnablement le droit d'en tirer un argument quelconque contre la coopération ? Mais des sociétés anonymes, produisant dans des conditions identiques, n'échapperaient pas aux mêmes nécessités, aux mêmes contingences, aux mêmes lois !

La concurrence, le développement fatal et nécessaire de ses rivaux, quelle occasion pour la coopération de manifester une fois de plus sa souplesse, sa vitalité ! A elle, d'adapter sa production à la consommation de ses clients : elle y réussit, puisqu'elle se trouve encore en bénéfice lorsque son exportation diminue ! A elle d'éliminer toute routine de son organisation et de chercher de nouvelles méthodes, de nouveaux procédés permettant de produire toujours mieux, toujours meilleur marché, pour le plus grand profit de tous les consommateurs. Elle y parvient brillamment, sans tomber dans la déplorable et générale pratique des industriels et des commerçants : la substitution de matières premières de qualité inférieure à des matières de qualité supérieure. Elle y parvient si bien, que,

grâce à elle, l'exportation globale danoise a haussé de 548 millions de couronnes en 1910 à 682 millions en 1912. Son commerce de viande a presque doublé depuis quatre ans.

Victorieusement elle franchit les obstacles et contourne les difficultés. Ses concurrents ont encore en elle un adversaire dangereux, n'en déplaise à ceux qui, se contentant d'un examen superficiel et contredit par les plus récentes statistiques, se réjouissaient déjà de ce qu'ils croyaient l'indice d'une soudaine et précoce décadence.

Dira-t-on que les frais de production agricole suivant un continuel mouvement ascendant, les bénéfices des coopératives se réduiront chaque année? Tous les producteurs agricoles sont soumis à cette loi, expression de l'industrialisation de l'agriculture. Ils verront donc, tous, leurs dépenses d'exploitation représenter une valeur supérieure à celle des revenus de la terre! Prophétie absurde! Les frais d'exploitation augmentent, c'est certain. Mais la valeur relative des produits agricoles progresse de même. Pour le producteur, il y a compensation, s'il peut se plier à cette augmentation en avançant le capital nécessaire. C'est justement ce que lui permet la coopération de crédit. A son égard, ce phénomène économique est alors absolument neutre. Objectera-t-on encore que, malgré les prévisions et les précautions, les coopératives danoises risquent, dans certains états de crise, sur des marchés bouchés, de ne pas écouler la totalité de leurs denrées,

— situation éminemment fâcheuse, se traduisant fatalement par des pertes de marchandises périssables exigeant une consommation assez rapide? Le fait s'est produit en 1906. Qui a utilisé la majeure partie des produits invendus, à des prix fort avantageux? La population urbaine du Danemark. La coopération de production fut en déficit. Elle a permis ainsi une très notable économie à bien des ouvriers de l'industrie qui, sur le point de s'expatrier, ont renoncé à leur projet. Répétée à des degrés divers pour chaque individu et additionnée pour la masse, cette épargne représentait une somme relativement considérable. Quelle a été sa destination? Elle est retournée en grosse part, sous forme de souscriptions d'obligations et d'actions, à la coopération de crédit, de consommation et de production, qui l'a employée à des améliorations techniques destinées à rendre la vie plus facile, plus économique et le travail plus rémunérateur.

Le succès des associations de production en particulier et de la coopération agricole en général n'est pas encore en Danemark à la veille de se muer en un écroulement lamentable.

CONCLUSION

L'exemple du Danemark démontre que la coopération est une expérimentation sociale qui, indiscutablement, a réussi.

Née au lendemain de crises redoutables, elle a accru la fortune de la Nation et porté au foyer du travailleur rural l'aisance et son cortège de biens.

Paysans du Nord et de l'Est, au moment où, avec votre placide et indomptable courage, vous commencez à relever les ruines amoncelées par une tempête de fer et de feu, paysans de toutes les régions de France qui, après avoir héroïquement fait votre devoir sur les champs de bataille, allez reprendre votre charrue et votre bêche, souvenez-vous de l'admirable leçon que le peuple danois, petit par le nombre, grand par l'habileté et l'énergie, a donnée au monde.

Mettez-la à profit.

Et demain encore, votre prospérité vertigineusement reconquise sera, comme elle l'était hier, l'élément de vie de la France immortelle.

BIBLIOGRAPHIE

NOTA. — *La littérature danoise relative à la coopération est exclusivement composée d'articles de journaux, de comptes rendus de Congrès et de tracts de propagande.*

* *

GIDE (Charles). — La Coopération.

— Les Sociétés coopératives de consommation.

HUBERT-VALLEROUX. — Les Associations coopératives en France et à l'Etranger.

— La Coopération.

BAILLET. — De l'association. Son influence sur le rapprochement de l'ouvrier et du patron.

GATTI. — Le Socialisme et l'Agriculture.

KAUTSKY. — La question agraire. Etude sur les tendances de l'agriculture moderne.

— La politique agraire du parti socialiste.

AUGÉ-LARIBÉ. — Le Problème agraire du socialisme.

VANDERVELDE. — Le Socialisme agraire.

PHILIPPOVICH (Eugène von). — La Politique
agraire.

STARCKE (C.-N.). — Le Danemark.

PRUDHOMMEAUX. — Coopération et Pacification.

CERNESSON. — Les Associations coopératives an-
glaises.

PAEPE (César de). — Coopération et Socialisme.

LAVELEYE. — La propriété et ses formes primitives.

FALBE-HANSEN. — Stavnsbaandsløsningen of Land-
boreformerne.

.*.*

Articles des revues et journaux suivants:

Dagbladet — *National Tidende* — *Aftempasten*
— *Dagens Nyheder* — *Dagstelegraph* — *Morgen-
bladet* — *Berlingske Tidende* — *Socialdemocraten*
— *Ravnen* — *Denmark Abroad* — *Philadelphia*
Tageblatt — *Volks Tribune* — *Jahrbücher für*
national Œkonomie — *Bulletin coopératif interna-
tional* — *Revue Socialiste, Syndicale et Coopéra-
tive*.

.*.*

Publications des caisses de crédit: des proprié-
taires fonciers des Iles; des propriétaires fonciers
du baillage de Fionie; — des sociétés de crédit: des
propriétaires; de l'ouest et du sud du Jutland;
des propriétaires du Jutland; des petits cultiva-
teurs du Jutland; des petits cultivateurs des Iles.

Tracts des associations suivantes: Faellesforeningen for Danmarks Husholdsforeninger — Jydsk Andelsfodderstofforening — Fyns Andelsfodderstofforening.

Bilans des: Andelsmejerier — Andelsvineslag-Perier — Æggekredse — Hesteavlsforeninger — Kvægavlsforeninger — Svineavlsforeninger — Kreditforeninger.

Conférence de M. Andreas Nielsen. (Société d'études des Sciences Politiques de Berlin, 1912.)

Comptes rendus des Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale. (En particulier, rapport de M. A. Nielsen, sur la Coopération agricole en Danemark. Congrès de Hambourg, 1910.)

Comptes rendus des Congrès de la Section danoise de l'Internationale ouvrière.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — LA COOPÉRATION ET LA PROSPÉRITÉ AGRICOLE DU DANEMARK.....	5
A. Le Danemark est une nation paysanne.....	5
B. L'évolution économique de l'agriculture détermine une série d'expérimentations coopératives qui réussissent.....	11
CHAPITRE II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES COOPÉRA- TIVES AGRICOLES	31
A. La coopération de crédit.....	33
1° Les <i>Kreditforeninger</i>	33
2° Les <i>Husmændsforeninger</i>	39
B. La coopération de consommation.....	43
Les sociétés coopératives d'achat de fourrages	51
C. La coopération de production.....	54
1° Les laiteries coopératives.....	54
2° Les abattoirs coopératifs.....	63
3° Les coopératives d'exportation d'œufs.....	68
4° Les associations d'élevage.....	71
CHAPITRE III. — LES DIFFICULTÉS VAINCUES.....	74
A. Le manque d'éducation économique.....	74

B. Le défaut de capital.....	80
C. L'absence de clientèle.	83
D. L'opposition des négociants	86
CHAPITRE IV. — LES RÉSULTATS ACQUIS.	116
A. La fortune nationale augmente.....	116
B. La population rurale s'accroît. — L'émigration paysanne se ralentit...	121
C. La petite propriété se fortifie.....	128
D. Une propriété collective se forme.....	137
E. L'Etat politique se stabilise.....	142
F. La question sociale tend à se résoudre.....	149
G. Le commerce se moralise.....	151
CHAPITRE V. — L'AVENIR.....	159
A. La coopération de crédit.	161
B. La coopération de consommation	169
C. La coopération de production.....	170
CONCLUSION	176

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 13 août 1915.

Pour le Recteur,

Le Professeur de Faculté délégué,

F JADIN.

Vu et approuvé :

Montpellier, le 13 août 1915.

Pour le Doyen,

L'Assesseur : CHARMONT.

Vu : Le Président de la Thèse

Montpellier, le 9 août 1915.

CHARMONT.

